



- 
- **Le Grand Conseil valaisan balayé**
 - **Eckpfeiler in der Bildungslandschaft**
 - **Le Grand Conseil sur écoute**
 - **Plus de places pour les femmes**
 - **Zersplitterung der Kräfte verändert die Ausgangslage**
 - **Grossrat Kompakt**
 - **ZIG ZAG parlementaire**



**COURRIER
DES LECTEURS**

Commission de justice infiltrée

Dans son bloc-notes du 2 avril 2013, le journaliste politique Jean-Yves Gabbud relève que l'épouse du président de la Commission de justice Serge Métrailler est juge suppléante. Analyse pertinente mais in-

complète: selon le Règlement du Grand Conseil, la Commission de justice est aussi chargée de dénoncer les cas d'incompatibilités. Dans la Commission de justice, le braconnier agit comme garde-chasse ou le contrebandier comme garde-frontière. La Commission chargée de surveiller les tribu-

naux est neutralisée avant d'entrer en fonction. Cela a été démontré par les déclarations de son président dans les dysfonctionnements du Tribunal de district de Martigny. Que reste-t-il de la crédibilité des institutions et de la confiance des citoyens?

Joseph Gonnet, Champéry

2 INTERVIEW



En 2006, Georges Tavernier (à droite) est président des Jeunes libéraux. Rencontre avec le président des Jeunes radicaux Michael Hugon. LE NOUVELLISTE



Devenu entretemps président du Parti libéral, c'est lui qui signe en 2008 la charte de la fusion avec son homologue radical Léonard Bender. HOFMANN



Une année plus tard, Léonard Bender démissionne de la présidence du PLR. Georges Tavernier reprend le flambeau. HOFMANN

GEORGES TAVERNIER Au PLR, il a sans doute eu à gérer la présidence la plus animée

Le bilan d'une présidence

PROPOS RECUEILLIS
PAR JEAN-YVES GABBUD

Après quatre ans d'une présidence du PLR mouvementée, le député séduinois Georges Tavernier, 32 ans, ne sollicitera pas un nouveau mandat, pour des raisons professionnelles.

Sur le plan électoral, quel bilan tirez-vous de vos quatre ans de présidence?

Durant mes quatre ans de présidence, nous avons assisté en Valais à une forte poussée de l'UDC. Proportionnellement, le PLR est le par-

ti qui s'en sort le mieux face à cette situation. Les conservateurs qui se trouvaient dans nos rangs avaient déjà rejoint l'UDC avant ma prési-

dence. Depuis, nous avons résisté. Et plutôt bien.

Ce n'est pas l'impression qui domine...

Les chiffres sont là. Lors des élections fédérales de 2011, le PLR a obtenu un résultat réjouissant, puisque nous avons progressé de 1%. Les communales de 2012 ont été fantastiques pour nous. Nous avons confirmé notre rôle clair de deuxième parti en Valais. Nous avons également connu une stabilisation de notre force dans les conseils généraux. Durant ces communales, nous avons augmenté notre représentation dans les pôles urbains, avec des progressions importantes à Sierre, Saint-Maurice et Monthey et nous avons cartonné à Sion.

Mais il y a eu les cantonales...

En réalité, les cantonales de 2013 ont été contrastées. Au Grand Conseil, au système proportionnel, dans un contexte politique particulier, le PLR a réussi à maintenir ses 28 représentants, ce qui constitue un exploit, alors que tous les autres partis bien enracinés ont perdu des sièges au profit de l'UDC. Je rappelle que le PS a perdu deux sièges et le PDC sept.

Reste LA défaite au Conseil d'Etat.

La perte de notre siège est évidemment mon plus grand regret. Avec le recul, je pense que le PLR n'a pas été sanctionné pour son travail, nous avons été victimes de la volonté de changement et d'un contexte

politique particulier, puisque notre candidat a dû faire face à quatre sortants et un phénomène politique et électoral.

Est-ce que le PLR a choisi la bonne tactique pour cette élection? Est-ce qu'il fallait vraiment organiser des primaires?

Comment faire autrement qu'organiser des primaires? Est-ce qu'un comité peut sortir un candidat d'un chapeau? Ou est-ce qu'on doit revenir à un parti de délégués? A mon avis, ce serait une erreur. Ce serait moins démocratique. Les primaires créent une émulation interne. Il ne faut pas balayer ce système parce que nous avons connu un échec. On peut l'améliorer, en élargissant le délai de paiement des cotisations par exemple. On aurait peut-être dû organiser plus de débats internes avant les primaires, mais l'histoire de la pierre a phagocyté nos énergies.

N'aurait-il pas fallu changer de candidat avant le premier tour, lorsqu'il devenait évident que l'affaire du caillou turc perturbait la campagne?

Nous avons analysé tous les scénarios possibles. Mais peut-on imaginer que le comité directeur, sans avoir un seul nouvel élément, désavoue l'assemblée générale du parti et les 1338 membres qui se sont prononcés en faveur de la candidature de Christian Varone? Ce n'était pas possible. Le comité directeur a confirmé, à l'unanimité, le candidat choisi par l'assemblée. Il n'y avait pas d'alternative.

Pascal Couchepin n'a-t-il pas eu raison lors de son intervention de Conthey?

Pascal Couchepin a simplement demandé à Christian Varone de dire qu'il se retirerait s'il était condamné à une peine de prison. Le jugement a été rendu après les élections avec un ajournement du prononcé de jugement.

Fallait-il vraiment aller au second tour?

Dans mon esprit, il était inimaginable de ne pas participer au second tour. J'ai dit le dimanche soir déjà qu'on serait présents... alors même que nous n'avions pas encore de candidat.

Que doit faire le PLR maintenant pour profiler quelqu'un en vue de la reconquête du Conseil d'Etat?

De par ma formation et mes activités professionnelles, j'ai une orientation management. Je constate que le défaut des partis est de manquer d'anticipation pour préparer la relève politique. Dans une société où la médiatisation joue un

Lors de ma dernière assemblée générale en tant que président, le 12 septembre prochain, nous allons créer un parti cantonal bilingue. C'est une grande fierté pour moi. Cela ouvre de nouvelles perspectives électorales. Bien sûr, le PLR ne va pas reconquérir le Haut-Valais par la création d'un parti cantonal, mais on peut désormais imaginer qu'un candi-

« Le défaut des partis, c'est de manquer d'anticipation lorsqu'il s'agit de préparer la relève politique. »

GEORGES TAVERNIER PRÉSIDENT DU PLR

rôle important, cet aspect devient primordial. Profiler quelqu'un n'est pas facile, d'autant plus pour le PLR qui détient moins de postes à responsabilité que le PDC. Nous avons donc moins de personnalités qui se retrouvent sur le devant de la scène. Nous devons maintenant mettre en évidence quelques personnes, dont des députés.

On pense à Philippe Nantermod.

La recette de Philippe Nantermod c'est avant tout du travail, des relations avec les médias. Il y a peut-être une formation à donner aux personnalités que nous devons mettre en avant.

dat haut-valaisan se présente pour le PLR, par exemple au Conseil d'Etat. C'était inimaginable jusqu'ici.

Durant votre présidence, vous avez proposé aux autres partis de se rencontrer, c'est ce que vous avez appelé les rencontres Supersaxo. Elles n'ont jamais eu lieu. Un regret?

Oui, c'est un regret. Je suis probablement le moins dogmatique des présidents de parti. Je défends mon os, évidemment, mais je suis un pragmatique, je cherche avant tout ce qui peut nous faire avancer. Comme président, on cherche d'abord ce qui divise nos par-

« Ce n'est pas parce que nous avons perdu que nous allons taper systématiquement sur le conseiller d'Etat UDC. »

GEORGES TAVERNIER

Philippe Nantermod ne dérange-t-il pas un peu aussi?

Chez nous, les têtes qui dépassent ne gênent pas. Au contraire. Ce sont des forces pour le parti. Personnellement, je verrais bien Philippe Nantermod accéder au Conseil national.

En dehors des questions électorales, quelles sont vos plus grandes satisfactions?

tis, pourquoi ne pas regarder plutôt ce qui nous unit? C'était le but de ces rencontres. Quand l'UVAM a réuni les présidents des partis bourgeois, son président Jean-René Fournier nous a demandé si nous étions prêts à créer une plateforme des partis de droite pour promouvoir l'économie, j'ai été le premier à dire clairement oui. C'est d'ailleurs le rôle de l'UVAM, de la Chambre de commerce, de



Georges Tavernier passe la main après quatre ans de présidence du PLR. HOFMANN



Au festival des fanfares de son parti en 2011 à Chamossin. Avec le conseiller fédéral Didier Burkhalter et sa femme Sabine, le conseiller d'Etat Claude Roch et le conseiller national Jean-René Germanier. CLERC



En automne 2012, le président Tavernier prépare la primaire du PLR pour le Conseil d'Etat. Avec les candidats Christian Varone, Marc-André Berclaz et Lise Delaloye. DASSELBORNE



Aux élections cantonales de mars 2013, le PLR perd son siège au Conseil d'Etat. «C'est mon plus grand regret», nous confie Georges Tavernier. LE NOUVELLISTE

qui soit. Au moment de tirer sa révérence, il fait le point et évoque son successeur.

hors du commun

réunir les partis pour que tout le monde contribue à faire avancer l'économie. Le canton aurait tout à gagner si les partis se mettaient à rechercher à faire progresser le canton dans un effort commun.

Oskar Freysinger a pris la place occupée jusqu'ici par le PLR. Comment percevez-vous ses premiers pas en tant que conseiller d'Etat?

J'ai été surpris de ce qui s'est passé avec la SPVal. Je suis surpris qu'un professionnel de la communication comme Oskar Freysinger n'ait pas senti le piège lors de l'interview donnée à la RTS. Il faut lui laisser du temps. Il doit se faire à son nouvel habit.

Je doute de l'efficacité du double mandat. Il dit vouloir défendre le Valais à Berne, je n'en doute pas. Mais s'il est absent lors d'un vote sur deux, on peut légitimement se poser des questions. Mais, ce n'est pas à un président de parti de tirer le bilan de son action, ce sera au peuple. Au PLR, nous ne sommes pas de mauvais perdants mais des démocrates. Ce n'est pas parce que nous avons perdu que nous allons systématiquement taper sur Oskar Freysinger. ●



Les «papables» à la présidence du PLR

Lors de l'assemblée générale du 12 septembre prochain, Georges Tavernier ne briguera pas un nouveau mandat de président du PLR.

Qui sera le prochain président du PLR?

Ce sera peut-être une présidente... Nous avons plusieurs papables: Laetitia Massy (vice-présidente du parti, députée et conseillère municipale à Sierre), Lise Delaloye (présidente d'Ardon), Stéphane Ganzer (député et vice-président de Veyras), Frédéric Delessert (député de Sion), Yves Fournier (député de Martigny), Xavier Moret (député de Martigny), Xavier Mottet (député, con-

seiller communal de Vionnaz et caissier du PLR). Ces personnes ont soit été contactées soit ont fait part de leur intérêt pour la fonction. Eric Borgeaud aurait pu faire partie de cette liste, mais il a déjà annoncé qu'il y renonçait.

C'est intéressant d'être président de parti?

(Rires) Financièrement? Non. Le président du PLR touche un défraiement de 6000 francs par an. J'ai calculé que cette fonction me coûtait entre 14 000 et 15 000 francs par an. Il faut donc prévoir un petit budget pour assumer cette fonction, qui correspond à un emploi à 25% à assumer à côté

de son travail. Franchement, c'est un truc de fou... mais c'est extraordinaire pour les rencontres, les expériences que cette fonction amène. Durant la dernière campagne électorale, j'ai parfois eu des journées de dix-sept ou dix-huit heures, mais je ne regrette rien.

Et la suite de votre carrière à vous?

La politique n'est pas terminée pour moi, même si je ne me représente plus au poste de président de parti. Je ferai de la politique de manière différente, en tant que député pour commencer, mais aussi en restant à la disposition du parti cantonal si nécessaire. ● JYG



COMMENTAIRE
JEAN-YVES GABBUD
RÉDACTEUR EN CHEF
ADJOINT

Le gendre idéal face à la tempête

Il est l'incarnation du gendre idéal. Soucieux de son image, ayant le goût pour une certaine élégance vestimentaire, Georges Tavernier développe aussi le sens de la retenue verbale. De ce point de vue, il est l'exact opposé d'Oskar Freysinger.

Lorsqu'il a repris la barre du paquebot PLR, personne n'imaginait que ce jeune homme à l'image très lisse saurait être un bon capitaine dans la tempête. Lui, le quasi novice, issu du minuscule parti libéral, s'est retrouvé d'un coup, à 28 ans, à la tête d'un Parti nouvellement fusionné, dont une bonne part des membres n'étaient pas ses frères politiques, mais ses cousins germains.

Il a assumé la comparaison avec son prédécesseur, le meilleur orateur du canton,

Léonard Bender, sans jamais avoir à en rougir, assumant pleinement sa différence, son propre style.

Le 6 septembre 2012, le soir de la fameuse primaire du PLR, Georges Tavernier s'est retrouvé à une place que personne n'enviait. Il a fait face, avec calme et dignité, à une salle chauffée à blanc, aux interventions musclées d'un ancien président de la Confédération hué, d'un ancien président du Conseil d'Etat et d'un analyste politique au bord de la syncope...

Certes, le paquebot PLR n'a pas atteint le rivage prévu, celui où il faisait escale depuis septante-cinq ans, mais il n'a pas sombré. Au contraire, il s'est sorti de ce raz-de-marée électoral indemne. Pour le capitaine, c'est là une belle performance. ●

Der Grosse Rat ist voll auf der Wolfsspur

Wie letzthin in einem Bericht zum kantonalen Finanzausgleich zu lesen war. Die kleinen Gemeinden werden subventionstechnisch und finanzausgleichsmässig «ausgehungert» und ihnen wird damit der Boden unter den Füßen weggezogen. Diese können nicht mehr selbstständig existieren und die Menschen ziehen ins Tal... Die Berghänge und Seitentäler entleeren sich vollautomatisch und schon haben wir den gesuchten Lebensraum für den Wolf. Wir müssen dann nur noch die Touristen nach Graubünden umleiten und die Städte und Grossdörfer im Talgrund einzäunen und schon leben wir im wölfischen Paradies. Doch lassen wir nun dieses zynische Geschreibe und betrachten wir die Sache objektiv. Ich bin der Meinung, dass da in der Hitze des Gefechts vielleicht zu viel oder in die falsche Richtung gerechnet wurde. Oder,

dass der gesunde Menschenverstand gerade anderweitig engagiert war. Vielleicht hatten auch die Welschen das Heft zu fest in der Hand, denn bei denen ist Zentralismus schon eher in. Doch ich glaube wirklich nicht im Ernst, dass die Oberwalliser Grossrätinnen und Grossräte, auch die aus den Zentren, das so gewollt haben. Fehler können nun einmal passieren. Wer in seinem Leben noch keinen «Seich geboten» hat, der werfe den ersten Stein. Ich für mich habe meinen ganz schön brav wieder hingelegt. Also, was ist zu tun? Das, was der gesunde Menschenverstand gebietet. Sich zusammensetzen, die Sache nochmals genau anschauen und dann Korrekturen anbringen... und dabei fällt garantiert keiner einzigen Grossrätin und keinem einzigen Grossrat das kleinste Steinchen aus der Krone.

Norbert Zimmermann, Eggerberg

DIGITnet

Mit Brief vom 25. Juni 2013 teilt die Valaiscom den langjährigen Kunden überraschend mit, dass per Ende 2013 das DIGITnet eingestellt werde. Es wird ein Umstieg auf Satelliten-TV empfohlen. So lässt man den Kunden im Regen stehen, denn es wird kein Vorgehen, wie das zu geschehen hat, vorgeschlagen. Was geschieht mit der gekauften Box?

Im WB vom 29. Juni 2013 kommt ein TV-Fachhändler zu Wort, der die gegenwärtige Situation schildert, aber auch der WB versäumt es, zu erwähnen, dass es auch noch Swisscom-TV gibt und das in HD-Qualität! Ohne Schlüssel, ohne Baugesuch. Dass man als Kunde immer wieder und bis in die jüngste Zeit mit DIGITnet Probleme hatte, ist allgemein bekannt. Schönreden hilft auch da nicht! Aber weshalb sich Va-

laiscom vor Jahren für DIGITnet entschieden hat, weiss niemand so richtig, denn im WB wird festgestellt, dass die Topografie in Holland anders sei als im Wallis und dass dort «die terroristische Verbreitung einwandfrei sei». Eine neue Erkenntnis? Daraus ist zu schliessen, dass sich DIGITnet eigentlich nie für das Oberwallis eignete. Wann das Glasfasernetz die letzte Oberwalliser Gemeinde erreicht hat, weiss wohl niemand, denn sonst hätte man darüber im entsprechenden Artikel etwas erwähnt. Es ist ganz einfach schlechter Stil vonseiten der Valaiscom, die Kunden vor vollendete Tatsachen zu stellen, ohne ein konkretes, aktuelles Angebot zu machen. Swisscom machts möglich, im Paket mit Internet und Festnetz!

Hans Facchin, Bellwald

Le PDCVr s'insurge et Oskar Freysinger veut calmer le jeu



Le PDCVr est persuadé des bienfaits de l'intégration des enfants handicapés dans des classes «normales». HOFMANN/A

CHRISTINE SAVIOZ

«Je ne suis pas surprise par la position d'Oskar Freysinger car elle correspond à ce que pense son parti au sujet de l'intégration des enfants handicapés dans des classes normales, mais là, ça commence à faire beaucoup! Il y a d'abord eu les sans-papiers et maintenant, M. Freysinger s'attaque aux enfants handicapés», s'exclame Carole Furrer, secrétaire générale du PDC du Valais romand, suite aux propos tenus par Oskar Freysinger dans une récente interview et qui ont fait bondir la commission cantonale des personnes avec handicap (cf. «Le Nouvelliste» d'hier).

Vigilance des députés

Pour rappel, le chef du Département de la formation s'est déclaré totalement contre une idéologie de l'inclusion scolaire. Il a dit vouloir combattre une clause de la nouvelle loi sur l'enseignement primaire indiquant qu'il faut «*privilégier*» l'intégration. Un article que le PDCVr tient au contraire à maintenir avec force. «*Il est hors de question que nous perdions les acquis que le Valais a obtenus jusqu'à aujourd'hui en matière d'intégration des enfants handicapés. Nous serons donc très attentifs lors de la deuxième lecture de la loi sur l'enseignement primaire au Grand Conseil*», ajoute Carole Furrer.

En première lecture de la loi, les députés UDC avaient déjà contesté cet article traitant de l'enseignement spécialisé. «*Ils voulaient que des mesures inclusives ou séparatives soient décidées en fonction de l'établissement et de la commune. Or, c'est la situation de l'enfant que l'on doit regarder en premier.*»

Pour le PDCVr, il est important d'avoir une société qui respecte les différences. «*On doit être intransigeants là-dessus*», souligne Jean-Claude Savoye, député du PDCVr et enseignant. Pour lui, ce que préconise Oskar Freysinger, à savoir une intégration évaluée pour chaque enfant, existe déjà en Valais. «*C'est ce qui se fait depuis vingt ans! L'intégration en Valais n'a jamais été une obligation, mais un choix qui doit convenir à l'enfant, aux autres enfants et à l'enseignant qui peut bénéficier d'un accompagnement. Depuis des années, l'intégration des enfants à besoins particuliers est recherchée, mais cela ne veut pas dire que c'est un dogme.*»

Oskar Freysinger tente d'éteindre le feu

De leur côté, Oskar Freysinger et Michel Délitroz, le chef de l'Office cantonal de l'enseignement spécialisé, ont diffusé hier en fin de journée un communiqué rappelant la politique actuelle du Valais en matière d'inclusion scolaire. «*Il apparaît que le canton a trouvé un bon équilibre entre scolarisation inclusive et séparative*», soulignent-ils. Ils précisent que 743 enfants de 4 à 18 ans bénéficient de décisions individuelles pour des mesures particulières; 273 d'entre eux sont intégrés à plein temps dans une classe ordinaire. «*Chaque situation fait l'objet d'une évaluation particulière (...) qui prend en compte les besoins de l'enfant en situation de handicap, le contexte scolaire et familial*», ajoutent-ils.

Les deux hommes affirment être «*ouverts au dialogue*» et «*vouloir apporter sérénité et assurance aux parents et professionnels*». ●

DOUBLE IMPOSITION AVEC LA FRANCE

Le Grand Conseil valaisan balayé

Le Conseil fédéral ne tiendra aucun compte de l'avis exprimé par le Grand Conseil valaisan à propos de l'accord de double imposition avec la France. La résolution urgente du groupe PLR, adoptée par 93 voix contre 13 et 4 abstentions en mai dernier n'a eu aucun effet du côté de la Berne fédérale.

Le Conseil fédéral, sous la plume du président de la Confédération Ueli Maurer, l'a fait savoir au Conseil d'Etat valaisan dans un récent courrier.

Dans la résolution, le député Philippe Nantermod déclarait: «La Confédération ne prélevant aucun impôt sur les successions, il revient aux cantons de s'opposer à ce qui s'apparentera à la spoliation des avantages concurrentiels fiscaux des cantons et à de nouvelles pertes fiscales à moyen terme.»

Ueli Maurer rétorque: «Il n'est pas certain que tel soit encore le

cas à l'avenir», en citant l'initiative socialiste qui vise à imposer les successions de plus de 2 millions.

Le Conseil fédéral estime que la situation est meilleure avec que sans convention. Sans accord, un contribuable pourrait être taxé à double, rappelle-t-il.

Le PLR valaisan déclare que cette réponse d'Ueli Maurer «illustre à quel point le Gouvernement fédéral est désormais sourd aux demandes cantonales.» Selon les libéraux-radicaux, «la situation voulue par la France est plus défavorable à la Suisse que la situation actuelle.»

En cas de ratification de cette convention, «le PLR soutiendra tout projet de référendum contre un texte entièrement défavorable à la Suisse», annonce le président du parti Georges Taverrier. ●



LE BLOC NOTES

DE JEAN-YVES GABBUD



JEAN-YVES GABBUD
RÉDACTEUR
EN CHEF
ADJOINT

OSKAR FREYSINGER **Les commentaires de Jean-Michel Cina**

«Créer le «buzz», expliquer, apaiser.... créer le «buzz», expliquer, apaiser!», écrit le conseiller d'Etat Jean-Michel Cina sur son compte Twitter. Cela ressemble à la tactique d'Oskar Freysinger, lui a-t-on demandé. «Une tactique? Une méthode? Une stratégie? Maladresse? Une histoire de vie, une histoire de médias? Qui sait? Une pièce de théâtre? Qui est le régisseur? Qui sont les acteurs? Le public. Est-ce qu'il peut sortir à la pause pour se sauver?» Le conseiller municipal sédunois Vincent Pellissier (PDC) rétorque: «La pièce dure quatre ans... mais je ne suis pas certain que le public veuille sortir, il en redemande!» Et Jean-Michel Cina répond: «Choisir une autre pièce de théâtre, réaliser une histoire, qui montre des vraies perspectives à un public qui en a besoin.» Tout un programme...

ENFANTS HANDICAPÉS À L'ÉCOLE **Le coup de gueule de Laurent Léger**

Le député PDC Laurent Léger lance un énorme coup de gueule sur les réseaux sociaux (Facebook et Twitter réunis): «Déclaration de notre nouveau conseiller d'Etat Freysinger: il ne veut plus intégrer les enfants handicapés dans nos écoles. La prochaine étape c'est quoi? Les camps et le gazage?» Ça sent la plainte pénale. Ce n'est pas Adolphe Ribordy qui dira le contraire...

GRAND CONSEIL **Doute sur le système électoral valaisan**

Le Tribunal fédéral persiste et signe en matière de systèmes électoraux. Il s'est prononcé, à nouveau, sur le canton de Zoug. Après avoir été tancé par le TF, Zoug voulait soumettre deux solutions au peuple. Les juges fédéraux ont dit non. Voici ces deux variantes: «La variante A prévoit l'attribution des sièges aux partis et groupements selon la méthode de la double proportionnalité alors que la variante B exclut cette méthode ainsi que les regroupements d'arrondissements électoraux. Cette procédure d'élection, la variante B, n'est pas compatible avec la liberté de vote et d'élection garantie par la Constitution fédérale.»

Le système de double proportionnalité, la variante A, admise par le TF, est celle que propose l'initiative «Chaque voix compte», lancée en Valais conjointement par tous les partis de gauche, l'UDC et les radicaux haut-valaisans et qui a formellement abouti...

INTERACTION+



Réagissez en donnant votre avis sur ces sujet

<http://politique.blogs.lenouvelliste.ch/>

CONVENTION DE DOUBLE IMPOSITION AVEC LA FRANCE

L'insupportable soumission

La réponse que le Conseil fédéral a donnée à la résolution du Grand Conseil valaisan concernant la convention de double imposition avec la France montre une nouvelle fois, s'il le fallait encore, que notre gouvernement est prêt à capituler face aux menaces d'un Etat étranger. Pour cela, il n'hésitera pas à bafouer les droits des cantons, qui sont pourtant actuellement les seuls à imposer les successions. Cet accord ne procurera aucun



bénéfice à la Suisse. Il créera un nouveau précédent inacceptable qui incitera d'autres Etats à s'engouffrer dans la brèche quand ils verront à quel point notre gouvernement est incapable de défendre notre indépendance et nos valeurs. La France a besoin de liquidités, c'est un fait. Mais plutôt que de

s'attaquer à de petits pays pour renflouer ses caisses, ne ferait-elle pas mieux de se concentrer sur une réforme profonde de ses institutions et par là même, de réduire ses dépenses publiques? La Suisse elle, ne doit pas céder aux menaces et au chantage de dénonciation de cet accord. La France bénéficie aussi largement de l'économie suisse, notamment par l'imposition des frontaliers. Il conviendrait de ne pas l'oublier et de penser que ces revenus, eux aussi, ne sont pas forcément éternels. Mais le problème est d'abord chez nous. Pour l'observateur averti, il devient légitime de se demander si le Conseil fédéral a décidé de torpiller le modèle

suisse et de brader, sans contrepartie, les acquis et droits qui font que la Suisse est sur le podium des pays les plus compétitifs du monde.

Lex USA, secret bancaire, reprise automatique du droit étranger, etc. Pas une semaine ne se passe sans que le Conseil fédéral propose un nouveau texte qui bafoue les acquis existants et mine la sécurité du droit. Quand notre gouvernement redeviendra-t-il sûr de ses valeurs et osera-t-il se battre pour maintenir le succès du modèle suisse?

**Jérôme Desmeules
et Jean-Luc Addor,
coprésident et vice-président
UDC Valais romand**

Bundesgerichtsurteil zur Zweitwohnungsinitiative: Was gilt?

Entgegen der durch die Bundesgerichtsurteile erhofften Rechtssicherheit ist in Sachen Zweitwohnungsinitiative noch immer vieles unklar. Auf meine diversen Fragen konnte der Staatsrat anlässlich der Juni-Session des Grossen Rates keine befriedigenden Antworten geben und verwies auf die noch zu erwartenden Urteilsbegründungen der Bundesrichter.

Inzwischen sind die Begründungen – hauptsächlich verfasst vom grünen Bundesrichter Merkli – eingetroffen. Das Bundesgericht stellt sich darin gegen die Mehrheitsmeinung der Juristen und behauptet zudem, «die Stimmbürger (auch als juristische Laien) mussten mit der sofortigen Anwendung der Initiative im Falle ihrer Annahme rechnen». Demgegenüber hielten mehrere Gemeinden in ihren Baubewilligungen vom Jahre 2012 noch fest, für jeden Bürger sei beim Durchlesen der Initiative klar gewesen, dass diese erst ab dem 1.1.2013 anwendbar sei. Hier sind die Gemeinden wohl viel näher bei der wirklichen Meinung des Stimmbürgers.

Das höchste Gericht hat entschieden. Was lässt sich aus den Urteilen ableiten? 1. Wur-

de die Baubewilligung vor dem 1.1.2013 erteilt und nicht angefochten, kann gebaut werden. Dies muss der Kanton den Gemeinden auch so kommunizieren. 2. Befindet sich eine von der Gemeinde nach dem 11.3.2012 (Abstimmungsdatum) erteilte Baubewilligung jetzt noch vor einer Beschwerdeinstanz, kann realistischerweise nur gebaut werden, wenn eine Erstwohnung geplant und im Grundbuch angemerkelt wird (abgesehen von allfälligen Sondernutzungsplänen oder hotelmässig bewirtschafteten Wohnungen). Ist dies nicht der Fall, sollte der Baugesuchsteller das Baugesuch wohl aus Kostengründen zurückziehen. Allenfalls wird er es unter der Geltung des kommenden Zweitwohnungsgesetzes wieder einreichen können, da das Gesetz weitergehende Ausnahmen vorsieht; bei gleichartigen Baugesuchen sollten die Baubewilligungsgebühren diesfalls weitgehend erlassen werden. Bei zu vielen Ausnahmen droht allerdings das Gesetzesreferendum der Initianten, was das Bundesgericht erstaunlicherweise ausdrücklich erwähnt.

Dr. Aron Pfammatter, Naters

Affaire à suivre

Der Staat Wallis muss offenbar sparen. Das hat uns Tornay so vor den Wahlen nicht gesagt. Allein für die Bildung sollen 22 Millionen Franken pro Jahr weniger zur Verfügung stehen. Im interkantonalen Vergleich steht das Wallis in Sachen Bildung nicht schlecht da. Im Gegenteil. Dies ist nicht zuletzt das Verdienst der Lehrerinnen und Lehrer und auch des Chefbeamten Lovey. Freysinger hat Lovey – wenn der «Tag-Anzeiger» richtig informiert – einfach kaltgestellt. Er darf an Sitzungen nicht einmal mehr teilnehmen.

Frage 1: Kann sich das Wallis, das offenbar sparen muss, ein solches staatsrätliches Mobbing leisten? Nicht genug. Offenbar will Freysinger seinen Spezi Slobodan Despot in das Departement holen.

Es handelt sich um einen serbischen Nationalisten, um einen Genozid-Leugner. Dies, obwohl keine Stelle frei ist. Frage 2: Kann das Wallis, das offenbar massiv sparen muss, einen Genozid-Leugner als Informationschef durchfüttern?

Affaire à suivre, wie die Welschen sagen. **SP Oberwallis**

Premières factures pour le futur campus de l'EPFL

Les investissements nécessaires à l'établissement des chaires de l'EPFL en Valais s'élèveront à 398 millions de francs, dont 250 millions devront être supportés par le canton. Les charges de fonctionnement annuelles se monteront, à moyen terme, à 25,6 millions, dont 14 millions à la charge de l'Etat du Valais. Ces chiffres ressortent des messages que le Conseil d'Etat vient d'adresser aux députés.

Lors de sa session de septembre, le Grand Conseil devra prendre une décision de principe sur le financement de cette implantation. Il devra également se déterminer sur les deux premiers crédits totalisant un engagement financier de 42,5 millions pour la caisse cantonale.

Investissements à Sion...

L'implantation de l'EPFL en Valais est prévue en quatre étapes, la dernière devrait débiter, «*au plus tôt*», en 2018.

La première étape est par contre planifiée pour 2013-2014. Elle concerne la construction du campus dans l'ancien bâtiment Valrhône, à la rue de l'Industrie, au sud de la gare de Sion, près du «Nouvelliste». Le Conseil général séduinois a déjà voté – c'était en mai dernier – le crédit de construction pour ces travaux qui ont démarré.

Le crédit qui est demandé maintenant au Parlement cantonal «*concerne notamment la mise en place d'équipements techniques (ventilation, électricité, gaz de laboratoires) permettant d'accueillir les laboratoires de l'EPFL Valais Wallis et l'acquisition du mobilier et des équipements scientifiques*», indique le message du Gouvernement.

La construction d'un laboratoire souterrain dans un bâtiment voisin fait également partie du crédit sollicité, tout comme un fonds de démarrage se montant à 4,4 millions.

La prise de possession des locaux de la rue de l'Industrie par l'EPFL est prévue pour septembre 2014.

Pour la première étape, il est encore prévu d'implanter, dans les locaux mis à disposition par la Clinique romande de réadaptation sur son site de Sion, des premières équipes de recherche du domaine de l'ingénierie de la réhabilitation motrice. Les activités visant au développement d'une plateforme robotique de réhabilitation à la marche débiteront dans la seconde partie de cette année 2013.

Aucun crédit n'est pour l'heure demandé à l'Etat pour cette activité.

...mais aussi à Monthey et à Viège

L'arrivée de l'EPFL ne va pas uniquement bénéficier à la capitale cantonale. Un crédit est également prévu pour créer deux plateformes préindustrielles du BioArk, à Monthey et à Viège. Ces plateformes «*permettront de transposer le plus rapidement possible les résultats de la recherche dans des entreprises des sciences de la vie*».

Le canton va engager 12 millions dans cette opération. Six millions constituent une subvention à fonds perdu. Les six autres millions représentent un prêt.

Plus de monde que prévu

Le Conseil d'Etat se montre optimiste quant au développement des chaires de l'EPFL. Il déclare: «*Les derniers développements laissent entrevoir que le nombre de professeurs et de chercheurs de l'EPFL qui travailleront en Valais sera nettement plus élevé que les 150 initialement prévus.*»

A terme, le Valais pourrait bénéficier de «*l'implantation d'un Quartier de l'innovation, voire d'une antenne du parc scientifique suisse*», estime l'Exécutif cantonal. ● JEAN-YVES GABBUD

Aus zwei regionalen Parteien wird eine Kantonalpartei

WALLIS | Ein wichtiger Schritt für die Fusion der FDP Oberwallis und der Freisinnig-Liberalen des Unterwallis ist getan. Die Oberwalliser Parteibasis hat das Zusammengehen am Montag abgesegnet.

LUZIUS THELER

Die Basis der FDP-Die Liberalen des Oberwallis hat am Montag nach eingehenden Diskussionen den Grundsatzentscheid gefällt: Sie will sich mit den Freisinnig-Liberalen des Unterwallis zusammenschliessen. Der Zusammenschluss wird am kommenden 12. September an einer Generalversammlung der FDP-Die Liberalen in Siders formell beschlossen.

Es braucht professionelle Strukturen

Selbst eine kleine sprachregionale Partei wie die FDP-Die Liberalen des Oberwallis kommt nicht ohne professionelle Strukturen aus. Denn das Politikgeschäft ist härter, schneller und aufwendiger geworden: «Wer in der Öffentlichkeit und in den Medien präsent sein will, braucht Finanzen und ein professionelles Sekretariat. Unsere bisherige Parteisekretärin Iris Kündig ist in den Zermatter Gemeinderat gewählt worden und kann ihre Aufgaben beim besten Willen einfach nicht mehr so intensiv wahrnehmen», sagt Werner Salzmann. Dazu kamen Motivationsprobleme. Denn die FDP-Die Liberalen des Oberwallis hatten eine ganze Reihe von Wahlniederlagen zu verkraften. «Mit sechs Gemeinderatsmandaten im ganzen Oberwallis haben wir die kritische Grösse einfach nicht mehr. Dazu kommt, dass wir als Partei, die nicht mehr im Grossen Rat ver-

treten ist und daher auch nicht in wichtigen Kommissionen sitzt, von entscheidenden Informationen erst sehr spät Kenntnis erhalten. Mit dem Zusammengehen mit der Welschwalliser FDP-Die Liberalen versprechen wir uns einen besseren Informationsfluss. Wir haben zudem den Eindruck, dass die wichtigen Oberwalliser Interessen im Kantonsparlament nicht mehr durchgesetzt werden können. Wir erhoffen uns einen vermehrten Einfluss in der Kantonalpartei», sagt Salzmann.

Eine konsequent zweisprachige Partei

Freilich ist das Zusammengehen mit den starken Freisinnig-Liberalen des Unterwallis sozusagen auch die einzige Rettung für die arg gebeutelte –

Oberwalliser FDP. «Die Alternative wäre wohl die Auflösung gewesen», räumt Werner Salzmann ein. Dies mussten anlässlich der Versammlung vom Montag auch jene zur Kenntnis nehmen, die den Antrag auf ein Zusammengehen zwar nicht rundweg ablehnten, ihm aber kritisch gegenüberstanden. Schliesslich wurde der Entscheid auf einer breiten Basis abgesegnet. Der jetzige Vorstand der FDP-Die Liberalen des deutschsprachigen Kantonteils steht der Fusion positiv gegenüber und er verweist denn auch auf die Bemühungen des «grossen Partners», ihr in der neuen Kantonalpartei einiges Gewicht zu geben: Von 10 bis 15 Sitzen des Kantonalvorstandes gehen drei ins Oberwallis. Dazu bekommt auch das Oberwallis einen der drei Vizepräsidenten.

Eine Selbstaufgabe soll der Zusammenschluss denn gleichwohl nicht werden. «Es wird den deutschsprachigen Teil der FDP-Liberalen auch in Zukunft brauchen; denn bei Wahlen in den Gemeinden und in den Bezirken sind wir deutschsprachigen Mitglieder nach wie vor gefordert und stehen auch in der Pflicht. Übrigens gibt es in kei-

nem anderen Kanton in der Schweiz bei den FDP-Die Liberalen zwei verschiedene Parteien», fügt Werner Salzmann an. Den Freisinnig-Liberalen des Oberwallis ist klar, dass sie sich künftig um eine vermehrte «Sichtbarkeit» bemühen müssen. Mit dem Neuanfang und den neuen Strukturen soll dies möglich werden.



Neue Möglichkeiten. Die FDP-Liberalen mussten nach 75 Jahren ihren Sitz in der Walliser Regierung räumen und damit die Präsenz im Regierungsgebäude aufgeben. Nun wird sie neue Strategien als Nicht-Regierungspartei verfolgen. FOTO WB

Die FDP Oberwallis war zu brav

Die FDP Oberwallis hat zu ihren Gründungszeiten mit einer eindrucklichen Reihe von Persönlichkeiten in allen Bezirken des Oberwallis aufgewartet. Allerdings gingen der Schneid und die Oppositionsrolle der Gründerväter schon bald einmal verloren. Dazu kam, dass es viele ökonomische Abhängigkeiten gab, die eine harte Oppositionsrolle verunmöglichten. Schliesslich erlagen einzelne Exponenten der FDP Oberwallis auch dem Charme der Mehrheitspartei und begaben sich in Abhängigkeiten, um zum einen oder anderen Posten zu kommen. Den Niedergang beschleunigt hat zudem in den letzten acht Jahren das starke Aufkommen der SVP rechts von der FDP.

Neue Rolle mit neuen Perspektiven

WALLIS | Die Freisinnig-Liberalen müssen als Nicht-Regierungspartei auch eine neue Strategie festlegen. Sie ist in den Umrissen zu erkennen.

Der Rauswurf aus der Regierung hat die Walliser Freisinnig-Liberalen nicht zu einem Amoklauf gegen die neue Regierung und vor allem den SVP-Staatsrat Oskar Freysinger veranlasst. In

den letzten beiden Sessionen des Walliser Kantonsparlamentes gaben sich die Tenöre der grössten Fraktion des Parlamentes ziemlich gemässigt. Sie überliessen die ersten Gehässigkeiten an die Adresse Freysingers der CVP Oberwallis. «Wir richten unsere Politik nicht nach einem einzelnen Staatsrat aus», lässt sich einer der Parteistrategen vernehmen, die zurzeit noch im Hintergrund wirken.

Nicht in der Schockstarre gefangen

Denn selbst wenn die FDP-Liberalen öffentlich nach dem Verlust des Staatsratsmandates in einer Art Schockstarre gefangen scheinen, nimmt die von der neuen Konstellation diktierte Strategie erkennbare Umriss an. «Wir vertreten Grundwerte und Ideen, denen wir auch in der Niederlage bei den Staatsratswahlen und dem Verlust

des Regierungssitzes nach 75 Jahren treu bleiben. Aber der Ton wird sich ändern und die Strategie auch. Wir sind eine wichtige politische Kraft im Parlament und wir sind nicht mehr in der Regierung. Das ändert doch manches», tönt es aus den massgeblichen Kreisen. Sicher ist, dass sich die FDP-Liberalen nicht um jeden Preis um eine Regierungsbeteiligung bemühen wollen. Damit ist eine ein-

seitige Allianz mit der CVP ausgeschlossen. Partei und Fraktion geben sich selbstbewusst. Dies aus gutem Grund: «Wir haben schliesslich alle unsere 28 Mandate im Kantonsparlament gehalten, obwohl die SVP rechts von uns ihre Sitzzahl auf 21 verdoppelt hat. Das zählt auch und der Verlust der Regierungsbeteiligung, an der uns gewiss liegt, eröffnet doch auch neue Perspektiven.»

LOUP

Dénonçons la convention de Berne!

Dans un courrier des lecteurs publié le 14 août, fauna.vs regrette qu'aucune étude n'ait été menée sur l'intérêt que pourrait représenter le loup aux yeux des touristes. Au lieu de songer à multiplier les études inutiles aux frais du contribuable, nous ferions mieux de concentrer notre énergie sur les atouts



touristiques de notre canton. D'ailleurs, nul doute qu'une faune variée et diversifiée,

comme nous la connaissons à l'heure actuelle, est davantage propice au développement de notre tourisme que la vue des carcasses des moutons et autres victimes du loup.

Ce prédateur agit sans discernement, sans se soucier des besoins de la faune (facteurs quantitatifs et qualitatifs) et souvent pour le seul plaisir de tuer. Les exemples ne manquent pas: Evolène en 2000, Hérémece et Val-d'Illiez en 2009, plus récemment dans le Haut-Valais. Le loup engendre d'importants

frais, notamment au niveau de la prévention et de l'indemnisation des dégâts.

Les cantons devraient pouvoir gérer eux-mêmes la régulation du loup sans avoir à subir les conséquences du Plan loup qui a été élaboré par des technocrates très éloignés des réalités des populations alpines. Dans cette perspective, il est maintenant temps que la Suisse dénonce la convention internationale qui protège le loup.

**Grégory Logean,
Euseigne**

Ce campus universitaire qui va transfigurer la ville de Sion

La gare de Sion vue du pont Sainte-Marguerite en direction de l'ouest. A gauche, les bâtiments du campus, longeant la rue de l'Industrie. Au fond, la tour de Valrhône signale l'emplacement de l'antenne EPFL. DR



CHAMBOULEMENT Alors que déjà l'on transforme le bâtiment Valrhône pour accueillir les chercheurs de l'EPFL, Etat du Valais et Ville de Sion ont présenté hier le projet de campus universitaire qui sera érigé au sud de la gare. L'ensemble, qui coûtera quelque 400 millions, va transformer radicalement tout le secteur. **PAGES 2-3**

2 GRAND ANGLE

SION Les travaux ont commencé sous-gare pour accueillir les premiers chercheurs

Le campus Valais Wallis

CHRISTINE SAVIOZ

Alors que les travaux viennent de débuter sur l'un des bâtiments situés sous la gare de Sion (l'ancienne bâtisse de Valrhône) pour accueillir les premiers chercheurs de l'EPFL, l'Etat du Valais et la Ville de Sion ont dévoilé hier la maquette du projet comprenant tous les bâtiments prévus à la rue de l'Industrie pour le campus universitaire. Sur les 63 projets reçus, c'est celui du bureau d'architectes Évêquoz et Ferreira de Sion qui a été choisi par le jury. «Le vote s'est fait à l'unanimité», a dévoilé Jacques Melly, lors d'une conférence de presse faisant le point sur l'immense projet commun à l'EPFL et à la HES-SO.

L'occasion également pour tous les partenaires de présenter l'avancée du projet d'un coût total de 398 millions de francs. «C'est un projet ambitieux, visionnaire et rassembleur», s'est réjoui Jean-Michel Cina, président de la délégation permanente du Conseil d'Etat au projet Campus Valais Wallis.

Le campus universitaire se développera sur trois régions de la commune sédunoise, soit autour de la gare, vers la clinique de réadaptation SUVA et à Chandoline. En tout, onze chaires au moins s'implanteront dans les différents sites, pour faire des recherches dans les domaines de l'énergie, de la biotechnologie et de la santé. «A terme, plus de 300 chercheurs travailleront en Valais», précise Jean-Michel Cina.

Pas d'étudiants de l'EPFL à Sion

Seuls des chercheurs de l'EPFL viendront en Valais, et non des étudiants, ont rappelé hier les différents partenaires du projet. «Il n'y aura pas de salles de cours créées. Aucun étudiant sortant du collège ne pourra suivre l'EPFL à Sion. Le but est d'amener un potentiel de recherches scientifiques en Valais», précise Marc-André Berclaz, directeur du Pôle EPFL Valais Wallis. Par contre, le Valais comptera sans aucun doute une arrivée considérable d'étudiants supplémentaires grâce au développement de la HES-SO Valais qui profitera de l'aura de l'EPFL pour s'agrandir et dynamiser

sa filière en ingénierie. François Seppey, directeur de la HES-SO Valais, est bien conscient de cette chance unique pour le canton. «Nous avons l'opportunité de renforcer l'attrait de notre filière et de former ainsi davantage de personnes en Valais», note-t-il.

Avantages pour tous les partenaires

Chaque partenaire en retirera cependant des avantages non négligeables. «L'EPFL a ainsi le moyen de se rapprocher des PME, du tissu local, pour tester le résultat de ses différentes recherches», remarque encore le directeur de la HES-SO. Quant à la Ville de Sion, ce projet lui permettra aussi de relier le sud au nord de la cité pour redynamiser tous les quartiers. «C'est une chance extraordinaire», souligne Marcel Maurer, président de Sion.

Dans la première étape de construction dans le quartier sous-gare à Sion, seul un bâtiment et la moitié d'un autre accueilleront les chercheurs de l'EPFL; les autres bâtiments de la rue seront destinés à la HES-SO. «Les gens font souvent la confusion. Mais il faut savoir que sur les 398 millions que coûtera le projet global du campus universitaire, 115 millions serviront à financer les infrastructures pour l'EPFL; le reste sera destiné à la HES-SO», ajoute Marc-André Berclaz.

La balle chez les députés

Le Campus sera réalisé progressivement, par étapes, en fonction des moyens financiers disponibles du canton et des parties prenantes du projet (voir dé-



La vue d'une partie du futur campus, depuis le quai de la gare de Sion. DR

tails en page 3). Lors de la prochaine séance du Grand Conseil, en septembre, les députés devront ainsi se prononcer sur le vote d'un crédit-cadre de 356 millions – le montant de l'enveloppe globale – et d'un premier crédit d'objet pour la réalisation de ce projet de plus de 40 millions pour la première étape du campus. «Nous avons étudié le dossier qui a été mené très sérieuse-

ment et le soutenons à l'unanimité. Nous incitons nos collègues députés à le soutenir aussi», précise Joachim Rausis, président de la Commission éducation, culture et sport du Grand Conseil.

Reste encore la question de la juste répartition des investissements à travers tout le canton. «Nous nous sommes posé la question, car en tout, avec les aménagements de la SUVA, l'investissement

se montera à 500 millions pour la région de Sion. Mais cet investissement est aussi une manière de garantir la survie des régions excentrées», ajoute Joachim Rausis.

Laura de l'EPFL devrait également permettre au Valais d'accéder à des entreprises internationales. «Notre ambition est que le Valais devienne un parc d'innovation suisse», conclut, enthousiaste, Jean-Michel Cina. ○

VISION DES ARCHITECTES

Sur les 63 projets en lice, c'est celui du bureau d'architectes Évêquoz-Ferreira de Sion qui a été choisi par le jury pour la première étape du campus (à la rue de l'Industrie). Les architectes ont notamment prévu plusieurs espaces de détente et publics entre les bâtiments. «On voulait que ce soit un lieu ouvert, un lieu de partage entre étudiants, chercheurs et habitants», explique Isabelle Évêquoz. Le projet laisse aussi des possibilités de développement en cours de route. ○ CSA

«Plusieurs espaces de détente publics et de vie sont prévus au cœur du campus.»

ISABELLE ÉVÊQUOZ ET NUNO FERREIRA
BUREAU D'ARCHITECTES
ÉVÊQUOZ-FERREIRA
À SION

«Grâce au projet sous-gare et à la passerelle, nous relierons le sud et le nord de la ville.»

MARCEL MAURER
PRÉSIDENT DE SION

«Autant l'EPFL que le Valais et la HES-SO trouvent des avantages dans ce projet.»

FRANÇOIS SEPPEY
DIRECTEUR DE LA HES-SO VALAIS

«C'est une grande chance d'avoir un campus universitaire en plein centre-ville.»

JEAN-MICHEL CINA CHEF DU DÉPARTEMENT DE L'ÉCONOMIE

«Le projet est conçu de manière à pouvoir encore le développer dans le futur.»

JACQUES MELLY
CHEF DU DÉPARTEMENT DE
L'ENVIRONNEMENT

«Sion n'accueillera pas des étudiants de l'EPFL, mais des chercheurs.»

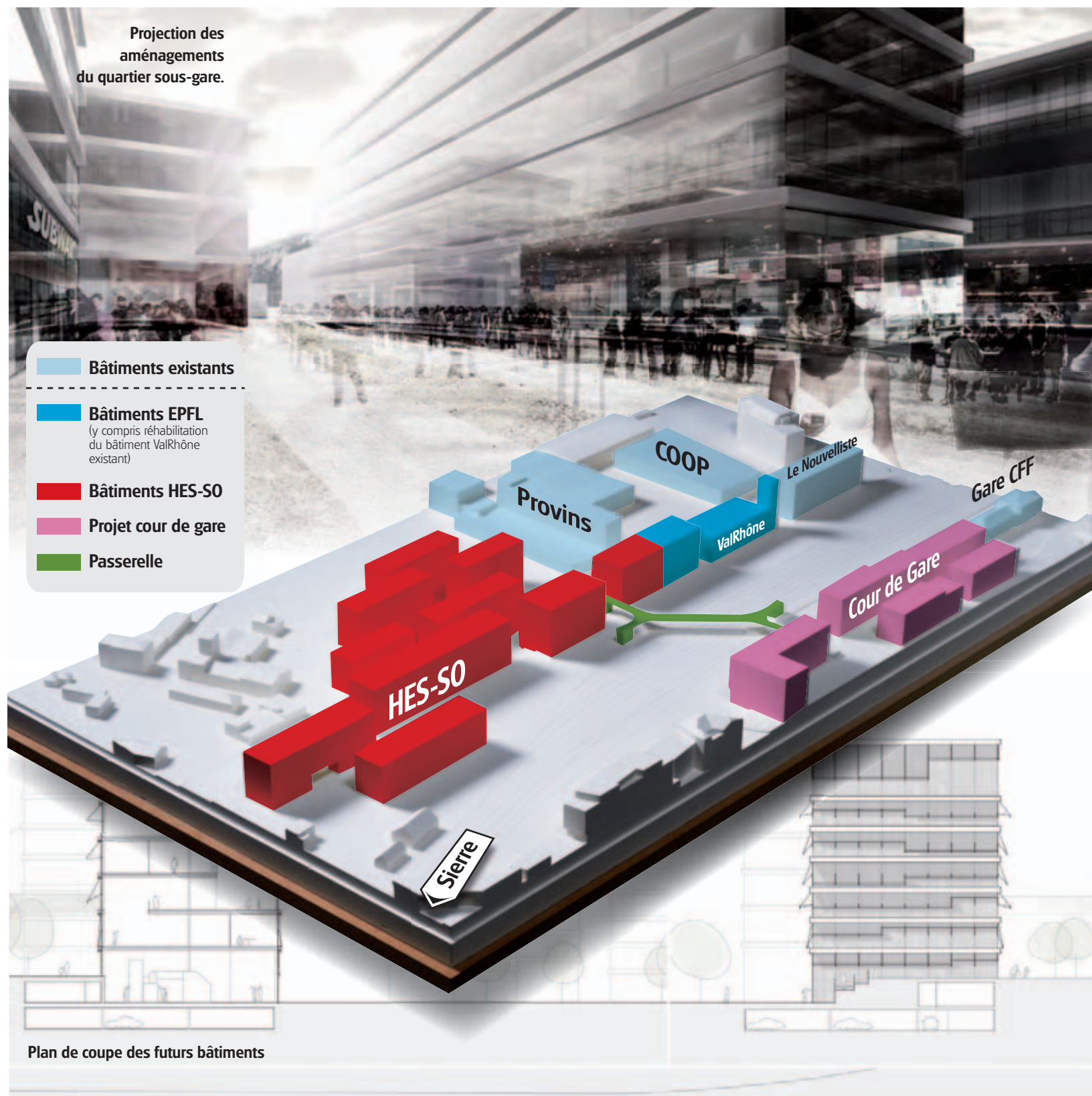
MARC-ANDRÉ BERCLAZ
DIRECTEUR DU PÔLE EPFL
VALAIS WALLIS



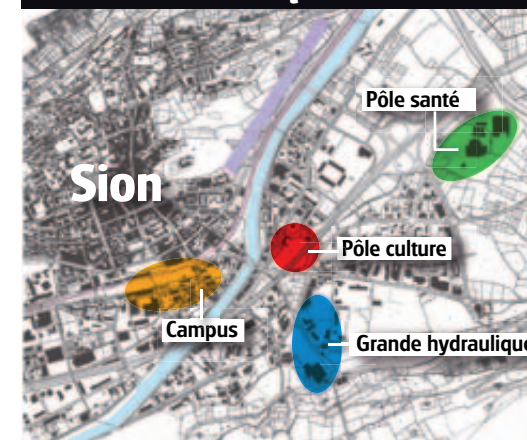
Les partenaires du projet Campus présentent la maquette du projet choisi pour les constructions de la rue de l'Industrie à Sion. BITTEL

de l'EPFL. Première étape d'un projet de près de 400 millions.

est sur les rails



LOCALISATION DES QUATRE SITES



Les différents pôles seront répartis dans la ville de Sion. En tout, ils accueilleront 11 chaires de l'EPFL, soit 300 chercheurs.

ÉTAPE PAR ÉTAPE

Premières chaires en Valais en 2014

Le campus Valais Wallis s'étendra sur trois sites de l'agglomération séduinoise: dans le quartier sous-gare (pôle chimie), à la Clinique de réadaptation romande SUVA (pôle santé) et à Chandoline (pôle hydraulique).

Les premiers collaborateurs de l'EPFL arriveront déjà en novembre prochain; ils s'installeront dans des locaux de la SUVA. La clinique de réadaptation abritera des chercheurs dans les domaines des neuroprothèses et de la réhabilitation motrice. Quant aux premières chaires du pôle EPFL, elles arriveront sur le site de la gare et sur le pôle hospitalier à partir de septembre 2014.

Ensuite, en 2015, débuteront les constructions des nouveaux bâtiments de la Haute Ecole d'ingénierie à la rue de l'Industrie. Les chercheurs pourront s'y installer à la fin 2016.

Enfin, dès 2017, commencera la construction des autres bâtiments du campus (Energypolis, Haute Ecole de santé et la deuxième étape de la HEI). CSA

Les 63 projets architecturaux présentés pour le quartier de la gare de Sion sont exposés dans les halles CFF de Sion, à côté du poste de police. Ils seront visibles pour le public dès aujourd'hui jusqu'au 6 septembre, tous les jours de 16 à 19 heures (sauf le week-end).

Campus der Wissenschaft

Der Campus der ETH Lausanne und des Kantons Wallis in Sitten ist aufgegleist. Die Walliser Regierung wartet nun noch auf grünes Licht des Grossen Rates, der sich in der September-Session zu einem Gesamtkredit von 356 Mio. Franken äussern wird.

Das 2011 in Partnerschaft mit der ETH Lausanne gestartete Projekt «Campus Valais Wallis» könne heute auf namhafte Partnerschaften zählen und sei auf gutem Weg, zog der Walliser Regierungsrat Jean-Michel Cina am Donnerstag in Sitten Zwischenbilanz. Dazu gehörten neben der ETH Lausanne die Fachhochschule Wallis, die Stiftung «The Ark» und die Stadt Sitten. Das Prestigeprojekt der Regierung wird der-einst aus mindestens elf Lehrstühlen bestehen, wovon sieben vom Kanton Wallis eingerichtet und finanziert werden. Die ersten Räumlichkeiten sollen im Herbst 2014 bezogen werden, weitere ab 2016. | Seite 3



In die Höhe. Das Modell des Campus wurde bei der Medienkonferenz in Sitten schon mal auf Händen getragen.

FOTO WB

KOMMENTAR

Das Prestigeprojekt

Der Sittener Campus kann sich sehen lassen und ist ein Versprechen für die Zukunft. Auch wenn er sehr teuer zu stehen kommt. Die Bildungslandschaft Wallis wird er nachhaltig prägen. Das ist positiv. Am Grossen Rat ist es nun, den Rahmenkredit abzusegnen – und da könnte es Diskussionen geben. Beispielsweise ob die Lockrufe des Kantons gegenüber der ETH Lausanne nicht allzu grosszügig ausgefallen sind. Kritiker monieren, dass sich die öffentliche Hand in diesem Projekt finanziell zu stark engagiert. Andererseits betonen Befürworter, dass man eine solche Chance beim Schopf packen muss, wenn sie sich ergibt. Sicher ist: Das Wallis leidet am sogenannten Brain-Drain. Mit Einrichtungen wie dem Campus bremsen man die Abwanderung Hochqualifizierter. Und forscht zweifelsohne in den für den Kanton wichtigen Gebieten. Dass man dafür sehr viel Geld in die Hand nimmt und in Bereiche investiert, die (eigentlich) der Bund finanzieren müsste, wird zur (teuren) Nebensache. Denn dieser wäre sehr wahrscheinlich nicht bereit, dermassen in einen solchen Campus im Wallis zu investieren.

Sebastian Glenz

Bildung | Der «Campus Valais Wallis» ist aufgegleist. Es ist ein ehrgeiziges Projekt und soll längerfristig Früchte tragen

Eckpfeiler in der Bildungslandschaft

SITTEN | Es ist ein Mammutprojekt. Dank der Zusammenarbeit zwischen dem Kanton und der ETH Lausanne entsteht in der Hauptstadt richtiggehend ein Bildungscampus.

SEBASTIAN GLENZ

«Nun ist ein guter Moment, das Projekt umfassend vorzustellen», sagte ein sichtlich zufriedener Staatsrat Jean-Michel Cina gestern in der Kantonshauptstadt. Der Grund für die Freude liegt auf der Hand. Läuft alles nach Plan, werden im Herbst 2014 die ersten Räumlichkeiten des Bildungscampus Valais Wallis bezogen. Am Schluss sollen 150 Forscher der ETH Lausanne dort arbeiten. Ausserdem sollen sich Unternehmen – darunter auch Start-ups – ansiedeln, die an einer Zusammenarbeit interessiert sind. Auch die Walliser Fachhochschule ist mit von der Partie.

Prestigeprojekt für Regierung

«Das 2011 in Partnerschaft mit der ETH Lausanne gestartete Projekt «Campus Valais Wallis» kann heute auf namhafte Partnerschaften zählen und ist auf gutem Weg», zog Cina deshalb bei der Medienkonferenz in einer alten SBB-Halle am Sittener Bahnhof Zwischenbilanz.

Zu den Partnern gehören neben der ETH Lausanne auch die Fachhochschule Wallis, die Stiftung «The Ark» und die Stadt Sitten. Der Bereich HES-SO Valais-Wallis umfasst die Fachhochschulen für Ingenieurwissenschaften und Gesundheit. Eine solche Partnerschaft zwischen einer Universität und einer Fachhochschule ist ein Novum in der Schweiz, sagte Cina.

Prestigeprojekt der Regierung

Das Prestigeprojekt der Walliser Regierung wird dereinst aus mindestens elf Lehrstühlen bestehen, wovon sieben vom Kanton Wallis eingerichtet und finanziert werden. Sieben der Lehrstühle entstehen in den Be-

reichen Energie, einer in Biotechnologie und drei im Bereich Gesundheit (Bioengineering). Geplant ist, dass diese Bildungs- und Forschungsakteure in enger Zusammenarbeit mit jenen der Stiftung The Ark und den Unternehmern, eine vollständige Innovationswertkette bilden.

Gibt der Grosse Rat grünes Licht?

Jetzt wartet die Regierung eigentlich nur noch darauf, wie sich der Grosse Rat in der September-Session zum Gesamtkredit von 356 Mio. Franken äussern wird. Der Campus wird dabei nach verfügbaren finanziellen Mitteln des Kantons und der Projektbeteiligten schrittweise und in Etappen realisiert. Für jede Bauetappe des Campus wird dem Grossen Rat ein spezieller Sachkredit vorgelegt.

Vom Rahmenkredit in der Höhe von 356 Millionen Franken gehen dabei 250 Mio. Franken direkt zulasten des Kantons Wallis, den Rest übernehmen die Stadt Sitten, der Bund und Private. Die Gesamtkosten des Projektes werden auf fast 400 Millionen Franken geschätzt. In der September-Session geht es also einerseits um die Zustimmung zum Rahmenkredit und andererseits um die Freigabe der beiden ersten Etappenkredite von insgesamt rund 46 Mio. Franken. Sittens Stadtpräsident Marcel Maurer sprach in diesem Sinne auch von einer grossen Herausforderung für die Stadt Sitten. Der Campus sei eine immense Chance, vom Finanziellen her müsse man aber einen gewaltigen Leistungserbringen.

Ambitiöses Projekt

Bereits genehmigt hat die Kreditvorlagen die vorbereitende Kommission des Kantonsparlaments. «Es handelt sich um ein ambitioniertes, visionäres und vereinigendes Projekt», sagte der Kommissionspräsident und Grossrat Joachim Rausis dazu. Finanzieren will man den Campus hauptsächlich aus dem Fonds «Projekte des 21. Jahrhunderts».



Zukunftsmusik. Der Campus im Modell (oben). Staatsrat Jean-Michel Cina, der Sittener Stadtpräsident Marcel Maurer (rechts oben), Marc-André Berclaz, Direktor der EPFL Wallis (links), und François Sepey, HES-SO-Direktor, sind vom Projekt überzeugt. FOTOS KEYSTONE

Ist der Innovationspark Raron/Turtmann in Gefahr?

Konkurrenzsituation

RARON/TURTMANN | Der Campus in Sitten wirft die Frage auf, ob deshalb der geplante Innovationspark in Raron/Turtmann Schiffbruch erleidet.

Carlo Imboden, Geschäftsführer des Innovationsparks, verneint. «Ein Campus und ein Innovationspark sind zwei verschiedene Paar Schuhe.»

Dennoch ist beim Geschäftsführer ein gewisser Ärger spürbar. Der Campus gibt sich nämlich betont offen, und spricht auch Unternehmen an. «Eigentlich siedelt ein Innovationspark Grossunternehmen an. Im Endausbau ist er idealerweise 60 bis 100 Hektaren gross», so Imboden. Der wichtigste Unterschied sei aber die Finanzierung: Der Innovationspark finanziere sich hauptsächlich durch die privaten



Offen. Macht der Sittener Campus aber zu sehr auf Wissenspark, hat Raron/Turtmann ein Problem. FOTO WB

Grossunternehmen. Beim Campus kommt die öffentliche Hand zum Zug. Der Sittener Campus sei in diesem Sinne eine enorme Belastung für den Kanton, da die ETH Lausanne finanziell wenig mit einbringe. Wenn nun aber der Campus

ähnlich wie ein Innovationspark daherkommt, ergibt sich plötzlich die Situation, dass es eine Art Konkurrenzsituation im Wallis gibt. Es wird sich zeigen, wie sich das auf die Bewerbung von Raron/Turtmann auswirken wird. gse

Beim Architekturwettbewerb gingen 63 Projekte ein

Sittener Büro siegreich

SITTEN | Die Medienkonferenz fand in einer alten SBB-Halle am Sittener Bahnhof statt. Darin war Platz genug, um die Projekte des Architekturwettbewerbs vorzustellen, der vom Sittener Büro Évêquoz-Ferreira gewonnen wurde.

An insgesamt vier Standorten verteilt auf die Stadt kommt der Campus zu stehen. Die erste Etappe der Realisierung besteht aus der Ansiedlung der EPFL Valais Wallis im Gebäude an der Rue de l'Industrie 17, dessen Räumlichkeiten der Kanton von der Stadt Sitten mietet, und aus dem Bau der vorindustriellen Plattformen des BioArk in Monthey und des BioArk in Visp. In Visp werden sechs Mio. Franken investiert. Vorgesehen ist, dass BioArk auf dem Areal



Das neue Gebäude. Im Modell steht das Gebäude am Bahnhof schon mal. FOTO ZVG

der Lonza zu stehen kommt.

Ab 2016 bezugsbereit

Das neue Gebäude in Sitten ist im Prinzip ab 2016 bezugsbereit. Hierbei können die Innovationsbereiche sowie ein Teil der EPFL Valais Wallis im Campus untergebracht werden. Die In-

frastrukturen werden ab 2018 erweitert, um die Hochschule für Ingenieurwissenschaften sowie jene für Gesundheit unterzubringen. Ein anderer Teil der Räumlichkeiten der EPFL Valais Wallis wird im Gesundheitszentrum Mittelwallis eingerichtet. gse

L'EPFL plante ses premières graines en Valais

ARCHITECTURE L'implantation de l'EPFL en Valais se précise. Alors que les premiers travaux viennent d'être lancés par la Ville de Sion et que la commission du Grand Conseil chargée d'évaluer le projet vient de donner son accord au premier crédit de 45,8 millions, le projet architectural du futur campus a été dévoilé hier.

Au total, 63 bureaux d'architectes – suisses et internationaux – ont participé à la mise au concours du projet colossal. Celui-ci accueillera 11 chaires de l'EPFL, destinées à la recherche et non à la formation, la HES-SO et des start-up désireuses de travailler en partenariat avec >>



Le budget total du projet, qui prendra ses quartiers près de la gare de Sion, est de 398 millions de francs.

L'EPFL, le Campus Valais Wallis

>> ces deux hautes écoles. Des structures futuristes, des bâtiments en suspension, des murs en briques rouges, des projets extrêmement modernes ou plus classiques, le futur campus Valais-Wallis a assurément inspiré les architectes.

Au final, c'est un régional de l'étape, le bureau Evéquoz et Ferreira, de Sion, qui a remporté le concours. L'EPFL sera la première à s'établir dans le campus du quartier de la gare, en automne 2014. A terme, 150 de ses chercheurs devraient s'y installer. ● M. S.

Les 63 projets du campus Valais-Wallis font l'objet d'une exposition aux anciennes halles CFF de Sion jusqu'au 6 septembre.

PROJET R21

Un premier pas vers la réforme des institutions cantonales

Faut-il réformer les institutions cantonales et l'organisation territoriale du Valais? Le Conseil d'Etat veut lancer le débat. La Commission des institutions du Grand Conseil est d'accord sur le principe. Le Parlement se déterminera, uniquement sur le principe pour l'instant, lors de la session de septembre. Chaque groupe est toutefois appelé à donner sa vision des changements à apporter au canton.

La base de discussion se trouve dans le rapport de la Commission des réformes pour le XXI^e siècle, R21, présidée par l'ancien conseiller d'Etat socialiste Thomas Burgener. Elle propose, entre autres, de passer à un Conseil d'Etat à sept membres, de supprimer les districts et avec eux la fonction de préfet, de revoir le mode d'élection du Grand Conseil, avec un canton divisé en six nouveaux arrondissements électoraux et de porter à cinq ans les mandats des conseillers communaux, des députés et des conseillers d'Etat. ● JYG

GRAND CONSEIL

Jean-Henri Dumont nommé porte-parole de l'Alliance de gauche

Le groupe Alliance de gauche (AdG) du Grand Conseil s'est doté d'un porte-parole romand, une fonction nouvelle, en la personne du député sédunois **Jean-Henri Dumont**. «*Ses tâches seront de rendre public et d'assurer la retransmission par la presse et dans le public des objectifs, avis et décisions du groupe AdG, ainsi que de coordonner et préparer la communication externe du groupe*», indique ce dernier dans un communiqué.

Comme le chef de groupe de l'AdG est un Haut-Valaisan, German Eyer, l'alliance a perdu une partie de sa visibilité dans le Valais romand. La nomination de l'ancien président du Parti socialiste du Valais romand, un homme ayant tissé des contacts privilégiés avec la presse, permettra de corriger cette situation. ● JYG/C



GRAND CONSEIL

Les députés se penchent sur des dossiers chauds

Les députés ont rebondi sur l'actualité. Lors de la session de septembre, ils présenteront leurs solutions.

Trois places pour les gens du voyage

Pour accueillir les gens du voyage, le groupe PDC du Bas demande que le canton fixe trois emplacements, un dans chaque région, au lieu de se contenter de la seule place de Martigny. «Un groupe de travail est à l'œuvre depuis quinze ans pour proposer des solutions que l'on attend toujours», notent Marianne Maret et Nicolas Voide.

Imposer les frontaliers français

Le groupe PLR, par Philippe Nantermod, demande de soumettre les frontaliers à l'impôt à la source. Le député de Morgins ne cache pas vouloir peser dans la discussion entre la France et la Suisse sur les questions fiscales. «Il est urgent de rappeler que les avantages qu'ont trouvés les deux nations ces dernières années ne sont pas à sens unique.» Il constate que les frontaliers qui rentrent chez eux tous les soirs «échappent quasiment totalement au paiement de l'impôt sur le revenu suisse» en Valais, alors qu'ils paient un impôt dans le canton de Genève.

Le député Edmond Perruchoud (UDC) a également déposé une interpellation qui va dans le même sens.

Relancer l'idée des JO en Valais

Dans des textes distincts, les groupes PLR et PDC du Centre se demandent s'il ne faudrait pas relancer l'idée d'une candidature olympique en Valais. Ils souhaitent au moins que cette opportunité soit étudiée.

Pour un conseil de la magistrature

Le groupe PDC du Bas relance l'idée d'un conseil de la magistrature, en rappelant au Conseil d'Etat qu'il s'était engagé, en décembre 2010, à faire avancer ce projet. Le groupe présidé par Nicolas Voide estime que «les événements survenus auprès du tribunal des districts de Martigny et Saint-Maurice ont révélé à nouveau certaines faiblesses du système valaisan de surveillance administrative et judiciaire de la jus-

stice de première instance», ce qui prêche pour le conseil de la magistrature.

Des zones à loyer modéré

Créer des zones d'habitation à loyers modérés, c'est ce que proposent trois élus de l'Alliance de gauche, Jérémie Pralong, Julien Délèze et Célestin Tamarcaz. Ils veulent par ce moyen lutter contre la pénurie de logements à loyer modéré qui commence à se faire sentir dans le canton. Pour cela, il faudrait «affecter de nouvelles zones à ce type de constructions et de soustraire, le cas échéant, une partie des zones à bâtir à la spéculation».

Diminuer l'impôt sur le capital

Le groupe PLR, par Philippe Nantermod, constate que le Valais vit avec l'impôt sur le capital des sociétés le plus élevé de Suisse romande, à égalité avec Genève. Pour un capital de plus de 500 000 francs, il s'élève en Valais à 0,25%, alors que, dès 2016, le taux ne sera que de 0,03% dans le canton de Vaud. Les libéraux-radicaux demandent donc de revoir cette situation.

Patrick Fournier (UDC), Pierre Contat (UDC) et Xavier Moret (PLR) font le même constat. Ils proposent «que les sociétés établies en Valais puissent porter en déduction de leur facture d'impôt sur le bénéfice, chaque année, 50% de l'impôt sur le capital qu'elles ont payé l'année précédente.»

Philippe Nantermod (PLR) et Jean-Luc Addor (UDC) demandent aussi de défiscaliser les provisions constituées en vue d'un investissement.

Contre le coupage du vin

Le groupe PLR, par le député Charles-Albert Gillioz, estime que «le coupage d'un vin est une notion dépassée». Les libéraux-radicaux rappellent que le Valais autorise un coupage à hauteur de 15% pour certaines appellations faisant référence à un cépage. «Le maintenir relève non seulement d'un anachronisme évident mais ruine les efforts de ceux qui tirent la branche vers le haut, car celui qui veut créer une spécialité composée d'une petite arvine et d'un autre cépage peut procéder de l'assemblage et intituler son vin d'un autre nom.» **JO YVG**

POLITIQUE La presse a été surprise du choix du lieu de l'assemblée des écologistes suisses, qui ont tenu leur Congrès à Viège samedi.

Les Verts sont bien en Valais



Regula Rytz, coprésidente des Verts suisses, a cité le «Tages-Anzeiger» qui disait que son parti se rendait dans la gueule du loup en venant en Valais... KEYSTONE

JEAN-YVES GABBUD

«On vit très bien comme Vert en Valais. A l'extérieur, on dit que ce doit être l'enfer mais ce n'est pas le cas», a assuré le député et conseiller municipal sédunois Christophe Clivaz, lors du Congrès des délégués des Verts suisses qui s'est tenu samedi à Viège. La présidente des Verts du Haut-Valais, Brigitte Wolf, est du même avis: «Je vis ici et on me respecte, même si je m'appelle... Wolf.»

Dans la gueule du loup

A propos de ce congrès des Verts à Viège, le «Tages Anzeiger» a écrit que les Verts se rendaient dans la gueule du loup...

«Lorsque nous avons annoncé notre venue à Viège pour cette assemblée des délégués, il s'est trouvé des journalistes pour nous dire: «Comment? Vous allez en Valais? En plein débat sur la lex Weber? Juste après l'acceptation de la loi

sur l'aménagement du territoire?» Mais oui, nous allons en Valais. Les Verts ne sont pas un épiphénomène urbain. Nous sommes aussi présents dans les régions dites périphériques et nous avons quelque chose à proposer à leurs habitants», a assuré Adèle Thorens, coprésidente des Verts suisses. Elle ajoute: «Nous ne venons pas à Viège pour apporter la bonne parole citadine et expliquer aux Valaisans comment ils doivent développer leur économie et leur tourisme. C'est ici même que doivent naître les solutions. Lorsque l'on entend Jean-Claude Savoy, président de l'Association des communes de Crans-Montana, dire à l'occasion du lancement de la nouvelle politique touristique des six communes de la station: «Nous faisons de l'initiative Weber une opportunité», on voit bien que les Valaisans bougent et ont les moyens d'innover.»

De son côté, Jean-Pascal Fournier, le président des Verts du Valais romand, reconnaît que

«cette assemblée est particulière, puisqu'elle fait suite à deux votations qui ont marqué le Valais». Il insiste: «Après l'initiative Weber, le Valais ne pourra plus être tout à fait le même... et c'est tant mieux.»

Selon lui, malgré les profondes divergences d'opinions sur la lex Weber et la LAT, les Verts et le Valais ont de nombreux intérêts communs. Par exemple, le Valais énergétique a tout avantage à ce que la Suisse sorte du nucléaire. Le Valais a aussi intérêt à ce que le climat ne se réchauffe pas.

Jean-Pascal Fournier rappelle également que 70% des Valaisans vivent dans un contexte urbain, éprouvant ainsi avec les mêmes problèmes que les Zurichois, comme les routes encombrées ou le manque de transports publics.

Une résolution pour les régions de montagne

Les Verts suisses veulent s'en-

gager pour un développement durable des régions de montagne. Ils ont adopté, à l'unanimité, à Viège, une résolution en ce sens.

Le texte demande notamment d'introduire sans plus attendre une taxe CO₂ sur les carburants et de ratifier la Convention alpine.

Au cours du débat, l'ancien conseiller d'Etat neuchâtelois Fernand Cuche a parlé de l'avenir de l'agriculture. «Nous devons nous préoccuper en priorité des paysans. On peut avoir les plus beaux paysages, la plus belle biodiversité, si, dans quinze ou vingt ans, il n'y a plus de paysans, tout sera perdu.» Il propose de ne plus modifier la politique agricole fédérale tous les quatre ans, mais de laisser huit ans aux agriculteurs pour s'adapter.

La députée sédunoise Marylène Volpi-Fournier a été nommée au Bureau des Verts suisses. **o**

Voir également en page 22



LA TRIBUNE DES POLITIQUES



**JEAN-HENRI
DUMONT**
PORTE-PAROLE
ROMAND
DU GROUPE ADG

Un Etat responsable est un Etat fort!

Pendant les campagnes électorales, beaucoup de clichés sont véhiculés par nos adversaires bourgeois. La Gauche «rase gratis» en dépensant l'argent qu'elle n'a pas. Elle «dépouille» les citoyens avec des impôts confiscatoires. Tout ce qui va mal dans ce canton et dans ce pays est bien sûr dû à la Gauche. Rappel: la Gauche n'a jamais eu la majorité ni en Valais, ni en Suisse?

Pour lutter contre cette maladie dépensière, la Droite a inventé le double frein aux dépenses et à l'endettement. Mais qui trompe réellement les gens et leur font croire qu'on peut «raser gratis»? Ne serait-ce pas les députés bourgeois qui exigent systématiquement des baisses fiscales et moins d'Etat et qui, en même temps, ne cessent de demander une nouvelle route, une nouvelle voie de chemin de fer ou diverses prestations et aides supplémentaires? Ne serait-ce pas les députés bourgeois qui ont soutenu les réformes de l'AI et de l'assurance chômage représentant 16 millions de francs supplémentaires à charge du canton en 2012, sans compter le coût pour les communes? En treize ans, 9 révisions fiscales partielles ont diminué les ressources de plus de 200 millions pour le canton et 100 millions pour les communes, près

de 7% du budget. Va-t-on diminuer des prestations, par exemple les subventions aux primes de caisse-maladie ou les aides sociales, pour protéger quelques actionnaires, riches propriétaires ou exilés fiscaux?

Dernière idée absurde du PLR, déjà soutenue par l'UDC, il faudrait lier l'Etat à l'évolution du PIB (produit intérieur brut) cantonal. L'Etat serait ainsi paralysé et empêché de mener une politique anticyclique en période de crise. Il ne pourrait plus prendre de mesures urgentes pour relancer l'économie ou pour soutenir les personnes en difficulté. Cela prouve que le soi-disant «mieux d'Etat» est réellement du «moins d'Etat». La tromperie apparaît au grand jour.

Le groupe AdG au Grand Conseil (PS, SPO, PCS et Entremont Autrement) défend un Etat responsable ayant les moyens d'assurer l'égalité, la solidarité, la sécurité et la qualité de vie nécessaires à la cohésion sociale. Il s'oppose à toute tentative de démantèlement de l'Etat. Le groupe AdG s'engage pour un Etat fort et dynamique capable d'investir dans l'avenir, dans la formation, la recherche, un système social et de santé efficient et un développement économique harmonieux et durable... ●

Politik | Es wird ernst: Der Bericht der Reformkommission (R21) ist Thema der nächsten Grossratssession

Weichen fürs Wallis stellen

SITTEN | Das Parlament debattiert in der September-Session erstmals über den Bericht der R21. Dem Wallis stehen grosse Veränderungen ins Haus.

SEBASTIAN GLENZ

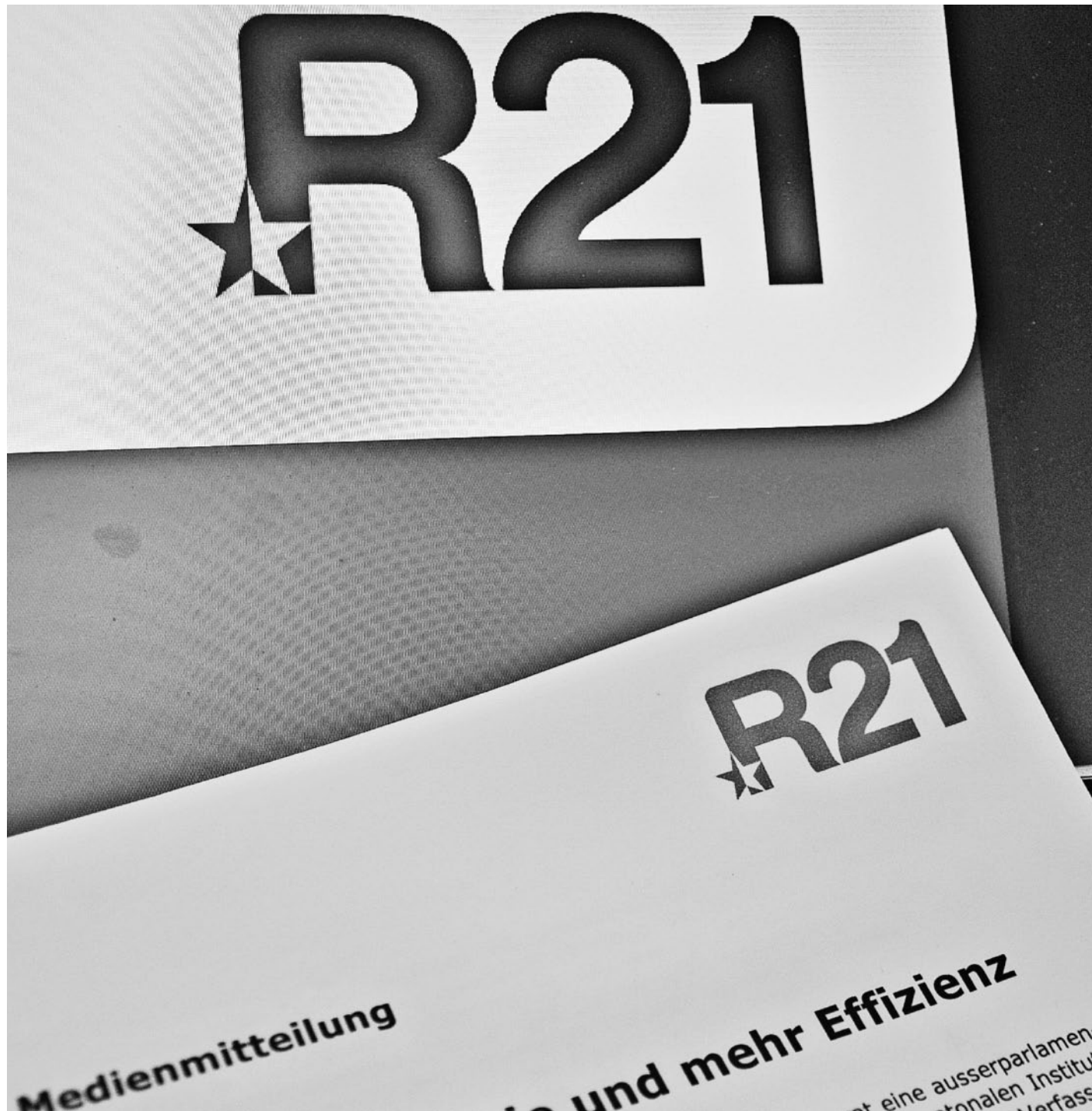
Abschaffung der Bezirke, sechs neue Wahlkreise, sieben statt fünf Staatsräte, weniger Suppleanten, längere Amtsdauer. Dies ist eine Auswahl der Vorschläge, die die ausserparlamentarische Reformkommission unter der Leitung von alt Staatsrat Thomas Burgener im Bericht R21 präsentiert.

Strauss von Reformvorschlägen

Die Arbeitsgrundlage behandelt einen Strauss von Reformvorschlägen, die die Gebietsaufteilung und die kantonalen Institutionen nachhaltig prägen werden. Noch ist aber alles nur auf Papier aufgeklebt. In der September-Session ist es am Parlament, den nächsten Schritt zu machen und über die Zweckmässigkeit zu bestimmen. Geht der Grosse Rat darauf ein, folgt ein breit angelegtes mehrmonatiges Vernehmlassungsverfahren. Anschliessend kommt es im zweiten Semester 2014 zu einer ersten und zweiten Lesung im Grossen Rat und 2015 zur Volksabstimmung. So sieht zumindest der Fahrplan der Regierung aus. Bis dahin ist es aber noch ein weiter Weg und es stellen sich viele Fragen.

Das letzte Wort hat das Volk

Dennoch ist Kommissionspräsident Thomas Burgener zuversichtlich: «Die Vorschläge der Kommission R21 messen sich an der politischen Umsetzbarkeit. Theorien auf Wolke sieben werden keine in die Welt gesetzt. Die Vorschläge sollen mehr Demokratie bringen. Und auch mehr Effizienz durch Anpassung der Strukturen. Jetzt liegt es am Staatsrat und am Grossen Rat, die nächsten Nägel einzuschlagen und die Revisionen in die Wege zu leiten. Eine breite Diskussion wird nötig sein. Und das letzte Wort werden die Walliser Stimmberechtigten haben.» Es zeigt sich



Massgebend. Der Bericht der R21 präsentiert aus der Sicht von Thomas Burgener realistische und ambitionierte Vorschläge.

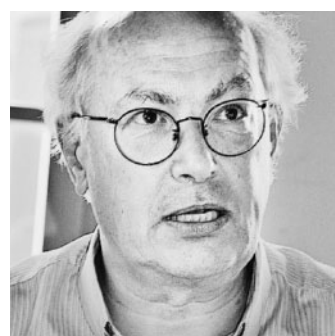
FOTOS WB

schon jetzt, dass gewisse Punkte im Bericht R21 zu Diskussionen Anlass geben werden. Interessant wird deshalb sein, ob die Reform als Ganzes dem Stimmvolk vorgelegt wird oder in Teilen. «Hier ist die Kunst der Politik gefragt, die richtigen Pakete zu schnüren», so Burgener.

Burgener: «Es herrscht Reformbedarf»

Für ihn steht die Notwendigkeit einer Reform ausser Frage: «Die

gelebte Wirklichkeit stimmt in vielen Bereichen nicht mehr mit den Verfassungsbestimmungen überein, die zu einem guten Teil aus dem 19. Jahrhundert stammen.» Es werde nun am Grossen Rat, an den Parteien und Vereinigungen und schlussendlich an den Bürgern liegen, diese Überlegungen weiterzuverfolgen und sich für eine ebenso notwendige wie unverzichtbare Reform einzusetzen.



«Es ist nun die Kunst der Politik gefragt, die Pakete richtig zu schnüren. So, dass sie erfolgreich angenommen werden»

Thomas Burgener

Die Reform in Kürze

Ein zentraler Bestandteil der Reformideen ist die Aufteilung des Kantonsgebietes in sechs Wahlkreise. Zwei davon befinden sich im Oberwallis (Goms, Östlich Raron und Brig sowie Visp, Westlich Raron und Leuk). Sie ersetzen die Bezirke als bisherige Wahlkreise. Die Bezirke verlieren auch sonst ihre Bedeutung. Ihre Organe (Präfekt und Bezirksrat) werden gemäss Vorschlag abgeschafft, sämtliche Kompetenzen an die Gemeinden oder den Kanton verschoben. Die Gemeinden sollen durch eine Präsidentenkonferenz gestärkt werden. Deren Organisation innerhalb der Wahlkreise ist offen.

Fünffährige Legislatur

Die Legislaturperiode wird auf allen Ebenen von vier auf fünf Jahre verlängert. Damit soll die Exekutivarbeit mehr Kontinuität erfahren. Vorgeschlagen wird schliesslich die in der Kommission umstrittene Erhöhung der Anzahl Staatsräte von fünf auf sieben. Hauptbegründung: Dadurch würde eine vertiefte Zusammenarbeit mit Bundesbern ermöglicht.

Gemeinden reduzieren

Die interkommunale Zusammenarbeit soll gefördert werden. Manche Vorschläge zielen auf einen gewissen Fusionsdruck für kleine Gemeinden. Bis ins Jahr 2035 soll die heutige Zahl von 135 Gemeinden auf rund 40 bis 60 reduziert sein. Grössere Gemeinden versprechen laut Kommission eine bessere Serviceleistung zuhanden der Bürger. Die Anzahl der Gemeinderäte sollte überall zwischen fünf und neun liegen (heute zwischen drei und 15). Möglich werden soll zudem die Einführung eines Generalrats.

Der Bericht ist auf www.vs.ch aufgeschaltet.

TRADITION Le groupe PDC du Centre dépose un postulat.

Des députés appellent à soutenir la race d'Hérens

JEAN-YVES GABBUD

Le groupe PDC du Centre vole au secours de la race d'Hérens. «L'élevage de la race d'Hérens est aujourd'hui touché de plein fouet par la politique agricole fédérale qui ne tient guère compte de la spécificité intrinsèque de cet élevage. Le fait que peu d'éleveurs pratiquent de manière professionnelle n'entre pas en ligne de compte d'une politique agricole globale qui se veut productrice», écrit-il dans un postulat sous la plume du député suppléant hérensard Fabien Schafeitel.

Moins de subventions

Avec la nouvelle politique agricole, PA 2014-2017, la prime à la vache disparaît. Mais ce n'est pas tout. «Pour pouvoir maintenir le niveau actuel des subventions, les agriculteurs devront s'engager dans des projets plus écologiques», explique l'élu. Pour des propriétaires de bétail ayant une activité professionnelle à plein temps en dehors de l'exploitation, un tel engagement supplémentaire n'est souvent même pas envisageable. Il y a ainsi des risques de pertes financières importantes et donc d'abandon d'exploitations.

«L'hérens est une race agricole», estime Fabien Schafeitel, pour qui cette vache emblématique est porteuse des traditions et du patrimoine valaisan. «Le maintien des petites exploitations dans nos régions de montagne est également nécessaire pour le maintien de la qualité de nos paysages. On a peine à imaginer l'investissement en temps qu'engagent ces éleveurs à temps partiel. C'est une réelle plus-value pour le canton, pour le tourisme. Par notre postulat, nous voulons rappeler ces éléments



«L'élevage de la race d'Hérens est aujourd'hui touché de plein fouet par la politique agricole fédérale qui ne tient guère compte de la spécificité intrinsèque de cet élevage», estime le groupe PDC du Centre. LE NOUVELLISTE



«L'idéal serait que la race soit inscrite au patrimoine culturel de l'Unesco.»

FABIEN SCHAFEITEL DÉPUTÉ SUPPLÉANT

et faire reconnaître l'aspect culturel de cette race.» Pour protéger l'hérens, «l'idéal, serait qu'elle soit inscrite au patrimoine mondial de l'Unesco. Elle deviendrait intouchable», se met à rêver le député suppléant.

Une marque race d'Hérens

Le groupe PDC du Centre veut lancer la réflexion sur l'avenir

de l'hérens. Il propose qu'un organe de réflexion, constitué de tous les acteurs concernés par cette race, soit mis sur pied. Une de ses missions sera d'établir «les différentes options permettant le maintien d'un élevage amateur n'entrant pas dans une optique d'exploitation agricole simple». Fabien Schafeitel estime que cette réflexion

pourrait aboutir, à terme, au dépôt de la marque race d'Hérens. «Les éleveurs ont créé avec cette vache une image porteuse, mais ils n'en retirent rien. Beaucoup d'entreprises utilisent cette image pour leur propre compte et gratuitement.» Ce qui montre bien que l'image a de la valeur, mais que celle-ci ne bénéficie pas à ceux qui la font vivre.

Démarche saluée

Le président de la Fédération d'élevage, Alain Alter, salue la démarche. «La politique agricole est fédérale. Le Valais peut suppléer là où c'est nécessaire.» Il verrait bien ce soutien cantonal lié à des obligations, comme une participation à la filière pour la viande Fleur d'Hérens. ◉

POLITIQUE Il est désormais possible d'accéder aux archives dès 1839 sur le net.

Le Grand Conseil sur écoute

CHRISTINE SAVIOZ

«... Maurice de Courten, président du Grand Conseil, s'aboucha sur la table, frappé d'un coup d'apoplexie séreuse. (...) Comme il tardait à se relever, on s'approcha de lui et on reconnut le fâcheux état dans lequel il se trouvait. MM. les docteurs Isaac Bonvin, Grillet, Stockalper et Ribordy lui administrèrent les premiers secours; mais ils comprirent aussitôt qu'ils étaient inutiles: le rôle de la mort s'échappait de sa poitrine...»

Cette description de la mort du président du Grand Conseil (Maurice de Courten), en pleine séance parlementaire le 5 octobre 1847, est l'une des perles que le citoyen lambda peut trouver dans les archives du Grand Conseil valaisan, mises en ligne sur le site de l'Etat du Valais et accessibles à tout le monde.

Depuis un an, un travail titanesque est réalisé par le service parlementaire et l'IDIAP pour numériser tous les documents écrits, sonores et audiovisuels du Parlement depuis 1839. «Nous venons de terminer la numérisation des enregistrements sonores des séances du Grand Conseil de 1972 à 1989», a dévoilé hier Daniel Petitjean, chef informatique du service parlementaire, lors d'une conférence de presse.

Bien conservés

Ces enregistrements sonores ont été retrouvés dans l'ancienne bibliothèque du Grand Conseil à Sion. «C'est une richesse magnifique au niveau du patrimoine», s'enthousiasme Damian Elsig, directeur de la Médiathèque Valais, qui a également fourni de nombreuses photographies pour les archives du Grand Conseil. Les bandes sonores retrouvées sont dans un très bon état. «C'est surprenant, car on sait que c'est un support très fragile et sensible qui doit être conservé à 12 degrés. Or, ici, sous les toits, si la température devait être idéale pendant l'hiver, en été, ce ne devait pas être vraiment le cas», ajoute-t-il. En tout, mille heures de sessions ont été enregistrées. «Nous avons là la contre-preuve que les écrits restent et les propos s'envolent. Ici, les propos ont été conservés.»

Des documents précieux qui semblent déjà beaucoup intéresser les Valaisans. Pour preuve, depuis la mise en ligne, des Anniviards ont déjà réagi, heu-



Daniel Petitjean, chef informatique du service parlementaire et Marcelle Monnet-Terretaz, la présidente du Grand Conseil, heureux à l'idée que tous les citoyens puissent avoir accès au passé du Parlement. BITTEL

UNE RENTRÉE LABORIEUSE

C'est un programme copieux qui attend les députés valaisans pour la rentrée d'automne. La présidente du Grand Conseil, Marcelle Monnet-Terretaz, l'a prouvé hier en présentant les objets qui seront traités en septembre, octobre et novembre prochain. Il sera notamment question de la modification de la Constitution cantonale, des crédits pour le Campus Valais-Wallis, du projet de construction du nouveau cellulaire à Crêtelongue, de la révision de la loi sur le tourisme, de la loi sur l'enseignement primaire... Bref, un menu copieux que les députés s'efforceront de déguster dans les temps impartis. «Lors des sessions de mai et juin, nous avons eu de la peine à gérer le temps de parole donné aux intervenants. Nous allons désormais changer cela et essayer de respecter les horaires lors des prochaines sessions», a promis la présidente du Grand Conseil. ● CSA



« Les enregistrements sonores de 1972 à 1989 ont été retrouvés dans un très bon état. »

DIAMIAN ELSIG DIRECTEUR DE LA MÉDIATHÈQUE VALAIS

reux d'avoir retrouvé des traces d'un des présidents du Grand Conseil originaire de «leur» vallée. «Cela a une forte valeur émotionnelle auprès de la population», note Daniel Petitjean.

Outre cette numérisation des archives sonores de 1972 à 1989, le citoyen pourra découvrir, sur le site du canton, les bulletins des séances du Parlement depuis 1839, ainsi que, dans quelque temps, les différents articles

consacrés au Grand Conseil dans «Le Nouvelliste» et «Le Confédéré». Sans oublier les vidéos des débats du Parlement depuis 2007.

N'importe quel internaute peut ainsi retrouver des documents liés au thème qui l'intéresse. «On peut aussi voir ce que tel député a dit sur le sujet grâce à une recherche automatique qui se fait par des mots-clés», explique Daniel Petitjean.

Dès novembre prochain, le bulletin des séances du Grand Conseil se fera même au moyen de la reconnaissance vocale. La retranscription des séances sera ainsi automatique et effectuée dans une durée de 0 à 2 jours; jusqu'alors, la retranscription se faisait manuellement et prenait 4 à 8 semaines. «L'empreinte vocale des intervenants est étudiée précisément. Cela va même jusqu'à l'accent. Le système ne reconnaît donc pas un accent vaudois», précise encore Daniel Petitjean qui avoue que les députés des autres Grands Conseils suisses en viennent déjà cet archivage valaisan.

750 000 francs investis

Une richesse qui a son prix. La mise en ligne de tous les documents écrits, sonores et visuels liés à l'histoire parlementaire se monte à 750 000 francs, financés à hauteur de 150 000 francs par le Grand Conseil et 600 000 francs par la Loterie romande.

L'investissement en vaut cependant la peine, insiste Marcelle Monnet-Terretaz, l'actuelle présidente du Grand Conseil. «C'est un outil fabuleux pour garder cette mémoire vivante et faciliter la recherche des députés, des journalistes et des citoyens.» Une manière aussi de «garantir la transparence du passé». ●

Les documents sont disponibles librement sur www.vs.ch/Navig/parlement.asp

Das Walliser Parlament als Trendsetter

SITTEN | Die Debatten im Walliser Parlament werden ab November direkt in Textform «übersetzt». Das Wallis ist damit national in einer Vorreiterrolle.

Es hat sich viel getan, seit unter Claude Bumann, Chef der Parlamentsdienste, das Projekt des «Papierlosen Parlaments» lanciert worden ist. Auch Bumann selbst gab sich gestern überrascht «vom Tempo». Vor drei Jahren sei er davon ausgegangen, dass frühestens 2020 Wortmeldungen direkt transkribiert werden könnten. Jetzt ist man bereits so weit.

Direkt statt vier bis acht Wochen

Bisher wurden die Wortmeldungen der Parlamentarier und der Exekutivmitglieder aufgenommen und später von Hand abgetippt. Die manuelle Transkription dauerte laut Claude Bumann vier bis acht Wochen. Mit der von Idiap in Martinach, der Forschungsstelle für künstliche Intelligenz, entwickelten Software entfällt diese Arbeit künftig. Die Protokolle sollen spätestens zwei Tage nach Ende der Session erstellt sein. Ziel bleibt laut Bumann, dass die Protokolle unmittelbar nach Sessionsschluss vorliegen werden. Das Programm ermöglicht es auch, die von Kanal9 aufge-

nommenen Voten nach Begriffen oder Namen zu filtern. Das hat viele Vorteile. Die Arbeiten, die vom Bulletin abhängig sind, können so umgehend weiterverfolgt werden (2. Kommission, Dienststellen, Gemeinden). Die Memorialistin kann für andere Aufgaben eingesetzt werden. «Und es ist ein Prestigegewinn für das Wallis, das Parlament und das Idiap», ist Bumann überzeugt.

Es gab auch Probleme zu lösen. Eine der Schwierigkeiten war es, dass man zweisprachig übersetzen muss. Und es gibt Politiker wie etwa die Staatsräte Cina und Freysinger, die ständig zwischen der deutschen und der französischen Sprache hin und her wechseln. Das Programm hat auch Schwierigkeiten mit gewissen Fachbegriffen, dem politischen Vokabular und Wörtern im Dialekt. Und zudem muss es sich auch an die Stimmen der Abgeordneten mit ihrer unterschiedlichen Aussprache und Betonung gewöhnen. Diese wurden teils sogar zu Sprachtesten eingeladen. Die richtige Satzbildung ist eine weitere Herausforderung für das System. Die «Kalibrierung» des Systems (Wortschatz, Stimmen) dauerte durch Eingabe der vergangenen Grossratssession in jeder Sprache etwa 20 Stunden. Je länger das System im Einsatz sein werde, desto einfacher sei

das «Übersetzen» und umso genauer würden die Protokolle aber sein, glaubt Bumann.

Grosses Interesse anderer Parlamente

Die Kosten für das Projekt bezifferte Bumann gestern auf 750 000 Franken. 150 000 Franken übernimmt der Kanton Wallis, 600 000 Franken die Loterie Romande. Daniel Petitjean, Leiter Informatik beim Walliser Parlamentsdienst, betonte gestern, dass sich bereits

andere Kantone auch für das System interessieren würden. Aber so einfach ist das nicht, wie Petitjean gestern betonte. Denn es müssen immer wieder auch Vorarbeiten gemacht werden. Einen Waadtländer Abgeordneten, so Petitjean, würde das Walliser System kaum erkennen...

Und auch der Bund, der heute mit einem beachtlichen Mitarbeiterstab innert Stundenfrist die Wortprotokolle von National- und Ständerat erstellt, hat Interesse signalisiert. Sogar aus Amerika kamen Anfragen. Gut möglich, dass der Kanton eines guten Tages einen Teil der gemeinsamen Investitionen mit dem Idiap zurückerhält.

«Mediaparl» ist ein Teilprojekt des «Papierlosen Parlaments». Seit März 2013 arbeitet das Walliser Parlament ganz ohne Papier. Die ersten Erfahrungen seien positiv, auch wenn es gewisse Startprobleme gegeben habe, sagte Bumann. Im Herbst will man dazu die Parlamentarier befragen. Bereits beendet ist die Digitalisierung der Grossratsbulletins seit 1839. Die Fern-

schaufzeichnungen durch Kanal9 seit 2007 sind ebenfalls archiviert und können abgefragt werden.

Alte Tonaufnahmen auf dem Estrich gefunden

Bei der Restaurierung des Dachbodens des Grossratsgebäudes hat man in einer Kartonschachtel alte Tonaufnahmen der Parlamentsdebatten von 1972 bis 1986 gefunden. Die Aufnahmen wurden in Zusammenarbeit mit der Mediathek Wallis aufbereitet und sind nun auch auf der Homepage des Kantons und der Mediathek abhörbar. Laut Damian Elsig, Direktor der Mediathek Wallis, sind die Dokumente überraschend gut erhalten und von grossem Wert. Insgesamt hat man die Aufnahmen von 25 Sessionen sichergestellt. Es sind Tonaufnahmen, die rund 1000 Stunden dauern.

Tonaufnahmen von Sessionen vor 1972 und nach 1986 gibt es keine. Bumann geht davon aus, dass die Bänder nach dem Abtippen der Wortmeldungen jeweils wieder überspielt wurden...



Imagegewinn. Grossratspräsidentin Marcelle Monnet-Terrettaz und Parlamentschef Claude Bumann präsentierten gestern Mediaparl und machten einen Sessionsausblick.

FOTO WB

R21 bis neues Tourismusgesetz

Grossratspräsidentin Marcelle Monnet-Terrettaz machte gestern auch einen kurzen Ausblick auf die kommenden drei Sessionen bis zum Jahresende. Sie betonte, dass die ersten zwei Sessionen im Mai und Juni «schwierig gewesen seien». «Es war auch eine neue Ausgangslage. Die CVP verlor die absolute Mehrheit, die FDP/Liberalen fielen aus der Regierung und die SVP war zwar die Wahlsiegerin, hat aber mehr erwartet. Irgendwie waren alle unzufrieden», meinte Monnet-Terrettaz. Sie will sich ab September konsequenter dafür einsetzen, dass die Redezeiten eingehalten werden. Und auch die Liste der Dringlichkeiten soll kleiner werden.

Auf der Traktandenliste stehen in den Sessionen im September, November und Dezember einige grosse

Brocken. Bereits in der übernächsten Woche befasst sich das Parlament mit dem Projekt R21. Debattiert wird auch über den Campus in Sitten, die Mitfinanzierung der AP 2014–2017 oder das neue Gesetz über die Ausübung der Bergführer-, Wanderleiter- und Schneesportlehrerberufe. Im November stehen der Beschluss über das Referendumsbegehren gegen das Gesetz über die Langzeitpflege, die Revisionen des Gesetzes über die Kantonspolizei oder das Jugendgesetz an. Und das Parlament wird auch entscheiden müssen, wie viel Geld das 200-Jahr-Jubiläum 2015 kosten darf. Und auch das Tourismusgesetz steht dann auf der Traktandenliste. Im Dezember kommt das Gesetz über die Unvereinbarkeiten – und dann werden hitzige Debatten bei den Budgetberatungen erwartet.

Politik | Die CVPO-Fraktion im Grossen Rat ist nicht zufrieden mit der Stossrichtung der innerkantonalen Reformen

CVPO fordert Minderheitenschutz

WALLIS | Die CVPO-Fraktion fordert einen umfassenden Minderheitenschutz. Ohne eine Verfassungsbestimmung für sprachliche und regionale Minderheiten stimmt die CVPO dem Reformwerk 21 nicht zu.

«Die heutigen Konfliktlinien laufen zwischen dem Ober- und dem Unterwallis auf der einen und zwischen Berg und Tal auf der anderen Seite. Darum verlangen wir im Rahmen des Reformwerks 21 eine Verfassungsbestimmung zum Schutz der sprachlichen und regionalen Minderheiten», sagt CVPO-Fraktionschef Beat Rieder. Von einer derartigen verfassungsmässig verankerten Garantie macht die CVPO ihre Zustimmung zum ganzen Reformwerk abhängig: «Ohne Schutz des Oberwallis als Minderheit sind wir nicht bereit, über die angedachten Reformen zu diskutieren.»

Wurden die «heissen Kartoffeln» vermieden?

In der von alt Staatsrat Thomas Burgener präsidierten Reformkommission 21 sei das Kernthema des Schutzes der sprachlichen und regionalen Minderheiten nicht behandelt worden. «Sie hat es offensichtlich nicht gewagt oder sie hat vergessen, die wahren Probleme des Kantons zu formulieren und zu behandeln», betont der Fraktionschef der CVPO. «Die Kommission hat offensichtlich stundenlang über komplizierte Wahlsysteme oder die Zahl der Staatsräte, der Grossräte, der Suppleanten und über die Einrichtung der Präfekten diskutiert, dabei jedoch das zentrale

Problem des Wallis, den Schutz des Oberwallis als sprachliche Minderheit und des Berggebietes als regionale Minderheit, schlicht vergessen. Das gehört in ein Reformwerk dieses Kalibers.»

Die Ungleichgewichte verstärken sich

Die Ungleichgewichte zwischen dem Oberwallis und dem französischsprachigen Teil verschärften sich, stellt die CVPO-Fraktion fest. Das hat einmal mit der Bevölkerungsentwicklung zu tun, die sich immer mehr zugunsten des Mittel- und Unterwallis verschiebt. «Durch das starke Bevölkerungswachstum im untersten Kantonsteil wird das Oberwallis mit der Zeit wohl von heute 26 Prozent Bevölkerungsanteil in absehbarer Zeit auf 20 Prozent absinken. Damit droht der deutschsprachige Kantonsteil im kantonalen Kräfteverhältnis in die Bedeutungslosigkeit abzusinken, wenn man seine Anliegen und seine Forderungen nicht schon auf Verfassungsebene festschreibt», fürchtet Rieder. Nicht besser ist es laut der CVPO um die regionalen Minderheiten, die Berggebiete bestellt. Der interkommunale Finanzausgleich NFA II sei doch das Paradebeispiel für die wachsenden Disparitäten zwischen Berg und Tal. Sie würden mit diesem Instrument, das eigentlich für die Stärkung der Bergregionen und Berggemeinden gedacht sei, noch verschärft, betont Beat Rieder. Als Beispiel führt er beim NFA II die Tatsache ins Feld, dass die Gemeinde des Val d'Anniviers aus diesem Topf 424498 Franken erhalten und die Stadt Siders 435435 Franken. «Das ist

doch ein schlechter Witz und spricht allen Ausgleichsmechanismen Hohn.» Die Berggemeinden hätten ohnehin gegen die Abwanderung zu kämpfen und stünden schon allein wegen dieser Erscheinung und der Überalterung mit dem Rücken zur Wand. Wenn man nun noch die Mittel des Finanzausgleichs ins Tal umlenke, dann widerspreche das allen Zielsetzungen des Ausgleichsgedankens. Als weiteres Beispiel führt er Brig-GLIS an, das aus dem Finanzausgleichstopf Gelder erhalte, obwohl die Stadtgemeinde gleichzeitig Steuererleichterungen beschlossen habe.

CVPO erfindet das Rad nicht neu, bewegt es aber

Ein Artikel 12 bis der Kantonsverfassung müsste darum folgende Bestimmungen enthalten: «Den Bedürfnissen von sprachlichen und regionalen Minderheiten ist Rechnung zu tragen. Zu diesem Zweck können Minderheiten besondere Befugnisse zuerkannt werden.» Es handelt sich beim Antrag der CVPO also um eine Art von verfassungsmässiger «General Klausel», die dann in allen Verfassungsartikeln und in jedem Gesetz ihren Niederschlag und ihre Konkretisierung finden müsste. Diese neue Verfas-

sungsbestimmung ist eng an eine bereits bestehende Schutzklausel in einem anderen kantonalen Grundgesetz angelehnt: Der Kanton Bern führt in Artikel 4 seiner Verfassung an, dass den Bedürfnissen von sprachlichen, kulturellen und regionalen Minderheiten Rechnung zu tragen sei. Gleichzeitig wird in der Berner Verfassung auch präzisiert, dass «der Minderheiten besondere Befugnisse zuerkannt werden. Diese Bestimmungen treffen in erster Linie für den Berner Jura zu. Ihm wird in der Berner Verfassung auch eine besondere Stellung zuerkannt, die es ihm er-

möglichen soll, «seine Identität zu bewahren, seine sprachliche und kulturelle Eigenart zu erhalten und an der kantonalen Politik aktiv teilzunehmen». Weiter verlangt die Verfassung des nördlichen Nachbarkantons, dass «der Kanton Vorkehrungen trifft, um die Verbundenheit zwischen dem Berner Jura und dem übrigen Kanton zu stärken». Die CVPO erfindet also das Rad des sprachlichen und regionalen Minderheitenschutzes nicht neu, sondern passt es im Sinne einer grundsätzlichen Regelung in der Walliser Verfassung den hiesigen Verhältnissen an. **lth**



Schutzklausel. Beat Rieder, der Fraktionschef der CVP Oberwallis, verlangt eine Schutzklausel für sprachliche und regionale Minderheiten in der Walliser Verfassung. Ohne eine solche Bestimmung lehnt die CVPO die R21 ab.

FOTO WB

Politik | Die CSPO, SVPO, FDPO und SPO treten für die Zweckmässigkeit der Reform R21 ein

Interessante Debatten stehen bevor

WALLIS | Die CVPO lässt die Muskeln spielen. Anders sehen dies die anderen Parteien. Natürlich bestehe Diskussionsbedarf, aber erst nach dem Eintreten, sagt SVPO-Präsident Franz Ruppen zum R21-Bericht.

SEBASTIAN GLENZ

«Für unsere Partei ist die Zweckmässigkeit der R21 unbestritten», sagt Parteipräsident Franz Ruppen. Anschliessend folge ja die Vernehmlassung und dann sei der Zeitpunkt gegeben, sich über die verschiedenen Punkte vertieft zu äussern. Konkret sei die SVPO aber für eine Wahlreform. Die Partei unterstützt in diesem Sinne auch die Initiative «Jede Stimme zählt». «Aber es hat auch Punkte im Reformbericht, denen wir kritisch gegenüberstehen. So sind wir beispielsweise gegen Zwangsfusionen oder gegen eine längere Amtsdauer. Diese Punkte muss man aber zu gegebener Zeit diskutieren.» Der Bericht beinhalte alles in allem sehr interessante Themen. «Es ist nun an den Parteien, sich intensiv damit auseinanderzusetzen.»

CSPO will politische Reform

Bei der CSPO tönt es ähnlich. Die Gelben sind von der Notwendigkeit einer politischen Reform überzeugt und finden eine entsprechende Revision sinnvoll, sagt Parteipräsident Valen-

tin Cina. «Den grossen Veränderungen im Kanton stehen wir positiv gegenüber. Die CSPO lege aber von Beginn weg Wert darauf, dass die sprachlichen und regionalen Minderheiten im Kanton von Anfang an in diesem Prozess vollumfänglich berücksichtigt werden, und dass diese nicht im Pulk von grossen Wahlkreisen untergehen. «Die CSPO ist in diesem Sinne für Eintreten», so Cina.

FDPO: «Fordern Reformen schon seit Jahren»

«Die Reform ist auf unserer politischen Linie», sagt FDPO-Präsident Werner Salzmann zum R21-Bericht. «Darin sind teilweise Punkte aufgelistet, die die FDPO seit Jahren fordert.» Beispielsweise die Abschaffung der Präfekten. «Ich kann verstehen, dass sich die C-Parteien damit schwertun. Schliesslich sind die Präfekten fast ausschliesslich in C-Hand. Grundsätzlich ist die FDPO mit dem Bericht einverstanden.»

SPO: «Nötige Strukturreform»

Für die SPO handelt es sich um eine notwendige Strukturreform. «Die politischen Strukturen und Institutionen sind im Wallis weitgehend veraltet», sagt Parteipräsidentin Doris Schmidhalter-Näfen. Es sei an der Zeit, auf Verfassungsebene die nötigen Korrekturen anzubringen und den Kanton zu modernisieren. «So gesehen wird die SP sicher auf die Re-



Debatte. Die meisten Parteien sprechen von einer notwendigen Strukturreform. Im Grossen Rat wird es Diskussionsbedarf geben.

FOTO WB

form eintreten. Ich gehe davon aus, dass dies eine grosse Mehrheit des Parlaments auch tun wird.» Während der Vernehmlassung werde sich die SPO eingehend mit den einzelnen Vorschlägen der R21-Kommission auseinandersetzen. «Während einige R21-Vorschläge in die richtige Richtung zielen, werden wir andere – wie die Erhöhung der Zahl der Staatsratsitze – wohl ablehnen. Zusammen mit unseren Partnern müssen wir schauen, wie wir die Initiative «Jede Stimme zählt» mit dem Reformvor-

schlag der Kommission in Einklang bringen und auch – wenn möglich – die Abstimmung über beide Vorlagen koordinieren», so Schmidhalter-Näfen. Letzterer gehe bezüglich Wahlkreise in die gleiche Richtung wie die angesprochene Initiative. «Bei den Verhandlungen über die einzelnen Vorschläge werden wir im Parlament unsere Positionen einbringen. Es wird eine spannende und nötige Diskussion. Darauf freue ich mich – auch als Präsidentin der zuständigen Grossrats-Kommission.»

Der scheidende Parteipräsident

CSPO-Parteipräsident Valentin Cina gibt am 20. November sein Amt ab. Der Salgescher wird an diesem Datum seinen letzten Parteikongress leiten. Vier Jahre lang war Cina Vizepräsident der CSPO, vier Jahre lang deren Präsident. In dieser Funktion hat er je vier kantonale und nationale Wahlen begleitet. «Mein Rücktritt hat auch organisatorische Gründe», so Cina. «Im nächsten Jahr finden keine Wahlen statt. Mein Nachfolger hat also genügend Zeit, sich einzuarbeiten. Der Zeitpunkt ist ideal. Ein neuer Wind an der Spitze wird der Partei guttun.» Intern will sich die CSPO restrukturieren. «Geplant ist, dass wir ein Generalsekretariat schaffen, das die Partei bei der politischen Arbeit unterstützt und das Administrative erledigt.» Cina wirft bei seinem Abschied auch einen Blick in die Zukunft: «Wichtig ist, und das gilt für das ganze Oberwallis: Wir müssen vermehrt zu einer Einheit werden. Innerhalb des Kantons wird der obere Teil je länger je mehr zu einer grösseren Minderheit. Und als Minderheit hat man nur eine Chance, wenn man geint auftritt. Wenn wir uns Steine in den Weg legen, verlieren alle.» Wichtig sei aber auch, dass die Parteiverantwortlichen einen guten Kontakt zum Unterwallis pflegen. «Da sind alle gefordert.» **gse**

Zwei Wahlkreise im Oberwallis

WALLIS | Wahlkreise statt Bezirke. Die Reformkommission R21 schlägt genau dies vor. Das wäre auch das Ende für die Präfekten.

SEBASTIAN GLENZ

Bevor die graue Theorie kommt, wirds zuerst einmal sportlich. Zwölfmal gewann der FC Sitten bereits den Cupfinal. Der dreizehnte wird in Frankreich lautstark gefordert. Auch deshalb, damit jeder Bezirk seinen eigenen Titel hat, sagen Gewitzte. 13 Sterne im Wappen, dreizehn Siege auf dem Konto. Klingt logisch. Das mit dem Wappen dürfte sich in naher Zukunft nicht ändern. Geht es jedoch nach der R21, geht es den Bezirken an den Kragen. Der FC Sitten ist also gefordert. Vielleicht bleibt ihm nicht mehr viel Zeit, die bezirksübergreifende Gesamtzahl voll zu machen, denn die Wahlkreise sind im Anmarsch – wenn sich eine Mehrheit für die Idee gewinnen lässt.

Relikte der früheren Zenden

Konkret sieht es nämlich so aus: Der Kanton zählt 13 Bezirke, wobei die beiden Halbbezirke Östlich Raron und Westlich Raron mit denselben Institutionen ausgestattet sind wie die übrigen Bezirke. Das heisst: 14 Präfekte und ebenso viele Vizepräfekte haben noch Befugnisse, die auf das Gesetz vom 24. Mai 1850 zurückgehen – ein Gesetz, das noch heute in Kraft ist.

Im Bericht der R21 heisst es, dass «die Bezirke Relikte der früheren Zenden des bischöflichen Wallis sind». Die Einteilung



Zusammenwachsen. Im Wallis gäbe es statt der Bezirke neu sechs Wahlkreise. Das neue System würde auch der bundesgerichtlichen Rechtsprechung Rechnung tragen (Bild: Gampel-Steg). FOTO WB

lung des Gebietes in Bezirke stamme aus einer Zeit, in der die physische Mobilität beschränkt und beschwerlich war.

Die Einteilung habe zu jener Zeit also durchaus Sinn gemacht. Mit der Stärkung der Zentralverwaltung, der allgemeinen und technischen Entwicklung und nicht zuletzt mit den neuen Kommunikationstechnologien haben die Befugnisse der Bezirke und Präfekten aber an Bedeutung verloren. Heute stellt sich laut Bericht die Frage, ob die Bezirke noch eine räumliche Einheit darstellen, die nützlich ist. Andererseits

stelle sich aber auch die Frage, ob die Präfekten eine echte hoheitliche und administrative Macht ausüben würden.

St. Gallen hat Bezirke abgeschafft

Der Kanton St. Gallen, ein grossflächiger Kanton mit verschiedenen gearteten Regionen, hat vor zehn Jahren seine 14 Bezirke abgeschafft, ohne sie durch eine andere räumliche Einheit zu ersetzen, und acht Wahlkreise gebildet. Die zahlreichen Kompetenzen und Aufgaben des Bezirksamanns sowohl auf administrativer als auch auf

gerichtlicher Ebene wurden auf andere Behörden und Dienststellen übertragen.

Fürs Wallis wäre Folgendes geplant: Insgesamt gäbe es sechs neue Wahlkreise. Im Oberwallis wäre dies einerseits der Wahlkreis Goms, Östlich Raron und Brig und andererseits der Wahlkreis Visp, Westlich Raron und Leuk. Künftig gäbe es also auf institutioneller Ebene nur noch Gemeinden und den Kanton. Alle bisherigen Aufgaben auf Bezirksebene würden entweder auf Stufe Kanton oder Gemeinde verschoben. Die Wahlkreise hätten na-

türlich Auswirkungen auf die Grossratswahlen. Daher würde man auch Unterwahlkreise schaffen wie etwa das Goms, damit diese Regionen auch künftig Sitze im Kantonsparlament behalten würden. Das neue System würde auch der bundesgerichtlichen Rechtsprechung Rechnung tragen, das natürliche Quoren von höher als zehn Prozent als nicht proporzkompatibel bezeichnet. Im Wallis würde das künftige Quorum im kleinsten Wahlkreis (Brig, Östlich Raron, Goms) bei 5,8 Prozent liegen statt wie bisher bei 33,3 Prozent.

Wie wirken sich Wahlkreise auf die Grossratswahlen aus?

So wird gewählt...

Bisher bildet jeder Bezirk einen Wahlkreis für die Grossratswahlen und stellt eine Grenze dar, die eine regionale Übervertretung im Staatsrat verhindert.

Die Grundidee der R21 besteht nun darin, die neuen Wahlkreise beziehungsweise Unterwahlkreise auf das Gebiet und die Grenzen der aktuellen Bezirke festzulegen. Kann es Ausnahmen und Abweichungen geben? Ja, es ist durchaus vorstellbar, und das deckt sich auch mit der Meinung und dem Vorschlag der Kommission R21, dass Grenzgemeinden die Möglichkeit erhalten, den Wahl-

kreis zu wechseln. Dies ist aber auf eine gewisse Übergangsfrist zu beschränken.

Wahl- und Unterwahlkreise

Die Schaffung von Wahlkreisen, die eventuell zwei oder mehrere Unterwahlkreise umfassen, kommt dem System des Doppelproporz sehr nahe.

Die Aufteilung der Abgeordneten nach Listen erfolgt nämlich auf Ebene des Wahlkreises, zu dem die Unterwahlkreise gehören. Welche Personen in einem Unterwahlkreis gewählt werden, wird einzig von dessen Wählern bestimmt. Auch in dieser Situation wird jedem Wahlkreis seiner Bevölke-

rungszahl entsprechend eine gewisse Anzahl Vertreter zugeteilt. Das Konzept ist aber in dem Sinne anders, als dass verschiedene aktuelle Bezirke innerhalb eines einzigen Wahlkreises zusammengefasst werden und die Kommission R21 der Ansicht ist, dass es im Kanton sechs Wahlkreise geben soll. Ein Beispiel wäre Folgendes: Der Wahlkreis Brig umfasst die Unterwahlkreise Goms, Östlich Raron und Brig. Die Sitzzuweisung wird von den Wählern dieser drei ehemaligen Bezirke bestimmt; welche Personen hingegen gewählt werden, wird von den Wählern jedes dieser ehemaligen Bezirke selbst bestimmt. gse

Präsidentenkonferenz statt Bezirksrat

Pro Wahlkreis

Statt dem Bezirksrat schlägt die Kommission eine Präsidentenkonferenz vor. Die Gründe.

Da Einheiten wie Gemeinden oder der Staat durch die Bundesverfassung vorgeschrieben sind, nicht aber die Bezirke, steht es den Kantonen frei, sie einzuführen, abzuändern oder ganz abzuschaffen. Schafft man die Bezirke und das Amt des Präfekten ab, entsteht aber ein Vakuum. Der R21 schwebt deshalb vor, stattdessen eine Präsidentenkonferenz einzuführen. Die Kommission schlägt vor, dass dies in Form einer Art Gemeindepräsidentenkonferenz pro Wahlkreis geschieht. Wichtig ist: Diese Kon-

ferenz ist nicht mit den Gemeindepräsidentenkonferenzen zu verwechseln.

Da die Präsidentenkonferenz eines Wahlkreises unter anderem die Aufgabe haben wird, die Beziehungen mit dem Staat zu verbessern, muss ihr der Staat direkte Ansprechpartner, beispielsweise die Departements-Generalsekretäre zur Verfügung stellen.

Der Aufgabenbereich wäre: Die Präsidentenkonferenz erleichtert die interkommunale Zusammenarbeit, koordiniert die wichtigen Projekte mit interkommunaler Bedeutung, fördert die harmonische Raumentwicklung und optimiert die Beziehungen zwischen den Gemeinden und dem Staat. gse

Frein à l'expansion de l'Etat: l'heure de la raison



XAVIER MORET
DÉPUTÉ PLR

C'est une réalité, l'Etat croît deux fois plus vite que les revenus des Valaisannes et des Valaisans. En dix ans, les dépenses publiques ont augmenté de 45% et les recettes publiques de 42%. Affirmer que l'Etat est affamé est carrément mensonger quand on sait que, durant la même période, la richesse produite par l'économie valaisanne a augmenté d'environ 20%.

Or, le nouveau porte-parole du PS Jean-Henri Dumont, dans son analyse remplie d'imprécisions et publiée dans «Le Nouvelliste»

du 27 août, reproche au PLR de vouloir démanteler l'Etat.

Rien de cela! Avec sa proposition de frein à l'expansion de l'Etat, le PLR n'a jamais souhaité «moins d'Etat». Ce qui est demandé, est une croissance raisonnable des dépenses publiques qui n'aille pas plus vite que ce que notre économie est capable de supporter.

A titre d'exemple, si le projet était en vigueur ces cinq dernières années, le budget de l'Etat aurait pu croître d'environ 50 millions de francs par année.

Nous sommes donc loin d'un démantèlement de l'Etat fantasmé par les socialistes. Il faut se rappeler que chaque franc dépensé par la collectivité doit d'abord être produit par notre économie, nos PME et nos concitoyens.

En 1990, les Valaisannes et les Valaisans travaillaient environ une demi-journée par semaine pour financer l'Etat du Valais. En 2020, ils devront travailler une journée complète.

Par son approche réaliste, le PLR ne vise personne en particulier et en tout cas pas la gauche. Les budgets évoqués ont tous été soutenus par l'ensemble de la classe politique.

Il est seulement relevé que la taille de l'Etat et sa croissance doivent être maîtrisés. Il est toutefois regrettable que la gauche se cabre et refuse la discussion.

A la lumière des événements en Grèce ou en Espagne, chacun a pu constater que toute collectivité court à la catastrophe si elle n'est pas gérée de manière prudente et équilibrée. Les grands projets de relance économique par les dépenses publiques ont tous échoué depuis le début de la crise.

Dès lors, il est urgent d'étudier avec sérieux les propositions modérées du PLR qui n'a jamais réclamé autre chose qu'une politique financière raisonnable et durable.

Le PLR se réjouit, à ce titre, que le Conseil d'Etat suive ses demandes en présentant un Budget 2014 à la croissance modérée. ●

AFFAIRE BETTSCHART Le patron de la chirurgie de l'Hôpital du Valais est sous le coup d'une enquête interne, suite aux révélations d'articles de presse qui le mettent en cause.

Vincent Bettschart sous enquête

FRANÇOIS DE RIEDMATTEN

«Nous voulons agir vite parce que ça brûle et que cette situation menace nos projets d'avenir», lançait hier Charles Kleiber, le président du conseil d'administration de l'Hôpital du Valais (HVS). Vincent Bettschart, chef du département de la chirurgie en Valais, fait donc désormais l'objet d'une enquête interne, a-t-on appris hier lors d'une conférence de presse du RSV très courue.

Une procédure de deux à trois semaines car la direction souhaite résoudre rapidement cette affaire. Des articles de presse (cf «Vigousse» et «Le Nouvelliste») pointaient du doigt la semaine dernière les pratiques du praticien. Deux décès (peut-être trois, selon certaines sources), après des opérations pratiquées par Vincent Bettschart ont, à cette occasion, refait surface.

Présomption d'innocence

«Pour l'instant, nous appliquons la présomption d'innocence. Jusqu'à faits connus, le chirurgien conserve notre confiance. Au-delà, toutes les options sont ouvertes», poursuit Charles Kleiber. Soucieux de ne pas gêner l'institution, Vincent Bettschart s'est d'ailleurs proposé de ne plus opérer l'organe incriminé, à savoir le pancréas, le temps de la procédure interne. «Pour aider à établir les faits», précise-t-il. Une décision peu évidente pour ce chirurgien qui reconnaît traverser une période très difficile. «Allez expliquer à vos enfants que leur père n'est pas un tueur en série! Ces attaques me blessent à titre personnel. Ni ma famille, ni les patients ne méritent un tel traitement.» Et le docteur Bettschart de préciser qu'il est tout sauf un «médecin-kamikaze», sans oublier de souligner non plus qu'il doit probablement être le chirurgien «le plus expertisé de Suisse». «Je dois en être à ma quatrième déjà», glisse-t-il plutôt se-rein.

Expertise interne

«Pour faire toute la lumière dans cette affaire, précise le RSV, le mandat de cette expertise a été confié à une commission médi-



Le chirurgien-chef Vincent Bettschart et le président du conseil d'administration de l'Hôpital du Valais Charles Kleiber: pas de rupture dans les relations de confiance entre les deux parties. KEYSTONE

«Allez expliquer à vos enfants que leur père n'est pas un tueur en série! Ces attaques me blessent à titre personnel.»

VINCENT BETTSCHART CHIRURGIEN-CHEF À L'HÔPITAL DU VALAIS

cale». Elle est composée du directeur général de l'HVS, le professeur Eric Bonvin, des deux directeurs médicaux de l'HVS, les docteurs Pierre-François Cuénoud et Reinhard Zehäusern, auxquels s'associeront trois personnalités médicales externes de grand renom, mais dont les noms ne sont pas encore connus. «J'éprouve la plus grande méfiance envers ces expertises internes. Elles me rappellent étrangement l'enquête qui avait concerné le professeur Savioz en 2010», se permet de préciser une personnalité politique très proche des milieux médicaux.

Ce qui fait bondir Vincent Bettschart: «A chaque fois, les expertises sont critiquées. Il doit quand même y avoir des gens de bonne foi parmi tous ces experts.»

Procédure pénale

Autre élément de cette affaire: ni le conseil d'administration ni le chirurgien-chef n'étaient apparemment au courant de la plainte pénale déposée par la famille de la défunte auprès de M^e Ducrot, lequel nous l'avait pourtant confirmée samedi. «Avant de lire la presse ces jours, je n'avais pas l'impression d'être dans l'anormal. Il n'y a pas d'en-

quête pour chaque mort. Surtout que l'hôpital est le lieu où on meurt le plus», note Vincent Bettschart. Même son de cloche du côté de son président.

Chose étonnante, alors même que tous les couloirs du Grand Hôpital du Valais bruissaient de cette rumeur depuis une semaine déjà. Ce qui n'empêche pas Charles Kleiber d'être très clair sur ses intentions. Si l'expertise interne devait blanchir Vincent Bettschart, «la décision de justice s'appliquera évidemment», assure-t-il.

En clair, si le chirurgien sort blanchi de l'enquête interne, il lui faudra encore être mis hors de cause par la justice.

Rétablir la confiance

Très remonté, le conseil d'administration ne cache pas que cette affaire porte un coup à la confiance du public envers l'hôpital. D'autant que cette histoire fait resurgir un passé douloureux pour le RSV, déjà sous le feu de la critique en 2012 pour

des soucis de gestion interne relatifs à la médecine hautement spécialisée. Des erreurs dans lesquelles le conseil d'administration certifie ne pas vouloir retomber. Le président Kleiber souhaite donc vivement renouer avec l'objectif prioritaire de sa nomination, à savoir rétablir le calme et la confiance, non seulement au sein de la population, mais aussi, et même surtout, parmi le personnel soignant.

«Il n'y aura pas d'omerta dans cette histoire, a-t-il annoncé hier sans ambages. S'il y a des dysfonctionnements, ils seront corrigés. S'il y a des non-dits, ils doivent être dits. C'est la seule manière d'améliorer la situation et de renforcer l'hôpital.»

Pour ce faire, Charles Kleiber garantit la confidentialité et la protection des sources du personnel désireux de témoigner de son quotidien au sein de l'institution. «La confiance n'est jamais totalement acquise. Mais elle se consolide dans l'action.»

AFFAIRE HELLER Alain Cottagnoud sanctionné

L'avocat séduois Alain Cottagnoud a vu son recours rejeté par la première Cours de droit civil du Tribunal fédéral (TF) et se retrouve avec une facture de plus de 883 000 francs sur les bras.

Cette affaire concerne une très vieille histoire, celle d'Heller Construction SA, une entreprise générale de construction et de travaux publics, dont le siège était à Sion, jusqu'à sa faillite prononcée en février... 1999.

La masse en faillite de la société, représentée par l'avocat Christian Favre, a décidé



d'attaquer en responsabilité l'ancien administrateur.

La justice valaisanne a condamné Alain Cottagnoud à verser à la masse en faillite la somme de 503 000 francs, assortie d'un intérêt de 5% courant depuis février 1999, ainsi qu'une partie des frais de justice.

En janvier de cette année, le Tribunal cantonal a confirmé ce jugement. Me Cottagnoud a fait recours devant le Tribunal fédéral, lequel a confirmé le jugement le 7 août dernier.

Suite à cette décision du TF, la masse en faillite d'Heller Constructions SA a envoyé une facture de 883 000 francs à l'avocat condamné, douloureuse qui inclut les 503 000 francs d'indemnité, un intérêt de 364 000 francs, ainsi que des dépens.

JEAN-YVES GABBUD

GRAND CONSEIL Appel pour un Conseil d'Etat plus concis

Le groupe PLR voudrait que les membres du Gouvernement se contentent d'un temps de parole limité à 15 minutes lorsqu'ils répondent à un député ou à un groupe politique devant le Grand Conseil. Le PLR conteste la pertinence de discours fleuve pouvant aller jusqu'à 28 minutes. Il estime qu'une réponse plus concise pourrait être complétée au besoin par un document écrit. Le Bureau du Grand Conseil s'est prononcé contre cette motion. Les députés voteront sur ce point lors de la session de septembre. JVG

Réactions contrastées autour du budget

«Le retour à la raison», s'enthousiasme le PLR en prenant connaissance du budget 2014 de l'Etat du Valais. «Les personnes les plus en difficulté sur le plan financier et la classe moyenne vont être touchées de plein fouet par les mesures d'économies qui ont dû être décidées», estime par contre le Parti socialiste.

Satisfaction du PLR

Les libéraux-radicaux sont satisfaits par la copie rendue par le Gouvernement. «En présentant un projet de budget 2014 en hausse de moins de 1%, le Conseil d'Etat donne raison au PLR. Pour la première fois depuis 2006, la croissance des dépenses et des recettes de l'Etat ne dépasse pas celle de l'économie valaisanne, cela sans réduction des prestations. De 2003 à 2013, les recettes et les dépenses de l'Etat ont crû de plus de 40% tandis que le taux de croissance de l'économie ne dépassait pas 20%, avec pour effet une augmentation de la charge fiscale et un affaiblissement

du tissu économique valaisan.»

PS contre les baisses d'impôt

De son côté, le PS conteste les baisses fiscales voulues et mises en place par la droite en

cales en 2014, l'Etat doit se serrer la ceinture. «Plusieurs dizaines de millions ont dû être économisés dans des domaines aussi délicats que les subventions aux primes d'assurance-maladie, les bourses d'études ou encore dans le domaine social.

Commentaires

Lors de la conférence de presse consacrée au budget, le conseiller d'Etat Maurice Tornay a répondu, comme par anticipation, aux critiques émises hier par le PS. «En 2014, l'Etat renonce à 9 millions de recettes fiscales en augmentant la déduction acceptée pour les primes des caisses-maladie pour ceux qui en paient. De l'autre côté, la somme disponible pour les subventions aux primes des caisses maladie diminue d'un montant semblable. Il y a donc équilibre des mesures», a-t-il expliqué aux journalistes.

Pour ce qui est des montants disponibles pour les bourses d'études, le Valais reste largement au-dessus de la moyenne suisse.

Dans le domaine social, les subventions prévues pour la prévoyance sociale augmentent de 17,6 millions (+6,8%), avec une augmentation des moyens destinés à la petite enfance qui croît de 1,8 million (+20,9%). **● JVG**



« 200 millions de rabais fiscaux en dix ans! Autant d'argent qui manque aujourd'hui. »

EMMANUEL AMOS DÉPUTÉ SOCIALISTE

Valais depuis plusieurs années. Cumulées, «ces économies représentent un total de plus de 200 millions de francs par année», calculent les socialistes. Comme la conjoncture fera diminuer les entrées fis-

Ces économies auraient été inutiles si une politique fiscale raisonnable avait été menée en lieu et place d'un «moins d'Etat» nuisible à toute la société», commente le PS du Valais romand dans un communiqué.

POLITIQUE Le nombre d'élues est en recul en Valais. Les politiciennes présentent leurs recettes pour changer cela.

Plus de places pour les femmes

JEAN-YVES GABBUD

Il y a moins de femmes élues comme députées en 2013 qu'en 2009. Il y a moins de présidentes de communes depuis 2012 qu'il y en avait en 2008. Ces deux constats ressortent de la brochure «Les femmes dans la vie politique n° 8», éditée hier par le Secrétariat à l'égalité et à la famille.

A l'occasion de la sortie de presse de ce document, les élues cantonales et communales de tout le canton ont été conviées dans la salle du Grand Conseil pour évoquer la place de la femme en politique.

Des pistes pour favoriser les femmes

Comment avoir plus de femmes élues? La présidente du Grand Conseil, Marcelle Monnet-Terrettaz estime qu'il faut une véritable volonté pour avoir des femmes actives en politique. Les partis de gauche, qui souhaitent depuis longtemps leur faire une place, ont plus d'élues. La socialiste milite donc pour l'instauration de quotas. A ceux qui la contredisent, elle lance: «Le Valais est un canton de quota. A chaque élection, on pense à quelqu'un qui est de tel parti, de telle région.» Donc pourquoi pas un quota féminin.

La place de la femme en politique est limitée par la mentalité ambiante. Marcelle Monnet-Terrettaz a sur cette question une belle formule: «Derrière chaque homme politique, il y a une femme qui assure l'intendance. Mais derrière chaque femme qui s'engage, il n'y a pas un homme en soutien. Au contraire, lorsqu'une femme veut se présenter, son mari lui dit souvent qu'il accepte si rien ne change pour lui.» La Riddanne reconnaît tout de même que les choses évoluent. «Les mentalités ont changé. Lorsqu'il y a des candidates, elles sont souvent élues.» Encore faut-il qu'elles se présentent. Pour cela, les femmes doivent convaincre les hommes. «Les élues doivent dire le plaisir qu'elles éprouvent à faire de la politique. La politique ce n'est pas seulement des contraintes. Les filles, les femmes, ont besoin d'exemples. C'est vrai en politique comme ça l'a été dans le monde professionnel.»



Le Grand Conseil était très féminin hier soir... Il l'est moins lors des sessions. DASSELBORNE

LE NOMBRE DE FEMMES ÉLUES EN VALAIS

	En 2013	En %	Législature précédente	En %
Conseillère d'Etat	1	20%	1	20%
Députées	21	16,2%	28	21,5%
Députées-suppléantes	43	33,1%	34	26,2%
Présidentes de communes	10	7,4%	16	11,3%
Vice-présidentes de communes	20	14,8%	22	15,6%
Conseillères communales	167	20,7%	162	19%
Conseillères générales	152	29,8%		28,8%

La députée verte Marylène Volpi-Fournier partage ce point de vue: «Il n'y a rien de mieux qu'une élue pour demander à une femme de s'engager.» Elle aussi est favorable aux quotas. «On est arrivés à la limite du bon sentiment. Tant qu'il n'y a pas la volonté des partis, on n'aura jamais suffisamment de femmes en politique. Les règles ne sont pas

assez volontaristes. Il y a maintenant une étape à franchir.»

Les recettes des hommes

Egalement invité à s'exprimer devant un parterre féminin, le président du PDC, Michel Rothen, refuse l'idée de quotas. Pour que les choses changent, «je mise sur la formation. Les filles

sont aujourd'hui majoritaires dans les collèges. Elles sont brillantes. Elles vont aussi arriver sur le marché politique.»

Quant au député PLR Philippe Nantermod, il déclare: «On n'aura pas plus de femmes en politique, s'il n'y en a pas plus dans les postes à responsabilités dans le monde professionnel. C'est là qu'on a l'occasion de faire ses preuves.»

TROIS QUESTIONS À...



NICOLE LANGENEGGER ROUX
RESPONSABLE DU SECRÉTARIAT
À L'ÉGALITÉ ET À LA FAMILLE

«Les femmes manquent encore de confiance en elles»

Si les femmes sont plus présentes à la maison, la plupart d'entre elles le font sans contrainte...

C'est un modèle qu'on a reçu. Quand on a un bébé, on pense d'abord au bébé. Ensuite, il faut être soutenue pour franchir le cap de l'engagement dans la vie active.

Une étude a montré que 90% des couples ne discutent pas de la répartition des tâches avant le mariage.

On constate que les mères jouent un rôle majeur dans l'éducation des enfants et, qu'en plus, les enfants sont pris en charge majoritairement par des femmes enseignantes à l'école infantine et à l'école primaire. Les femmes veulent-elles vraiment que la société change?

Le droit de vote des femmes est encore récent. Il n'y a pas encore d'habitude. Les femmes ont peu de modèle dans la vie publique. Regardez «Le Nouvelliste» de ce mercredi, par exemple. Vous savez combien il y a de femmes? Aucune. Il n'y a personne à accuser, il y a des prises de conscience nécessaires.

Pour franchir le pas de la vie publique, il faut un certain courage. Les femmes manquent encore de confiance en elles. Il faut que les femmes osent plus. Et elles subissent de petites maladroites, comme celle qui consiste à leur dire qu'on vient les chercher au dernier moment d'une campagne politique parce qu'on n'a trouvé personne...

Lors des dernières élections cantonales, le nombre de députées a reculé, alors qu'il était en progression depuis plusieurs législatures. Est-ce une exception, ou...?

Je ne sais pas. Je constate qu'il n'y a pas un tel recul au niveau communal. Et il y a des signes positifs. Par exemple, l'UDC a peu de députées, mais beaucoup de suppléantes. Reste à savoir si elles vont devenir députées. **JVG**

GRAND CONSEIL

La gauche va attaquer Oskar Freysinger

La gauche annonce qu'elle attaquera le conseiller d'Etat Oskar Freysinger lors de la session du Grand Conseil qui débute ce mardi. Les députés Jean-Henri Dumont, Didier Fournier et Bernard Oberholzer ont déposé une interpellation intitulée «Le mensonge comme méthode de communication?»

Les élus de gauche constatent que *«le jour de son entrée en fonction, M. le chef du Département de la formation et de la sécurité (ndlr. Oskar Freysinger) a déclaré, dans l'émission «Forum» de la RTS la première, qu'il y avait eu 15 cambriolages ou tentatives de cambriolages à Monthey la semaine précédente. Or, il n'y aurait eu qu'une seule tentative de cambriolage qui a heureusement échoué.»*

La gauche n'est pas convaincue par la correction apportée par le conseiller d'Etat et elle lui demande de *«s'engager à ne plus procéder comme il l'a fait»*.

Les changements opérés à la tête du Département de la formation offusquent également la gauche. Dans un communiqué diffusé samedi, le Parti socialiste parle de *«copinage érigé en politique du personnel»*. Le PS promet également d'intervenir au Parlement sur cette question. ● JYG

CHAMPÉRY La station a accueilli hier la 61^e rencontre de leur confrérie.

Les anciens grands baillifs de sortie

Les anciens présidents du Grand Conseil valaisan ont rallié hier Champéry pour la 61^e rencontre de leur Noble Confrérie. Après un rendez-vous café-croissants à Monthey en compagnie du président de la ville Stéphane Coppey, la petite trentaine de participants a pris le train pour rejoindre le fond de la vallée d'Illiez. En préambule à la partie administrative qui a vu l'introduction du «benjamin» Felix Ruppen, les anciens grands baillifs ont été accueillis par le président champérolain Luc Fellay avant de visiter le Centre national de sports de glace. L'apéro leur a ensuite été servi dans le téléphérique Champéry-Planachaux avant le repas pris à l'Hôtel du Nord. **LMT**



Quelques-uns des anciens grands baillifs sur le quai de la gare AOMC alors qu'ils s'apprêtaient à monter dans le train en direction de Champéry. LE NOUVELLISTE

POSTULAT URGENT

Au secours des Italiens

Le groupe UDC du Grand Conseil déposera ce mardi un postulat urgent en faveur du maintien de l'Agence consulaire italienne à Sion, qui vit ses derniers jours, comme l'a révélé «Le Nouvelliste» fin août. A partir du 1er décembre, les 19 000 citoyens italiens résidant en Valais devront se déplacer jusqu'à Genève pour toutes les démarches liées à leur statut (passeport, etc.). Parmi eux, nombre de citoyens valaisans, doubles nationaux, seront eux aussi touchés.



«Tous les Italiens qui doivent entreprendre ce genre de démarches en connaissent la lourdeur parfois tatillonne, savent le temps qu'il faut y passer, même aujourd'hui déjà avec une agence décentralisée. Ils n'osent imaginer comment ce sera quand ils devront faire la queue durant des heures à Genève, notamment avec leurs compatriotes résidant à Genève et dans le canton de Vaud», note le député **Jean-Luc Addor**, relevant qu'une pétition circule au sein de la communauté italienne en Valais.

«Après une première tentative de fermeture qui, heureusement, avait échoué en 2010, notamment grâce à une importante mobilisation, il faudra que cette fois-ci, toutes les forces puissent unir leurs efforts pour convaincre les autorités italiennes de revenir sur une décision malheureuse», note le postulat qui invite le Conseil d'Etat à mettre immédiatement en œuvre tous les moyens dont il dispose pour contribuer à éviter la fermeture de l'Agence consulaire italienne en Valais.

GRAND CONSEIL

Les antennes de Loèche soupçonnées de servir les espions américains

Et si les antennes de Loèche étaient utilisées par les espions américains? Le groupe UDC du Grand Conseil se pose sérieusement la question. Dans un postulat urgent qui sera déposé ce matin, Grégory Logean, appuyé par ses collègues, demande au Conseil d'Etat de mener l'enquête.

Les démocrates du centre ont de forts soupçons. Dans le texte de leur intervention, ils déclarent: «Selon une enquête de la RTS, l'entreprise *Signalhorn*, qui possède les antennes paraboliques de Loèche, est soupçonnée de collaborer avec les services de renseignements américains. L'entreprise

a changé cinq fois de raison sociale en dix ans et son capital-actions est passé de 2 à 5 millions de francs, signe d'une augmentation du volume d'activités. Signalhorn, qui se félicite de compter des gouvernements parmi ses clients, n'a d'ailleurs pas démenti à la RTS les allégations qui pèsent sur elle à ce sujet et se retranche derrière la confidentialité relative à certaines de ses activités.»

L'UDC entend bien faire cesser les activités d'espionnages sur le territoire valaisan et demande à l'Exécutif cantonal de proposer les modifications législatives nécessaires pour cela. ● JYG



**STÉPHANIE
FAVRE**
DÉPUTÉE PLR

Freysinger-Lovey: un placard doré au DFS?

Le 2 septembre dernier, le chef des finances cantonales a dévoilé le budget 2014 de l'Etat. Il a annoncé que la recherche de recettes et d'économies a atteint ses limites et qu'une des premières mesures à prendre consiste à ne pas créer de nouveaux postes dans les départements, à l'exception de ceux qui ont déjà fait l'objet d'une décision.

Or, dix jours plus tard, le Gouvernement annonce que, sur proposition du Département de la formation et de la sécurité (DFS), il a décidé de démettre M. Jean-François Lovey de sa fonction de chef du Service de l'enseignement et de le muter à un poste nouvellement créé de «chargé des affaires intercantionales en matière de formation»! Un poste qui, jusqu'à ce jour, n'a jamais été évoqué, ne figure pas au budget 2014 et n'a pas fait l'objet d'une décision antérieure.

En effet, pour s'éviter la pénible tâche de se séparer d'un chef de service devenu indésirable, le chef du Département de la formation a créé une nouvelle fonction pour laquelle l'Etat devra verser un salaire de chef de service «en classe d'aboutissement». En plus, il devra engager un nouveau chef du Service de l'enseignement et lui servir le salaire correspondant.

Cette décision constitue une première exception à la déclaration du président du gouvernement et chef des finances concernant la non-augmentation des postes pour 2014.

C'est bien parti. On peut légitimement s'inquiéter pour la suite du processus budgétaire 2014.

A l'heure où l'Etat est contraint à d'importants efforts pour équilibrer son budget, cette réorganisation, qui ressemble à l'aménagement d'un placard doré, ne constitue pas un exemple en matière de gestion des deniers publics, ni une référence en matière de prise de responsabilité politique. Ceci d'autant plus que le DFS a prévu dans le même temps des amputations dans le budget des bourses d'études (- 3.5 mios) et a renoncé à certaines embauches parfois nécessaires.

On peut se poser la question de savoir si de nouveaux postes devront encore être créés et si d'autres placards dorés devront encore être aménagés pour pallier les inimitiés du nouveau chef du Département. C'est pourquoi les députés PLR de la COFI ont demandé par une interpellation urgente des explications au Conseil d'Etat. ●

8 GRAND CONSEIL

PROJET R21 Oui unanime au principe de la modification de nos institutions.

La réforme est en marche

JEAN-YVES GABBUD

Le Grand Conseil a accepté hier l'opportunité de réformer nos institutions cantonales. A l'unanimité et avec 119 voix. L'unanimité s'arrête au principe de la réforme.

Les groupes qui se sont exprimés sur le détail des solutions proposées par la Commission des réformes pour le XXI^e siècle, R21, présidée par l'ancien conseiller d'Etat socialiste Thomas Burgener, se sont montrés très divisés. On rappellera que la Commission R21 propose, entre autres, de passer à un Conseil d'Etat à sept membres, de supprimer les districts et avec eux la fonction de préfet, de revoir le mode d'élection du Grand Conseil, avec un canton divisé en six nouveaux arrondissements électoraux et de porter à cinq ans les mandats des conseillers communaux, des députés et des conseillers d'Etat.

Après le vote de principe, la réforme va pouvoir avancer, avec une entrée en matière espérée en 2017... après un vote populaire.

UN PDC TOUT EN NUANCES

Du côté du PDC, Jérôme Buttet (PDC du Bas) déclare que son groupe est convaincu de la nécessité d'une réflexion «sans tabou» sur la réforme de nos institutions. Par contre, il n'entre pas dans les détails.

Le chef du groupe PDC du centre, David Théoduloz, évoque les idées fortes de la réforme proposée. Il se déclare contre la fusion forcée des communes, lui préférant les collaborations intercommunales.

Concernant les arrondissements électoraux, il rappelle que le Tribunal fédéral a déjà statué à plusieurs reprises sur cette problématique. Un quorum à 10% respecterait la volonté populaire. «La solution proposée correspond-elle à la vie sociétale actuelle?», se demande-t-il, sans répondre à cette question.

La mission des préfets reste très importante, aux yeux des démocrates-chrétiens. «Plutôt



Le Grand Conseil a dit oui au principe de la réforme de nos institutions. Les détails du changement divisent.

SABINE PAPILLOUD

que d'une suppression, nous proposons une redéfinition du cahier des charges.»

Le PDC du centre entre par contre en matière sur l'allongement de la durée des mandats politiques à cinq ans.

LE PLR POUR DES RÉFORMES

Au PLR, le chef de groupe Christophe Claivaz applaudit une révision que son parti appelle de ses vœux depuis plusieurs années. Le changement des circonscriptions est particulièrement apprécié. Les libéraux-radicaux sont favorables à la suppression des districts et des préfets et pour de nouvelles circonscriptions électorales ayant une taille critique permettant une vraie représentation proportionnelle. Par contre, le PLR est pour le maintien d'un Conseil d'Etat à 5 membres, mais élu au système proportionnel.

OUI ET NON DE L'UDC

«L'UDC veut que certaines choses changent dans ce canton, donc soutient une réforme des institutions», annonce Jean-Luc Addor. Par contre, l'UDC n'accepte pas

toutes les propositions de la Commission Burgener.

L'UDC est pour la suppression des districts et des préfets, mais souhaite que les districts soient maintenus comme circonscriptions électorales. «Nous devons nous garder de faire comme les colonisateurs en Afrique et créer des circonscriptions artificielles et qui coupent des ethnies.»

L'UDC est contre l'allongement des mandats des politiciens à cinq ans, mais pour un Conseil d'Etat à 7 membres.

Les démocrates du centre estiment que ce n'est pas à l'Etat de fixer le nombre de conseillers communaux, ni de dire s'il faut une assemblée primaire ou un Conseil général.

LE SOUCI DES MINORITÉS

Les députés haut-valaisans sont très préoccupés par le respect des minorités. Par exemple, le PDC du Haut, Beat Rieder déclare que l'évolution démographique va réduire l'importance du Haut-Valais, ainsi que celle des régions de montagne. Le Valais va être confronté à deux minorités: celle du Haut et celle

régionale des montagnes. «Elles doivent être protégées.»

UNE PIERRE D'ACHOPPEMENT À GAUCHE

L'Alliance de gauche se déclare très favorable aux propositions de la commission du camarade Thomas Burgener. Elle n'y voit qu'une pierre d'achoppement: la protection des minorités. Pour la gauche, la réforme doit être menée dans le respect de toutes les minorités, pas seulement linguistique, mais aussi des minorités politiques et en tenant compte de la représentation féminine.

LES VERTS POUR ALLER PLUS LOIN

Les Verts aimeraient aller plus en profondeur dans les réformes. Marylène Volpi-Fournier déclare: «Les réformes proposées ont été écrites par des gens du XXI^e siècle pour le XXI^e siècle et non pour leurs enfants vivant au XXI^e siècle.» Elle ajoute: «Le Valais est un Valais des villes, avec 70% de la population qui vit en ville; un Valais des villes qui doit respecter les vallées, mais pas en faire une priorité.»

AFFAIRE BETTSCHART

Le PDC refuse l'urgence à la commission d'enquête

Le Grand Conseil ne se penchera pas au cours de cette session sur l'opportunité de la création d'une commission d'enquête parlementaire pour faire la lumière sur ce qui se passe au RSV. Le bureau du Parlement a refusé d'accorder l'urgence à la requête formulée par les groupes PLR, UDC et Alliance de gauche. Cette question ne sera abordée que lors de la prochaine session, soit à la mi-novembre.

Le PDC attaqué

Le PLR et l'UDC sont furieux. Ils l'ont fait savoir à la presse au travers de communiqués. Dans son texte, le groupe PLR «déplote que le PDC muselle le Grand Conseil dans cette affaire et empêche toute discussion, au mépris de la démocratie. L'UDC se pose également des questions: «Pour un peu, on aurait presque l'impression que certains cherchent à nous cacher quelque chose...»

Pas urgent

Du côté du PDC, on se défend de vouloir cacher quelque chose. Le chef du groupe PDC du Centre, David Théoduloz, affirme que les critères techniques de l'urgence ne sont pas remplis par cette demande: «Est-il vraiment urgent d'avoir une commission d'enquête parlementaire alors que deux enquêtes, interne et externe, ont déjà été lancées?» L'élu PDC rappelle que «la motion sera traitée normalement».

Le bureau a voulu restreindre le nombre d'urgences. Il n'a accepté qu'une demande sur les seize qui ont été déposées.

L'ADG, qui a vu sa demande concernant l'affaire Jean-François Lovey écartée, déplore cette attitude. «Il s'agit-là des derniers soubresauts du PDC, qui a perdu sa majorité au plénum, mais qui l'a conservée au Bureau du Grand Conseil.»

● JEAN-YVES GABBUD

«CHAQUE VOIX COMPTE»

L'initiative de la gauche et de l'UDC combattue

Le Grand Conseil doit se prononcer cette semaine sur l'initiative populaire cantonale «Chaque voix compte», lancée conjointement par tous les partis de gauche et l'UDC. Ce texte vise à modifier le système d'élection au Grand Conseil, en instaurant une double proportionnelle, les voix étant réparties, dans un premier temps, entre les partis au niveau des régions constitutionnelles du canton, avant d'être réparties entre les districts.

Hier, le Parlement n'a pas combattu l'entrée en matière sur cet objet... ce qui ne signifie pas que la majorité des députés y soient favorables. Au contraire.

Si la gauche et l'UDC ont soutenu le texte issu de leurs rangs, les groupes C et le PLR ne s'y sont pas montrés favorables.

Le PDC David Théoduloz dé-

clare ainsi que «le projet R21 doit être celui qui prime».

Même si le PLR est favorable aux réformes des institutions cantonales, Christophe Claivaz propose le rejet de l'initiative des minoritaires. Il donne plusieurs arguments: «Les électeurs d'un district pourraient voir la répartition politique influencée par les électeurs du district voisin.» Il constate également que «le système actuel n'a pas empêché le PDC de perdre sa majorité, l'UDC de gagner 9 sièges, Entremont Autrement d'avoir un élu dans un district qui n'en compte que six et les Verts d'être élus à Sion...»

Le PLR propose que la Commission des institutions élabore un contre-projet au texte de l'initiative, ce qui pourrait servir de moyen de pression pour faire avancer la réforme R21.

Suite des débats ce jeudi. ● JVG

GROSSRAT KOMPAKT

Tornays Wunsch

Staatsrat Maurice Tornay betonte die Notwendigkeit der Reformen. «Wir beginnen eine Mauer zu bauen. Hoffentlich errichten wir ein schönes Bauwerk, das das Volk als gut beurteilt.» Er versprach auch, dass man alles zum Schutz der sprachlichen Minderheiten tun werde. Allein schon von seiner Herkunft her habe er eine grosse Sensibilität für Minderheiten. Tornay wohnt in Orsières. Er sprach sich ebenfalls für eine Etappierung aus. Damit könne man verhindern, dass man am Schluss komplett scheitert. Er erinnerte an 2005, wo bereits ein «Mini-Paket» im Parlament abgewiesen wurde. Der Erfolg sei also keineswegs garantiert. Dass man mit der Gebietsreform und den Institutionen beginne, sei der Wunsch des Parlaments gewesen, kontierte er den Vorwurf von CVPO-Fraktionschef Beat Rieder. Der Kanton habe nur ein Interesse: starke Gemeinden. «Und dazu gehört auch die Fortsetzung der Fusionen, hoffentlich ohne erneute Zwangsfusionen.» Tornay zeigte sich erfreut, dass niemand die Zweckmässigkeit bestritten hat. Er dankte für die Offenheit und wünschte dem Parlament «viel Courage»: «Eine Verfassungsreform ist kein wohlthuender Spaziergang.»

Burgeners Zuversicht

Ein Grossteil der Mitglieder der R21-Kommission verfolgte die Debatte auf der Tribüne. Kommissionspräsident Thomas Burgener zeigte sich ebenfalls sehr zufrieden. Dass die Zweckmässigkeit vom Parlament unbestritten war, durfte freilich erwartet werden. Burgener hat auch gefallen, dass mehrere Parteien die Reformen in Etappen umsetzen wollen: «Damit steigen natürlich die Chancen, dass so viele Reformen wie möglich umgesetzt werden.»

Zwei Vereidigungen

Franz Ruppen (SVPO) und Sabrina Ianniello (Suppleantin FDP/Liberale) wurden gestern vereidigt. Ratspräsidentin Marcelle Monnet-Terrettaz gab dem nach mehr als achtmonatiger, krankheitsbedingter Absenz erstmals im Parlament anwesenden Franz Ruppen die besten Wünsche mit auf den beruflichen, privaten und politischen Weg.

GROSSRAT HEUTE

Heute Mittwoch (ab 9.00 Uhr auf Kanal 9) steht die Schaffung des universitären Campus in Sitten auf dem Programm. Weiter geht es um die Änderung des Dekrets über die Blockierung-Finanzierung im Weinbau, AP 2014-17, das Gesetz über die Bergführer und Ski-Lehrer und das Gesetz über das Anbieten von Risikosportarten.

Grosser Rat | Die Zweckmässigkeit der R21 ist unbestritten. Jetzt gehts dann um den Inhalt

«Wallis plant seine Zukunft...»

SITTEN | Die (kleinste) Hürde hat die Revision mehrerer Artikel der Kantonsverfassung betreffend die territoriale Organisation und die Institutionen (R21) genommen. Die Notwendigkeit bestritt niemand. Inhaltlich wird es noch harte Kämpfe geben.

In der Debatte über die Zweckmässigkeit und Beschluss über die Revision der Artikel 26, 27, 36 bis 59, 66 bis 92 der Kantonsverfassung betreffend die territoriale Organisation und die Institutionen (R21) waren sich in einem Punkt alle einig. Die Reform ist überfällig. Aber inhaltlich ist man sich natürlich nicht einig.

«Eine Königsetappe»

«Das Wallis plant seine Zukunft», wagte CSPO-Fraktions-sprecher Diego Clausen starke Worte. Er bezeichnet es als ehrgeiziges Projekt: «Aber wo bleibt das Oberwallis? Es müsse Garantien geben, die auf sprachliche und regionale Minderheiten Rücksicht nähmen.

Gaël Bourgeois (Linksallianz) betont, dass niemand die sprachlichen Minderheiten nicht schützen wolle, aber wenn schon, so brauche es den Schutz aller Minderheiten. Die sprachliche Minderheit habe nicht mehr Gewicht als die einer Partei oder etwa der Frauen. Jérôme Buttet (CVP Mittelwallis) nannte die aufgegleiste Reform «eine Königsetappe». Er begrüßte den Bericht ebenfalls. Er sieht sehr viele gute Ansätze, glaubt aber nicht, dass auch alles so im Parlament durchkommen wird. Zu diesem Zeitpunkt des Verfahrens müsse man aber tabulos an die Sache rangehen.

Auch Franz Ruppen (SVPO) sprach von einer notwendigen Reform. Es müsse modernisiert werden. Auch er ist für den Schutz sprachlicher Minderheiten, aber der Zeitpunkt sei zu diskutieren. Man



Aufmerksame Zuhörer. Alt Staatsrat Thomas Burgener, Präsident der R21-Kommission, und alt Jugendrichter André Karlen, Fachexperte R21, verfolgten die Debatten auf der Zuschauertribüne und waren zufrieden.

FOTO WB

steht einer freiwilligen Zusammenarbeit der Gemeinden positiv gegenüber, wehrt sich aber gegen die Abschaffung der Urversammlung in Gemeinden mit mehr als 5000 Einwohnern. Man will auch keine Verlängerung der Mandatsdauer für Gemeinderäte auf fünf Jahre. Zentrales Element bleibt für die SVPO die Reform der Wahlkreise für die Grossratswahlen. Die SVPO ist aber für sieben Staatsräte, will aber den Proporz statt den Majorz.

Christophe Claivaz (FDP/Liberale) glaubt, dass die Geschichtsbücher den Dienstag, 10. September 2013, eines Tages besonders erwähnen werden. Er sieht mehrere Vorschläge seiner Fraktion im Bericht der Kommission. Die «Partei der Reformen» freue sich darüber. Im Detail wollte er nicht auf die Vorschläge eingehen, denn man wolle nicht vorzeitig Tü-

ren schliessen. Die FDP/Liberale wollen aber nur eine Regierung mit fünf Staatsräten. Man ist auch gegen einen Proporz bei den Staatsratswahlen. Man wird die angefangenen Reformen «begeistert unterstützen».

Was man von Bern fordert, gilt auch für Sitten

Beat Rieder, CVPO, erinnert, dass die Zukunft des Wallis auf dem Spiel stehe und nicht die Einzelinteressen einer Partei oder die Ideen einer Reformkommission. Er bedauert auch, dass man nicht beim Fundament, sondern beim Dach beginnt. Man müsste vorerst die Grundlage des Staatswesens erarbeiten und sich erst dann auf die Details stürzen. Er warf der Kommission «politisches Kalkül und Unachtsamkeit» vor. Er mahnte auch, dass das Oberwallis weiter verlieren und sich grosse Teile der Berggebiete ent-

völkern werden. Das sind für die CVPO die wahren Minderheiten. Und diese, so Rieder, müsse man schützen. Was man von Bern immer fordere, müsse auch für Sitten gelten. David Théoduloz (CVP Mittelwallis) setzte sich für die Präfekten ein. Er will keine Abschaffung der Präfekten, sondern eine Revision der Aufgaben. Auch Jean-Luc Addor (SVPU) will, dass sich im Kanton etwas ändert. Das Parlament habe eine grosse Chance. Er will die Bezirke abschaffen und ebenfalls andere Aufgaben für die Präfekten. Man sei bestrebt, ein Gesamtpaket dem Volk zu unterbreiten. Da müsse man aber Prioritäten setzen. Eine davon sei die Reform der Wahlkreise.

Marylène Volpi Fournier (Grüne) kritisierte, dass man nicht in der Arbeitsgruppe Einsitz nehmen konnte. Denn die Minderheiten seien ja dem Par-

lament sehr wichtig... Auch sie ist natürlich für Eintreten, aber macht doch einige kritische Anmerkungen. Für Doris Schmidhalter-Näfen (Linksallianz) geht es noch nicht um die Wertung der Vorschläge, sondern rein um die Zweckmässigkeit: «Die Zeit für eine Revision ist gekommen. Das Feld ist weit, das Wallis hat sich verändert. Die Frage der sprachlichen Minderheiten hat man in der Kommission knapp abgelehnt. Dieser Forderung muss nachgelebt werden.»

Mit 119 Ja-Stimmen (ohne Nein und ohne Enthaltungen) war die Zweckmässigkeit unbestritten. Die Vernehmlassung zur R21 beginnt bereits im kommenden Oktober. Im September 2014 ist die erste Lesung geplant, die zweite Lesung dann im Dezember 2014. 2015 wird dann das Volk an der Reihe sein. hbi

«Jede Stimme zählt» | Eintreten unbestritten. Stimmt man am Donnerstag für einen Gegenvorschlag?

FDP/Liberale als Schiedsrichter

SITTEN | Das Parlament ist auf die Initiative «Jede Stimme zählt» eingetreten. Am Donnerstag wird man sie in der Lesung ablehnen – und vielleicht einen Gegenvorschlag annehmen.

Wie heftig und kontrovers die Debatten bei der R21 verlaufen werden, zeigte sich bei der Initiative «Jede Stimme zählt». Die CVP-Frakturen gingen mit den Initianten hart ins Gericht. Laurent Leger (CVP Unterwallis) sprach von einer Salamitaktik. Für German Gruber (CSPO) wäre das System zu kompliziert. Das sei nicht im Sinne der Walliser Bevölkerung. Die bevölkerungsstarken Bezirke würden so den kleinen Bezirken ihre Kandidaten aufzwingen. Es könne nicht sein, wenn jemand A wähle, aber B die Stimme erhalte. Es mache auch keinen Sinn, innerhalb zweier Jahre über das Gleiche abstimmen zu lassen.

Das Ziel der Initiative «Jede Stimme zählt» diene dem

Schutz der Minderheiten. Die heutigen Wahlkreise seien Vergangenheit. In den kleinen Wahlbezirken würden heute sowjetische Verhältnisse herrschen, hielt dem Jean-Luc Addor (SVPU) gegenüber. Man würde mit der Initiative den Handlungsspielraum für R21 nicht einschränken. Für David Théoduloz (CVP Mittelwallis) ist die R21 das vorrangige Projekt: «Wir können die Initiative nicht zulassen, weil sie nur einen Punkt der R21 betrifft.» Auch für Philipp Matthias Bregy (CVPO) kommt die Initiative zum «völlig falschen Zeitpunkt und ist falsch formuliert». Denkbar wäre, dass eine Partei mit den wenigsten Stimmen in einem Bezirk gewählt wird: «Im Goms könnte ein Grüner und Wolfsbefürworter mit den wenigsten Stimmen gewählt werden. Stellen Sie sich das einmal vor. Der Bürger an der Urne weiss nicht mehr, für wen er seine Stimme abgibt.» Die Zersplitterung der politischen Kräfte, warnte Bregy, könnte

zu italienischen Verhältnissen führen...

FDP/Liberale wollen einen Kompromiss

Spannend wurde es bei der Wortmeldung von Christophe Claivaz (FDP/Liberale). Man habe in der Fraktion lange über die Initiative debattiert, lehne sie aber ab. Diese würde neue Disparitäten schaffen. Man sei auch klar für die Abschaffung der Wahlbezirke, das wolle die Initiative aber nicht. Es brauche Wahlkreise mit mindestens zehn Mandaten. Die letzten Wahlen hätten im Übrigen gezeigt, dass die CVP die Mehrheit verloren habe und kleine Parteien hinzugewinnen würden. Das Parlament würde viel an Glaubwürdigkeit verlieren, wenn das Volk innert kurzer Zeit zweimal abstimmen müsste. Er forderte deshalb einen Gegenvorschlag, den die Kommission Institution und Familie ausarbeiten soll. Franz Ruppen (SVPO) will ein Proporzverfahren, das diesen Namen verdient.

German Eyer (Linksallianz) bekräftigte, dass man an der Initiative festhalte. Die Initiative entspreche der Kantonsverfassung. Dass die CVP gegen die Initiative sei, überrasche nicht. Sie umzustimmen, so Eyer, wäre aber «Wasser in den Rotten getragen». Einen Gegenvorschlag der Kommission könne man aber diskutieren. Auch Jean-Luc Addor (SVPU) könnte mit einem Gegenvorschlag durchaus leben. Kommissionspräsidentin Doris Schmidhalter-Näfen (Linksallianz) betonte, dass man in der Kommission nicht über einen Gegenvorschlag diskutiert habe. Wenn das Parlament das wolle, werde man sich selbstverständlich an die Arbeit machen. Da Eintreten nicht bestritten war, wird man sich am Donnerstag nochmals mit der Initiative befassen. Dort wird diese aufgrund der gestrigen Debatten aber klar abgelehnt werden. Spannend wird es dann, wenn es um die Ausarbeitung eines Gegenvorschlags geht. Die entscheiden-

de Frage ist, ob SVP, Linksallianz, Grüne und FDP/Liberale geschlossen zustimmen. Gemeinsam haben sie ja die Mehrheit.

Für den Staatsratspräsidenten Tornay ist klar: «R21 muss einziger Kapitän bleiben. Die Initiative «Jede Stimme zählt» drückt uns in einen Tunnel. Wenn sie vor das Volk kommt, dann werden wir einen Teil von R21 bereits nicht mehr haben. Jeder muss sich die Frage stellen, ob das der richtige Zeitpunkt ist.» Wenn man jetzt zur R21, der Initiative «Jede Stimme zählt» und dem hängigen Bundesgerichtsentscheid betreffend Verteilung der Grossratsmandate auch noch einen Gegenvorschlag ausarbeite, dann wecke man Zweifel, warnte Tornay: «Wenn man alles zum Scheitern bringen will, dann soll man diesen Weg gehen.»

Gibts keinen Gegenvorschlag und keinen Rückzug der Initiative, wird die Abstimmung nicht 2013 stattfinden. Frühester Abstimmungstermin wäre dann der 9. Februar 2014. hbi

6 GRAND CONSEIL

EPFL Le Haut-Valais craint que le développement ne se fasse à son détriment.

Un «oui» au campus avec de forts relents régionalistes

JEAN-YVES GABBUD

Le Grand Conseil a accepté hier d'entrer en matière sur le crédit cadre permettant de lancer le projet de campus EPFL, par 108 voix contre 11. L'opposition provient des rangs des chrétiens-sociaux du Haut, les jaunes.

Pour mémoire, les investissements nécessaires à l'établissement des chaires de l'EPFL en Valais s'éleveront à 398 millions de francs, dont 250 millions devront être supportés par le canton. Les charges de fonctionnement annuelles se monteront, à moyen terme, à 25,6 millions, dont 14 millions à la charge de l'Etat du Valais.

Une peur jaune

Les jaunes ont peur. Ils l'ont dit par la voix de Cornelius Imboden. L'investissement de 250 millions est difficile à avaler dans leurs rangs, surtout que les montants seront investis «dans une région déjà prospère». Pour eux, en engageant autant d'argent sur un seul projet, le Valais «mise tout sur un seul coup», dans un véritable coup de poker. De plus, les coûts de fonctionnement annuels devront être pris sur le budget annuel de l'Etat, «alors que nous allons vers des années de vaches maigres».

Cornelius Imboden et ses collègues craignent également que le campus séduisant soit un concurrent pour le futur parc d'innovation du Haut-Valais.

Si l'UDC du Haut n'a pas refusé l'entrée en matière, le groupe partage les doutes des chrétiens-sociaux sur le financement du projet. Il n'est pas opportun à ses yeux que tous les investissements soient engagés dans une seule région. «Nous n'aurons pas la même chose dans le Haut», a lancé Patrick Hildbrand.

Dans les rangs du PDC du Bas, si Marianne Maret souligne «la magnifique opportunité» que représente le projet, elle dit avoir l'impression de se trouver devant un fait accompli, que tout a déjà été décidé. Les élus du Bas



Le soleil ne se lèvera que sur Sion avec le projet de campus, craignent les Haut-Valaisiens. DR

souhaiteraient aussi que le pôle hydroélectrique du campus soit délocalisé dans leur région.

Formation pour le personnel soignant

Patrick Hildbrand (UDC) conteste également la création d'un pôle santé sur le site de l'hôpital de Sion. Selon lui, comme pour le PDC du Haut d'ailleurs, pour pallier le manque de personnel de la santé, il faut offrir une formation de type ES pour le personnel soignant en Valais, comme cela se fait en Suisse alémanique.

De l'enthousiasme

La plupart des groupes francophones se montrent plus enthousiastes. «Comment ne pas dire oui à ce projet?», se demande Sidney Kamerzin (PDC du Centre). Comme le Vert Christophe Clivaz, il constate toutefois que l'arrangement financier conclu avec l'EPFL est très favorable à l'école vaudoise.

Dans les rangs de l'Alliance de gauche, Michelle Grandjean Böhm est enthousiaste. «Avec le projet de campus, le Valais se trouve face à un défi», comme jadis il l'a été lorsqu'il s'est agi de construire barrages et tunnels. Elle souligne le fait que l'école d'ingénieur n'a pas aujourd'hui la masse critique nécessaire à assurer son avenir et que le projet de campus EPFL permettra de l'atteindre.

«Ce projet montre une image dynamique d'un canton qui prend en main sa destinée», déclare Julien Dubuis (PLR), qui insiste sur le fait que l'EPFL sera active dans les secteurs à haute valeur ajoutée qui généreront aussi, à terme, des entrées fiscales.

Pour Bruno Perroud (UDC), «il est vital de diversifier le tissu économique» d'un canton qui «s'approche d'une zone de turbulence de force 5». Reste à savoir si le Valais arrivera à financer un tel investissement. Il estime que le privé n'est pas assez impliqué.

Les explications

Le président de la commission en charge de ce dossier, Joachim Rausis, déclare que «l'arrivée de l'EPFL en Valais est un bond en avant pour notre canton.»

Il rappelle que le point fort de ce projet est sa situation concentrée sur un site unique et le lien tissé avec la HES, «c'est ce qui a incité l'EPFL à accepter les sollicitations valaisannes».

Joachim Rausis a rappelé qu'aucun étudiant ne commencera son cursus en Valais. Seuls des professeurs et des chercheurs viendront travailler à Sion sur le campus.

De son côté, le conseiller d'Etat Jean-Michel Cina déclare que «le but de ce projet est de garder nos talents en Valais; un canton qui perd ses talents s'appauvrit.»

Il minimise les montants engagés, en rappelant que l'investissement ne se fera pas en une seule fois, mais s'étalera sur plusieurs années, par étapes successives. ○



Le but de la loi est d'apporter plus de sécurité aux clients. DR

SÉCURITÉ

Une nouvelle loi pour les guides et les profs de ski

Le Grand Conseil a accepté hier d'entrer en matière sur la nouvelle loi «sur l'exercice des professions de guide montagne, de professeur de sports de neige et d'accompagnateur en montagne, ainsi que sur l'offre commerciale d'activités sportives nécessitant des exigences élevées en matière de sécurité», par 86 oui et 15 non.

La révision de la législation cantonale a été rendue nécessaire par l'introduction, au 1er janvier 2014, d'une nouvelle loi fédérale. Les changements sont peu importants.

Le PLR, par Philippe Nantermod, ne veut pas de cette loi valaisanne. Il estime que la législation fédérale suffit. Il n'a pas été suivi.

Dans son projet de loi, le Conseil d'Etat va plus loin que ce qui est prévu au niveau national. Il inclut les professeurs de sports de neige sur le domaine skiable

et les accompagnateurs de randonnée. Le député Eric Jacquod (UDC) estime que le canton aurait dû se contenter du minimum et ne pas étendre la loi à des professions supplémentaires. Le président de la commission en charge de ce dossier, Stefan Zurbriggen, rétorque que la loi valaisanne actuelle concerne déjà ces deux professions. Le conseiller d'Etat Jean-Michel Cina estime que «les accompagnateurs ont aussi une responsabilité au niveau de la sécurité et doivent être assurés», ce que leur impose la loi. En ce qui concerne les professeurs de ski, le ministre déclare que «si un Suisse veut donner un cours de ski en France ou en Autriche, il est soumis à des règles strictes», alors que sans loi valaisanne, Français et Autrichiens ne le seraient pas chez nous.

L'examen de détail de ce projet de loi aura lieu aujourd'hui. ○ JYG

SOUTIEN À L'AGRICULTURE

Un premier «oui» unanime

Le Parlement valaisan a accepté hier à l'unanimité (101 oui) moins une abstention le crédit cadre de 11 millions en faveur de l'agriculture. Ce montant, qui sera engagé entre 2014 et 2017, doit permettre au canton de lancer les projets nécessaires aux agriculteurs pour obtenir le maximum de paiements directs dans le cadre de la nouvelle politique agricole fédérale. Stéphanie Favre (PLR) commente: «Les subventions ne vont pas tomber du ciel, comme par le passé. Il faudra aller les chercher.»

Plusieurs groupes ont soutenu le crédit, tout en contestant la politique mise en place par la Confédération.

Bruno Moulin (PDC du Bas) déplore que la politique fédérale actuelle veut transformer les agriculteurs en paysagistes. Toutefois, il constate que les autorités cantonales n'ont pas le choix et doivent s'engager à soutenir les projets voulus par la Confédération.

Roger Ecoeur (UDC) estime que la Confédération «n'en a que pour la biodiversité et l'écologie».

De son côté, la Verte Marylène Volpi-Fournier applaudit la politique agricole fédérale qui met sur pied d'égalité la production et la protection de l'environnement, un respect de la nature rendu d'autant plus nécessaire que les scandales alimentaires se multiplient.

L'écologiste déplore, par contre, que des changements interviennent tous les quatre ans dans la politique agricole fédérale, ce qui complique la vie des agriculteurs. ○ JYG

VITICULTURE

La réforme du blocage-financement avance

Personne ne s'est opposé hier au Grand Conseil à l'entrée en matière sur la modification du décret sur le blocage-financement. Ce système permet aux encaveurs, grâce à la garantie de l'Etat, d'obtenir des crédits bancaires pour payer les fournisseurs de vendange. En 2012, aucun encaveur n'avait utilisé cette possibilité. La réforme discutée durant cette session parlementaire vise une simplification du système.

A l'avenir, les documents nécessaires sont les mêmes que ceux exigés par les banques, déclare Pierrot Vuistiner (PLR). Malgré tout, Bruno Clivaz (PDC du centre) doute que la situation soit différente à l'avenir. Pascal Nigro (PDC du Bas) doute même de l'utilité du système lui-même, sans s'y opposer pour autant. ○ JYG

AFFAIRE BETTSCHART Le Bureau du Parlement en réunion extraordinaire.

Bisbille sur l'urgence parlementaire

L'Alliance de gauche, le PLR et l'UDC n'ont pas apprécié que le PDC refuse que soient traités en urgence vendredi toute une série de dossiers, dont celui, sensible, de l'affaire Bettschart.

De leur côté, les représentants du PDC au Bureau ont voulu appliquer strictement le règlement en matière d'urgence. La seule interpellation urgente acceptée par le Bureau porte pour titre: «Système de vote électronique genevois, sécurité du vote en péril?»

Motion d'ordre

Hier matin, l'UDC a déposé une motion d'ordre pour modifier le programme de la séance

de vendredi. La présidente du Grand Conseil, Marcelle Monnet-Terrettaz a estimé que cette demande était irrecevable. Son collègue de parti, le socialiste Jean-Henri Dumont a, par contre, vivement soutenu la démarche de l'UDC. En vain.

Le chef du groupe PLR, Christophe Clivaz, a alors exigé une réunion extraordinaire du Bureau du Grand Conseil. Une requête acceptée pour ce jeudi matin.

Une question de majorité

Le PLR, l'ADG et l'UDC veulent tous trois que plusieurs demandes d'urgence, dont le dos-

sier du RSV, soient traitées en urgence durant cette session.

Si ces trois groupes disposent ensemble de la majorité absolue au Grand Conseil, ils ne l'ont pas au Bureau de ce même Parlement, instance qui décide de l'ordre du jour des séances.

Le Bureau est composé de tous les chefs de groupes et de la présidence. Il y a quatre groupes de la famille C (PDC du Haut, du Bas, du Centre et les chrétiens-sociaux du Haut) et quatre autres (PLR, UDC du Bas, UDC du Haut et ADG). A la présidence siègent actuellement une présidente socialiste et deux vice-présidents PDC. Le PDC dispose

donc de six voix contre cinq. Cette majorité démocrate-chrétienne au Bureau se maintiendra pendant deux ans.

Changement demandé

Cette prédominance PDC au Bureau n'est pas du goût du groupe PLR. Ce dernier a déposé en mai dernier, par l'intermédiaire de Philippe Nantermod, un postulat demandant une modification du règlement du Grand Conseil, pour que les voix soient «distribuées au prorata de la force réelle des partis» au Bureau. Ce postulat est au programme de la session de ce vendredi. ○ JYG (VOIR EN PAGE 8)

GROSSRAT KOMPAKT

Weniger
Papierkrieg

Der Grosse Rat hat am 13. Dezember 2012 das Dekret «Wiedereinführung der Blockierung-Finanzierung im Weinbau» angenommen. Bis Ende Januar 2013 war jedoch kein einziges Bürgerschaftsgesuch eingegangen. In der Folge nahm der Grosse Rat am 11. Juni 2013 eine dringliche Motion an, welche eine Vereinfachung des Systems der «Blockierung-Finanzierung» im Walliser Weinbau forderte. Jetzt soll es administrative Vereinfachungen geben. Die Blockierung-Finanzierung kann sich für jeden Einkellerer neu nicht mehr bloss auf 40, sondern auf 50 Prozent der Weinbestände erstrecken. Die Frist für das Einreichen der Dokumente bei der CCF AG beträgt nun zwei Monate ab Inkrafttreten des (abgeänderten) Dekrets. Im letzten Jahr betrug diese Frist nur einen Monat. Es werden dieselben Dokumente verlangt wie bei einem Bankkredit. Es wird eine Bürgschaft in der Höhe von maximal 30 Millionen Franken beschlossen.

Geld für die
Landwirtschaft

2012 wurden 107 Millionen Franken Direktzahlungen an Walliser Landwirte ausbezahlt. Gemäss derzeitigen Schätzungen stehen bei der Direktzahlungsreform für die Walliser Landwirte in den nächsten vier Jahren 33 Millionen Franken pro Jahr auf dem Spiel. Die AP 2014–17 unterstützt schwierige Produktionsbedingungen, Alpwiden, Biodiversität und Landschaftsqualität stärker. Ein Teil der Direktzahlungen wird jedoch nicht mehr automatisch je nach Förderfläche ausbezahlt, sondern aufgrund von neuen kollektiven Projekten, die entwickelt und in den meisten Fällen zu 10 Prozent vom Kanton mitfinanziert werden. Diese neuen Programme entsprechen den Zielen der kantonalen Agrarpolitik. Der Grosse Rat stimmte dem Entwurf für einen Verpflichtungskredit in Höhe von 12,5 Millionen Franken für den kantonalen Aktionsplan im Zusammenhang mit den Direktzahlungen der eidgenössischen Agrarpolitik 2014–2017 zu. Der Beschluss wurde mit 101 Ja, einer Enthaltung und ohne Gegenstimme angenommen.

HEUTE IM GROSSRAT

Heute Donnerstag (ab 9.00 Uhr Kanal9) stehen die Volksinitiative «Jede Stimme zählt», die Lesung zum Beschluss über die Schaffung des universitären Campus in Sitten, die ersten Lesungen betreffend die Änderung des dringlichen Dekrets über die Blockierung-Finanzierung im Weinbau und des Gesetzes über Ausübung der Bergführer-, Schneesportlehrer- und Wanderleiterberufe auf dem Programm – und rund drei Dutzend Motionen, Postulate und Interpellationen...

Grosser Rat | Viele Fragen zum Campus Valais Wallis, aber im Parlament nicht umstritten

«Wir müssten verrückt sein»

SITTEN | Die Eintretensdebatte zum ETH-Campus Valais Wallis zeigte, dass im Parlament viele Ängste und Bedenken bestehen. Infrage stellte das Projekt aber nur die CSPO.

In der Debatte über den Beschluss über die Schaffung des universitären Campus in Sitten, einen Objektkredit für den Standort Sitten (30 Millionen Franken) und die Implementierung von industriellen Pilotanlagen in Monthey und Visp (12 Millionen Franken) und über einen dafür vorgesehenen Rahmenkredit von 256 Millionen Franken war von einer grossen Zukunftschance für die Walliser Jugend oder gar von einem historischen Ereignis die Rede. Auch davon, dass die guten Köpfe mit dem Campus im Wallis bleiben würden. Einig war man sich aber auch, dass das Projekt bei allen Chancen auch viele Risiken birgt. Das sind die Finanzen, aber auch die Konzentration auf den Standort Sitten.

CSPO will Rückweisung

Für Cornelius Imboden (CSPO) gibt es (zu) viele Unklarheiten und offene Fragen. 250 Millionen Franken seien sehr hohe Investitionen: «Dass man mehr als 40 Millionen Franken aus dem Infrastrukturfonds nimmt, ist überraschend, weil das Geld für Projekte in der Energie oder etwa den Ausbau der NEAT vorgesehen ist. Der Staatsrat pokert zu hoch, auch weil sich die finanzielle Lage des Kantons verschlechtern soll.» Es gibt auch bildungspolitische Fragen. Spätestens 2018 soll der Bildungsstand Oberwallis für Pflegeberufe ausgebaut werden. Imboden fordert auch Garantien für den Innovationspark in Raron. Er verlangt die Rückweisung beider Traktanden. Marianne Maret (CVP Un-

terwallis) hingegen meinte, «dass man verrückt sein müsste, wenn man gegen das Projekt sei». Es bringe eine grosse Wertschöpfung für den ganzen Kanton. Sie will auch gewisse Objekte auslagern, beispielsweise die Wasserkraft im Unterwallis.

Patrick Hildbrand (SVPO) fragte, ob man sich nicht in einer Traumwelt befinde. Auch er sprach an, dass leider alles in Sitten konzentriert wird. Beispielsweise auch in der Pflegeausbildung, wo im Oberwallis eine Höhere Fachschule angeboten werden soll. Sidney Kamerzin (CVP Mittelwallis) macht sich Sorgen über den Zusammenhalt des

Kantons und darüber, dass andere Schulen hinten anstehen müssen. Niklaus Furger (CVPO) lobte natürlich das Projekt mit der Lonza Visp. Andere Projekte dürfen aber nicht vernachlässigt werden.

Für Christophe Clivaz (Grüne) können sich die Walliser nur freuen. Auch er will aber genau hinschauen, dass die finanziellen Belastungen nicht auf Kosten der obligatorischen Schule gehen. Der Rückweisungsantrag der CSPO wurde mit 108 Ja-Stimmen, elf Gegenstimmen und ohne Enthaltung abgelehnt – und Eintreten beschlossen. **hbi**



Chancenlos. Cornelius Imboden (rechts) und die CSPO forderten vergeblich eine Rückweisung der Traktanden betreffend den Campus Valais Wallis.

FOTO WB

Investitionen von 356 Millionen

In die Schaffung eines Universitätscampus will man in mehreren Etappen 356 Millionen Franken investieren. 250 Millionen Franken gehen zulasten des Kantons Wallis. Diese Investitionen werden voraussichtlich Folgekosten für den Betrieb zulasten des Kantons in der Höhe von elf Millionen Franken jährlich während der ersten sieben Jahre und von 14 Millionen Franken ab dem 8. Betriebsjahr verursachen. Der Universitätscampus in Sitten wird von der EPFL Valais Wallis, der HES-SO Valais Wallis und den Infrastrukturen zur Beherbergung von Unternehmen gebildet.

Der Teil EPFL Valais Wallis wird elf Lehrstühle umfassen, von denen sieben vom Kanton Wallis geschaffen und finanziert werden. Sieben Lehrstühle entstehen im Bereich Energie, ein Lehrstuhl im Bereich Biotechnologien und drei im Bereich Gesundheit (Bioengineering). Langfristig gesehen werden rund 150 Forschende der EPFL im Wallis arbeiten. Die HES-SO Valais Wallis wird die Hochschule für Ingenieurwissenschaften und die Hochschule für Gesundheit auf dem neuen Campus ansiedeln.

Campus Valais Wallis | Cina weist Ängste im Oberwallis als unbegründet zurück

«Keine Konkurrenz für Raron»

SITTEN | Im Oberwallis sind die Bedenken betreffend des Campus' gross. Staatsrat Cina wies die Ängste gestern als unbegründet zurück.

Der Campus Valais Wallis sei keine Konkurrenz zum Innovationspark Raron, betonte Cina: «Im Gegenteil. Der Innovationspark Raron kann vom Campus nur profitieren. Für eine Konkurrenz sind die Projekte zu unterschiedlich. Wir unterstützen natürlich auch Raron. Es hat aber nur eine Chance, wenn es im Wallis auch eine ETH gibt.» In weiser Voraussicht, so Cina, hätte der Innovationspark als Sitz ja Sitten gewählt...

In seiner fast halbstündigen Replik auf die Voten des Parlaments bestätigte Cina auch, dass die Option einer Höheren Fachschule für Pflege im Oberwallis bestehe. Aber es gebe noch viele offene Fragen beispielsweise der Neubau eines Spitals im Oberwallis.

Wer aber gegen den Rahmenkredit sei, der setze auch das Bio-Projekt in Visp auf

Spiel, warnte Jean-Michel Cina. Er betonte, dass der Campus mehr als nur eine Bildungsplattform sein wird. Es werde auch eine intensive Zusammenarbeit mit der Wirtschaft geben. «Denn unsere Talente sollen im Wallis bleiben. Eine Region, die ihre Talente verliert, ist eine arme Region», meinte Cina. Denn die Unternehmen würden da hingehen, wo sich die Talente befänden. Es sei deshalb unbedingt wichtig, Ausbildung, Forschung und Ansiedlung neuer Unternehmen in Einklang zu bringen. Cina zeigte sich überzeugt, dass die grossen Investitionen Geld bringen werden. Das brauche aber Zeit.

Das Projekt laufe ja über mehrere Jahre. Jedes Einzelprojekt werde vor das Parlament kommen. Er verstehe die Ängste der abgelegeneren Regionen. Diese seien aber unbegründet. Man setze sich für den ganzen Kanton ein. Natürlich brauche es Mut und Kühnheit.

Das Projekt erfordere auch Diskussionen. Freilich müsse man auch wachsam



Plädoyer für den Campus. Staatsrat Jean-Michel Cina wehrte sich gegen die Kritik aus dem Parlament.

FOTO WB

sein, etwa was die Einhaltung der Kredite betreffe. Man dürfe jedoch nicht vergessen, dass das Geld über mehrere Jahre investiert werde. Das Fussballstadion in Zürich habe 216 Millionen Franken gekostet. Der Campus koste nicht viel mehr, sei aber sicher eine bessere Investition. «Für einen Kanton, der sich auf die Zukunft vorbereitet, ist das natürlich viel

Geld, aber gut investiertes Geld. Der Investitionsfonds wird nicht geleert», präzisierte Cina. Er habe volles Vertrauen in Finanzminister Tornay... Gelder in Infrastrukturen seien wichtig, aber wenn die klugen Köpfe weggehen würden, bräuhete man keine gute Infrastruktur: «Investieren wir doch das Geld in die Köpfe – und nicht in Beton.» **hbi**

Gesetz
über Risiko-
sportarten

Das Bundesgesetz über das Bergführerwesen und Anbieten weiterer Risikoaktivitäten vom 17. Dezember 2010 und die dazugehörige Verordnung vom 30. November 2012 treten am 1. Januar 2014 in Kraft. Aufgrund der Einführung dieser neuen Bundesgesetzgebung muss das Walliser Gesetz über die Ausübung der Bergführer-, Schneesportlehrer- und Wanderleiterberufe sowie das gewerbmässige Anbieten von Sportaktivitäten mit erhöhten Sicherheitsanforderungen geändert werden.

Der Staatsrat will eine kantonale Gesetzgebung für Aktivitäten, die nicht im Bundesgesetz stehen, beibehalten. Das neue Gesetz hat den Titel «Gesetz über das Bergführerwesen und Anbieten weiterer Risikoaktivitäten» und übernimmt damit die Bezeichnung der Bundesgesetzgebung. Die Änderungen haben für den Kanton keine finanziellen Folgen.

Die FDP/Liberale forderte, im Sinne eines «Gesetzesabbaus» gleich ganz auf das kantonale Gesetz zu verzichten. Mit 86 zu 15 wurde Eintreten beschlossen. **hbi**

6 GRAND CONSEIL

INITIATIVE «CHAQUE VOIX COMPTE»

Un contre-projet sera élaboré

JEAN-YVES GABBUD

Le Grand Conseil proposera au peuple de refuser l'initiative «Chaque voix compte», lancée par tous les partis de gauche et l'UDC. Hier, le Parlement s'est prononcé contre l'initiative par 83 voix contre 40. Par contre, le Parlement a demandé qu'un contre-projet soit élaboré et soumis au peuple en même temps que l'initiative. Cette idée de contre-projet a été acceptée par 68 voix contre 46 et 15 abstentions (provenant des rangs du PDC).

L'idée du PLR

On rappellera que l'initiative «Chaque voix compte» vise à modifier le système d'élection au Grand Conseil, en instaurant une double proportionnelle, les voix étant réparties, dans un premier temps, entre les partis au niveau des régions constitutionnelles du canton, avant d'être réparties entre les districts.

Le PDC a combattu ce système. Pour Philipp Matthias Bregy (PDC du Haut), l'initiative «n'apporte pas plus de démocratie, c'est juste de la politique partisane». Le député UDC Jean-Luc Addor ne le contredit pas totalement en reconnaissant que l'UDC argovienne est contre le système soutenu par l'UDC en Valais, parce que ce parti est majoritaire en Argovie.

Le PLR n'a pas soutenu l'initiative. Par contre, il a demandé, avec succès, que la commission des institutions élabore un contre-projet. Cette idée a été soutenue par l'ADG, l'UDC et les



L'initiative «Chaque voix compte» vise à modifier le système d'élection au Grand Conseil, en instaurant une double proportionnelle. DASSELBORNE

Verts. Lors du débat, Jean-Luc Addor a lancé un petit clin d'œil à ses collègues PDC... en rappelant que la famille C est majoritaire au sein de la commission chargée de rédiger ce contre-projet.

Une vision globale au PDC

Malgré tout, la famille C s'oppose à cette idée.

David Théoduloz explique que les démocrates-chrétiens souhaitent une révision plus large, celle qui a été mise en route avec le projet Réforme des institutions R21. Le PDC craint que le peuple ne s'y retrouve pas, puisqu'il devra se prononcer sur une initiative, sur un contre-projet et sur la réforme R21. Le conseiller d'Etat Maurice Tornay

estime, lui aussi, qu'il faut suivre une seule ligne, celle de R21. De son côté, Laurent Léger (PDC du Bas) tient à mettre les choses au point face à ceux qui laissent entendre que le PDC veut bloquer la réforme: «D'où est venu le vent du changement? Du conseiller d'Etat Maurice Tornay. C'est lui qui a lancé le projet de réforme des institutions R21.»



ORDRE DU JOUR

Les urgences en novembre

Le Bureau du Grand Conseil n'est pas revenu en arrière après sa réunion extraordinaire de jeudi matin. Une seule urgence sera traitée vendredi matin. Tous les autres textes, dont celui concernant l'affaire Bettchart, ne figureront pas à l'ordre du jour de cette session. «Ils seront traités, de manière tout à fait exceptionnelle, lors de la session de novembre», a annoncé la présidente du Grand Conseil, Marcelle Monnet-Terretaz, en ouverture de séance jeudi matin.

DÉPARTEMENTS

Le choix remis en question

Le Grand Conseil a accepté, par 73 oui, 51 non et 2 abstentions, le postulat de la commission de gestion qui demande d'analyser le système d'organisation des départements. Faut-il se poser la question de la liberté laissée ou non au Conseil d'Etat d'organiser tous les quatre ans les départements et les services. «Est-ce que ce sont les institutions qui doivent s'adapter aux conseillers d'Etat ou les conseillers d'Etat qui doivent s'adapter aux institutions?»

SÉCURITÉ

La loi sur les guides acceptée

La loi sur l'exercice des professions de guide montagne, de professeur de sports de neige et d'accompagnateur en montagne a été adoptée hier, par 100 oui contre 13 non. Seule une partie des élus UDC ont dit non. La loi est acceptée définitivement, puisque le Parlement a aussi accepté de renoncer à une seconde lecture.

Lors de la lecture, le Grand Conseil a refusé de se contenter de la loi fédérale comme le proposait le PLR. Puis, il a refusé de limiter la portée de la loi cantonale. Il n'a pas voulu en exclure les professeurs de ski et les accompagnateurs de randonnées comme le suggérait l'UDC.

PROCUREUR

Plus qu'un candidat

Il n'y aura finalement qu'un seul candidat pour le poste de procureur. Il s'agit de Grégoire Comtesse, candidat officiel de la Commission de justice. La deuxième personne en lice, Sarah Salamin renonce. Elle a été sollicitée par l'Office fédéral des transports pour un poste à responsabilité.

IMPÔT À LA SOURCE

Pour imposer les frontaliers français

Le postulat du groupe PLR, par Philippe Nantermod, demandant de soumettre les frontaliers à l'impôt à la source n'a pas été combattu. Interpellé sur cette question par Edmond Perruchoud (UDC), le conseiller d'Etat Maurice Tornay a déclaré qu'actuellement l'imposition des frontaliers français travaillant en Valais est régie par un accord, dénonçable par chaque canton. Les frontaliers sont imposés là où ils résident, mais une rétrocession d'environ 5% est reversée au Valais. L'Etat du Valais a ainsi perçu des montants en hausse. Ils s'élevaient à 2,9 millions en 2008 et à 4,1 millions en 2012.

IMPÔTS

Des baisses évoquées

Le Grand Conseil a accepté plusieurs propositions de baisses fiscales. Toutefois, les motions déposées ont été transformées en postulats. De cette manière, d'impératifs, les textes déposés sont devenus des demandes d'analyses. Cette transformation a été demandée par le PDC pour avoir une vision globale des baisses fiscales pour les familles, célibataires et entreprises.

Parmi les postulats acceptés se trouve celui du PLR demandant une baisse de l'impôt sur le capital des sociétés. Malgré le combat de la gauche, ce postulat a été accepté par 96 oui contre 17 non et 1 abstention. Celui de Philippe Nantermod (PLR) et Jean-Luc Addor (UDC) demandant de défiscaliser les provisions constituées en vue d'un investissement a lui été accepté par 111 oui contre 1 non et 3 abstentions.

EN BREF

LE DRAPEAU D'OSKAR FREYSINGER

Pas d'exposition expiatoire

Il n'y aura pas d'exposition sur le Ile Reich allemand dans les écoles valaisannes.

La gauche haut-valaisanne, proposait de mettre sur pied une exposition itinérante sur l'histoire allemande. Le but? Rappeler que le drapeau impérial allemand, qui trône dans le bureau privé d'Oskar Freysinger, «sert aujourd'hui de signe de ralliement et de reconnaissance aux néonazis».

Yves Fournier (PLR) s'est opposé à cette idée en déclarant que le drapeau du Ile Reich «n'est clairement pas le drapeau nazi». De son côté, Eric Jacquod (UDC) s'est engagé dans un cours sur l'histoire des atrocités commises au nom du socialisme...

Le postulat a été refusé par 95 voix contre 12 et 5 abstentions.

DES JO EN VALAIS

Le Grand Conseil est «pour»

Le Grand Conseil valaisan veut qu'une étude sur l'organisation des Jeux olympiques en Valais soit menée. Il a accepté un postulat du PLR allant dans ce sens par 64 oui, 36 non et 14 abstentions. Les Verts et l'UDC se sont retrouvés dans le camp du non.

Interpellé par le PDC sur cette question, le conseiller d'Etat Oskar Freysinger estime que la Suisse ne pourrait avoir une chance pour organiser les Jeux qu'en 2030, voire 2034. Il se montre sceptique sur les chances de la Suisse d'être choisie. Mais, se pliant à la volonté du Parlement, il annonce que la HES mènera une étude sur ce sujet.

GENS DU VOYAGE

Trois places exigées

Le Grand Conseil a accepté tacitement un postulat du PDC du Bas, par Marianne Maret et Nicolas Voide, demandant que pour accueillir les gens du voyage, le canton fixe trois emplacements, un dans chaque région, au lieu de se contenter de la seule place de Martigny.

«Il n'est pas normal que seule la ville de Martigny amène une réponse en la matière», estiment les députés démocrates-chrétiens.

La députée Marianne Maret a également déclaré que la Ville de Martigny risque de supprimer sa place si rien n'est entrepris... Avant même qu'elle prenne la parole devant le Grand Conseil, l'UDC a annoncé à la presse que sa section octodurienne a justement déposé au Conseil général de Martigny un postulat demandant la fermeture de la place dédiée aux gens du voyage existant dans sa ville.

Le postulat du PDC n'a pas été combattu. Il est transmis au Conseil d'Etat pour traitement.

ET ENCORE...

Les chrétiens-sociaux du Haut ont demandé d'introduire une «interdiction de périmètre pour les requérants d'asile délinquants». Cette proposition a été acceptée par 66 voix contre 52 et 4 abstentions.

Le décret sur le blocage-financement a été accepté à l'unanimité avec 96 voix.

Le Grand Conseil a soutenu, tacitement, un appui du canton à la race d'Hérens.

Le Grand Conseil soutient la création d'un Conseil de la magistrature.

FORMATION ET RECHERCHE

Un grand oui au campus EPFL



Le crédit pour la première étape de réalisation, d'un montant de 42,5 millions, a été accepté. BITTEL/A

«Le campus Valais-Wallis», puisque c'est devenu jeudi matin son nom officiel, peut aller de l'avant. Le projet d'arrivée des chaires de l'EPFL à Sion a été accepté sans opposition par le Grand Conseil, par 93 oui et 21 abstentions, des abstentions provenant des rangs de la députation haut-valaisanne.

Le crédit pour la première étape de réalisation, d'un montant de 42,5 millions à charge du canton, a lui aussi été accepté par 104 voix et 16 abstentions. Cette somme comprend les travaux sur Sion, mais aussi la création de deux plateformes préindustrielles du BioArk, à Monthey et à Viège.

Durant les débats, les députés haut-valaisans (PDC du Haut, chrétiens-sociaux du Haut et UDC

du Haut) ont demandé d'ajouter au projet la création d'une formation supérieure bilingue en soins infirmiers dans le Haut-Valais, ce qui coûterait 6 millions. Cette idée a été refusée par 62 voix contre 45, après que le conseiller d'Etat Jean-Michel Cina a demandé de ne pas tout mélanger.

L'UDC a donc annoncé qu'il reviendrait sur cette proposition à travers une motion. «C'est la bonne solution. C'est une revendication tout à fait légitime», a déclaré Jean-Michel Cina... en espérant convaincre les élus du Haut de soutenir le campus.

Quant à la demande de l'implantation du pôle hydraulique dans le Bas-Valais, elle a été retirée par le PDC du Bas. JEAN-YVES GABBUD

GROSSRAT KOMPAKT

Die Änderung des dringlichen Dekrets über die Blockierung-Finanzierung im Walliser Weinbau und die Änderung des Gesetzes über die Ausübung der Bergführer-, Schneesportlehrer- und Wanderleiterberufe wurden jeweils in nur einer Lesung angenommen.

53 Motionen, Interpellationen und Postulate wurden gestern im Parlament behandelt. Das Parlament überfordert sich mit der Flut von Eingaben selber am meisten. Fast vier Stunden dauerten die Behandlungen. Wirklich gescheiter waren danach wohl nur wenige. Die Disziplin nahm stündlich massiv ab. Bei der letzten Abstimmung waren immerhin noch 104 von 130 Abgeordneten anwesend.

Die PLR-Fraktion forderte die Beschleunigung der Baubewilligungsverfahren. Die erste Beschwerde geht direkt ans Kantonsgericht und nicht mehr an den Staatsrat. Die Motion wurde mit 90 Nein gegen 31 Ja abgelehnt.

Chancenlos waren Postulate der Linksallianz für eine nachhaltige Landwirtschaftsproduktion im Zeichen der Bio-Landwirtschaft und die Schaffung mietgünstiger Wohnzonen.

Die Verordnung über Gemeindefusionen soll als Anreizkriterium die in der neuen Gemeinde erreichte Anzahl Einwohner vorsehen. Manfred Schmid (CVPO) bekämpfte das Postulat. Das Parlament stimmte mit 71 Ja gegen 47 Nein zu.

Die FDP/Liberalen wollen die Möglichkeit der Begleichung von Steuerschulden mit kulturellen Gütern einführen. Diese Möglichkeit gibt es in den meisten Westschweizer Kantonen (Waadt, Genf, Jura und Freiburg). Mit 78 Ja gegen 41 Nein (ausnahmslos aus den Reihen der bürgerlichen Oberwalliser Fraktionen) und einer Enthaltung wurde die Motion angenommen.

Ein Postulat der FDP/Liberalen-Fraktion für nachhaltige Olympische Spiele im Wallis wurde mit 64 Ja gegen 36 Nein und 14 Enthaltungen angenommen. Die Olympia-Chancen schätzt Staatsrat Freysinger als praktisch inexistent ein.

70 Personen wären im Wallis von der Initiative 1:12 betroffen. Sie alle verdienen mehr als eine halbe Million Franken jährlich. Je 7 Millionen Franken weniger an Steuereinnahmen würden in die Kassen von Kanton und Gemeinden fliessen. Die Sozialversicherungen müssten mit Ausfällen von fast sechs Millionen Franken rechnen.

hbi

GROSSRAT HEUTE

Heute (Kanal9 ab 9.00 Uhr) wird Grégoire Comtesse zum Staatsanwalt gewählt, da Sarah Salamin gestern ihre Kandidatur zurückzog. Weiter stehen erneut ein Dutzend Vorstösse und die Dringlichkeiten an.

Grosser Rat | Nein zur Initiative «Jede Stimme zählt» – Ja zu einem Gegenentwurf

Niederlage der CVP

SITTEN | Die erste Lesung zur Initiative «Jede Stimme zählt» war die Wiederholung der Debatte vom Dienstag. Neue Argumente gabs keine.

Und so war die Lesung etwa ähnlich spannend wie wenn man ein Fussballspiel in einer Aufzeichnung anschaut – und das Resultat bereits kennt. In der Detailberatung verlangte Franz Ruppen (SVPO) in einem Abänderungsantrag, dass das Parlament dem Volk die Initiative zur Annahme empfehlen soll. German Eyer (Linksallianz) verzichtete auf eine erneute Aufzählung der Argumente, «weil die CVP ohnehin nicht zu überzeugen sei». Er wiederholte aber, dass man dem Gegenvorschlag der FDP/Liberalen zuhanden der Kommission zustimmen werde. Jean-Luc Ador (SVPU), mit Eyer Co-Präsident des Initiativkomitees, wiederholte, dass das System des Doppelproporz bereits in anderen Kantonen gut funktioniert, beispielsweise auch in Zürich. «Sind die Walliser dümmer als die Zürcher?», fragte Ador. Das System sei nicht kompliziert, aber viel demokratischer als das jetzige. Die Initiative sei auch keine Revolution. Die Bezirke würden ja nicht abgeschafft. Eine Annahme würde den Spielraum der R21 keineswegs einschränken.

Die CVP-Fraktionen blieben ebenfalls auf ihrer Linie. Das Wallis könne man allerdings nicht mit Zürich vergleichen, merkte David Théoduloz (CVPM) an. Für Philipp Matthias Bregy (CVPO) stellt sich die Frage, ob man ein System einführen wolle, das zu kompliziert sei und zu einer Destabilisierung führen werde. Die Walliser, so Laurent Léger (CVPU), seien nicht dümmer als die Zürcher. Um das zu beweisen,



Chancenlos. Staatsrat Maurice Tornay (links) und CVP-Grossrat Serge Métrailler mussten in der Abstimmung über einen Gegenentwurf eine Niederlage einstecken.

FOTO WB

müssten sie aber die Initiative eben ablehnen. Für Diego Clausen (CSPO) geht es «um Transparenz und vor allem um die Gefährdung des Jahrhundertprojekts R21». Der Änderungsantrag Ruppens wurde mit 83 Ja gegen 40 Nein abgelehnt. Wenig überraschend, dass der Beschlusstwurf dann mit 84 Ja gegen 37 Nein und keiner Enthaltung angenommen wurde.

«Verwirrung statt Klarheit»

Damit war der Weg frei für Christophe Claivaz (FDP/Liberalen). Er forderte in einer Ordnungsmotion die Ausarbeitung eines Gegenentwurfes. David Théoduloz (CVPM) betonte, dass man wenig Lust auf einen Gegenentwurf habe. Ein Teil der Fraktion werde sich der Stimme enthalten. Für Laurent Léger (CVPU) würde der Gegen-

vorschlag andere Modelle verhindern. Eine umfassende demokratische Debatte würde eingeschränkt. Auch die CVPU wird sich in der Abstimmung teils enthalten. Beat Rieder (CVPO) stellt einen absoluten Widerspruch fest: «Alles, was man im Gegenentwurf diskutieren kann, kann man auch im Rahmen von R21 machen. Wenn aber R21 einstürzt, tragen jene, die einen Gegenentwurf wollen, die Verantwortung.» In die gleiche Richtung zielte Diego Clausen (CSPO). Er sieht die Umsetzung der R21 ebenfalls gefährdet und kann die Haltung der FDP/Liberalen «nicht nachvollziehen». Man schaffe Verwirrung statt Klarheit: «Die Initianten setzen sich für etwas ein, ohne zu wissen, was sie erwartet.»

Staatsrat Maurice Tornay wies daraufhin, dass es den Ini-

tianten nur darum gehe, den Staatsrat unter Druck zu setzen. Es brauche aber Zeit: «Wir weisen jede Verantwortung zurück, wenn es bei R21 zu Verzögerungen kommt. So ist eine Vernehmlassung zur R21 schwierig.»

Das Parlament stimmte der Ausarbeitung eines Gegenentwurfes mit 68 Ja gegen 46 Nein und 15 Enthaltungen klar zu. Die Initianten haben ihr Ziel erreicht. Jetzt muss die Kommission wieder an die Arbeit, bevor das Parlament wieder an der Reihe ist. Dann wird das Volk abstimmen über die Initiative und/oder den Gegenentwurf. Und vielleicht ziehen die Initianten die Initiative auch noch zurück. Irgendwann gibt es Antworten. Eine andere Frage bleibt wohl für immer ungeklärt: Sind nun die Walliser oder die Zürcher dümmer? hbi

Campus Valais Wallis | Das visionäre und ambitionöse Projekt kommt ohne Gegenstimme durch

Eine Zusatzrunde für das Oberwallis

SITTEN | Der Campus Valais Wallis ist in der Lesung klar angenommen worden. 21 Parlamentarierinnen und Parlamentarier, vorwiegend aus dem Oberwallis, enthielten sich der Stimme.

Die meisten Änderungsvorschläge in der ersten Lesung blieben chancenlos. So auch jener der CSPO, der CVPO und der SVPO. Sie forderten, dass man den Beschluss über die Schaffung des universitären Campus in Sitten, der nun offiziell Valais Wallis heisst, ergänzt. Und zwar mit dem Zusatz «zur Schaffung einer zweisprachigen spital-assoziierten höheren Fachschulbildung Pflege im Oberwallis». Irmina Imesch-Studer (CSPO), Patrick Hildbrand (SVPO) und Philipp Matthias Bregy (CVPO) kritisierten die Ablehnung des Antrags durch die Kommission. Natürlich, so Hildbrand, sei das Oberwalliser Projekt noch nicht reif, aber das gelte auch für den Campus Gesundheit in Sitten.

Für Jean-Michel Cina haben die beiden Projekte «aber

nicht den gleichen Reifegrad»: «Es gibt noch keine grundsätzlichen Überlegungen für das Oberwallis. Gebt uns Zeit, das detailliert zu studieren. Wir anerkennen das Grundanliegen. Wir haben heute ja erst über einen Rahmenkredit entschieden. Der gibt uns aber keine Möglichkeit, auch Geld auszugeben. Es braucht dann noch Objektkredite. Man kann ja dann den 4. Objektkredit für den Campus Gesundheit ablehnen. Da hat das Oberwallis ein Pfand in der Hand.»

«Jetzt ist Campus ein Projekt des Parlaments»

Wenn man hingegen zum Rahmenkredit Nein sage, dann sage man zu allem Nein. «Dann ist der Campus für zehn Jahre am Boden», warnte Cina. Mit 62 Ja und 45 Nein und einer Enthaltung wurde der Antrag abgelehnt. Einzig Bruno Perroud (SVPU) und seine Fraktion wehrten sich mit den Oberwalliser Bürgerlichen für das Oberwallis. Der Entwurf wurde schliesslich mit 93 Ja und 21 Enthaltungen angenommen. Die Objektkredite für die 1.



Nicht aufgeben. Franz Ruppen, Patrick Hildbrand, Philipp Matthias Bregy und Irmina Imesch-Studer (von links) wollen ihre Ziele mittels Motion erreichen.

FOTO WB

Etappe zur Schaffung des universitären Campus in Sitten von 45 Millionen Franken gingen mit 104 Ja und 16 Enthaltungen durchs Parlament. Die drei bürgerlichen Oberwalliser Fraktionen wollen nun mittels einer Motion, die sie bereits gestern hinterlegten, für ihr Anliegen

kämpfen. Darin fordern sie, die gesetzliche Grundlage zu schaffen, damit eine höhere Fachschulbildung Pflege im Wallis absolviert werden kann. Und es soll auch eine spital-assoziierte zweisprachige höhere Fachschulbildung im Oberwallis geben. Staatsrat Jean-Michel Ci-

Höhere Kurtaxen

Der Kurtaxensatz ist auf maximal 2.50 Franken begrenzt. Die CVPO-Fraktion will, dass der Kurtaxensatz der Ausstattung des Ferienortes, der Beherbergungsart, der geografischen Lage, der Unterkunft und dem touristischen Angebot Rechnung trägt. Der Ansatz beträgt im Maximum zehn Franken je Übernachtung. Mit 68 Ja gegen 27 Nein wurde die Motion angenommen.

Kein Register

Im Jahr 2011 wurden im Wallis 1754 ordentliche und 211 erleichterte Einbürgerungen durchgeführt. Um die Effizienz der Einbürgerungspolitik bestmöglich beurteilen zu können, forderte die SVPU den Staatsrat auf, dafür zu sorgen, dass in den Statistiken zu den Sozialversicherungsbezüglern, Gefängnisinsassen und Kriminalität zwischen «Eingebürgerten» und «gebürtigen Schweizern» unterschieden wird... Die Motion wurde mit 95 Nein gegen 20 Ja abgelehnt.

Ja zum Rayonverbot

Der Rat nahm ein Postulat von Rosina In-Albon (CSPO) für ein Rayonverbot für kriminelle Asylanten mit 66 Ja gegen 52 Nein und bei vier Enthaltungen an.

Geld für Ausgrabungen

Rainer Studer (CVPO) forderte in einer Motion mehr finanzielle Mittel für archäologische Ausgrabungen oder eine andere Verteilung der zugesprochenen Mittel. Dazu soll eine Grundlagengeschaffen werden, welche die klare Aufteilung der Mittel auf die entsprechenden Regionen regelt. Die Motion wurde in ein Postulat umgewandelt und mit 53 Ja gegen 48 Nein angenommen.

hbi

POLITIQUE Fusion du PLR-VS et du FDPO haut-valaisan, qui se donnent un nouveau président et trois vice-présidents.

Le PLR ouvre un nouveau cycle



Le nouvel état-major du PLR Valais/Wallis: de gauche à droite, Bernard Rey, vice-président, Florence Raggenbass-Couchepin, vice-présidente, Xavier Mottet, président, et Werner Salzmann, vice-président. BITTEL

GILLES BERREAU

Suite à la décision de Georges Tavernier de ne pas renouveler son mandat de président cantonal, le Parti libéral-radical valaisan s'est donné un nouveau chef de file. Hier soir à Sierre, l'assemblée générale a élu le Chablaisien Xavier Mottet, seul candidat en lice. Mais surtout, l'assemblée a donné son accord unanime à la création d'un PLR Valais/Wallis par fusion du PLR-VS et du FDP du Haut-Valais. «C'est une soirée destinée à ouvrir un nouveau cycle pour notre formation politique. Avec cette fusion historique créant un vrai parti cantonal, c'est un message clair que nous lançons au Valais», a déclaré le président sortant en début d'assemblée. Un Georges Tavernier visiblement ému au moment de céder sa place. La salle lui a rendu hommage par une standing ovation.

«**Avec cette fusion historique, c'est un message clair que nous lançons au Valais.**»

GEORGES TAVERNIER PRÉSIDENT SORTANT

A noter que cette fusion a passé comme une lettre à la poste hier soir, ne suscitant aucune question. Si ce n'est sur l'absence de la mention «radical» dans le sigle haut-valaisan du parti, ou le nombre de listes lors des prochaines échéances électorales. «C'est un nouveau départ, une renaissance pour notre parti.»

A leur arrivée, les membres haut-valaisans ont été applaudis par une salle s'étant levée comme un seul homme. «Nous assistons ce soir à la naissance du premier parti bilin-

gue du canton», a lancé le président du PLR suisse, Philipp Müller, invité pour l'occasion. L'assemblée a encore élu trois vice-présidents. Il s'agit de Florence Raggenbass-Couchepin, de Martigny, députée-suppléante, de Werner Salzmann, de Mörel, ex-président du FDPO, et du député de Lens, Bernard Rey.

Quant au président Xavier Mottet, âgé de 29 ans, il bénéficie d'une expérience de conseiller communal et de député au Parlement valaisan. Très ac-

tif au sein du parti, déjà membre de la direction par son poste actuel de trésorier du PLR-VS, Xavier Mottet a convaincu le comité directeur pour qui «sa jeunesse, son dynamisme et son expérience permettront au PLR-VS de relever les nombreux défis qui l'attendent dans les prochaines années».

Xavier Mottet est diplômé de la Haute Ecole de gestion de Genève et travaille actuellement chez Postfinance comme responsable de la clientèle. Au niveau politique, il est conseiller communal à Vionnaz jusqu'à la fin de l'année et député au Grand Conseil. Il habite désormais Sierre. Et hier soir, il a notamment défendu l'idée d'un «parti porteur de modernité, éloigné des courants conservateurs, d'un Valais universitaire, d'un Etat solidaire au service des individus et non le contraire, et d'une sphère privée à protéger.»

L'AVIS DE



PHILIPP MÜLLER PRÉSIDENT DU PLR SUISSE

«**Nous progressons en Valais depuis quatre ans.**»

La disparition du PLR à l'exécutif cantonal valaisan: accident de parcours ou signe d'une perte de vitesse du parti?

Ni l'un, ni l'autre. C'est le paradoxe d'une élection au système majoritaire où un parti comme le PLR, avec 25% des suffrages au niveau cantonal, se fait éjecter du Conseil d'Etat, alors que le PDC avec 39% obtient trois sièges. Ajoutez à cela une configuration particulièrement difficile avec quatre sortants. Nous progressons en Valais depuis quatre ans. En mars dernier, nous avons maintenu nos 28 sièges à la députation grâce à une politique claire et dynamique. Il me semble fondamental que la deuxième force politique du Valais puisse revenir rapidement au Gouvernement pour servir ce canton avec les autres partis.

L'accord avec le fisc américain aura-t-il des conséquences pour les banques cantonales n'ayant pas de clients américains? (ndlr: Philippe Müller est le rapporteur de la commission du National qui a étudié cet accord avec les USA).

Elles bénéficient tout de même d'un avantage puisqu'elles ne paieront aucune amende. Cependant, pour exploiter cet avantage, les banques suisses devront rester compétitives et baisser les coûts. A ces fins, le danger qui guette est qu'elles accordent facilement des hypothèques. Ce qui peut potentiellement engendrer la prochaine crise «nationale»!

Vous avez soutenu l'achat des avions Gripen. L'armée peut donc faire accepter n'importe quoi au Parlement?

N'importe qui peut faire accepter n'importe quoi au Parlement du moment que c'est jugé pertinent et que c'est pour le bien de la Suisse. Le PLR, le premier, n'a pas été tendre avec les premières versions du contrat. Nous avons maintenu la pression et nos exigences pour obtenir un contrat garantissant l'intérêt de notre pays. Grâce au PLR, la Suisse a obtenu un contrat avec plusieurs niveaux de sécurité: des garanties commerciales, une garantie de l'Etat suédois et la possibilité de retrait en cas de graves problèmes.

Avec de telles garanties, le PLR soutient cet avion. Seuls sont déçus ceux qui espéraient que le PLR fasse une alliance contre-nature avec la gauche. Ce n'est pas la politique du PLR. Il nous faut une armée pour assurer la sécurité de la Suisse et cela passe par du matériel adéquat. Si c'est pour avoir une armée d'hommes avec des halberdes, autant ne rien avoir du tout, pour l'armée de l'air, c'est pareil, il faut suivre l'évolution technologique et l'acquisition du Gripen correspond aux besoins de notre pays.

Vous faites votre retour sur la scène politique après une parenthèse de trois semaines. Vous dites vouloir lever le pied. La politique: mauvais pour la santé?

Surtout pas, mais comme pour tout, l'excès est mauvais pour la santé, je prends ma fonction de président très au sérieux et j'ai accepté quasiment chaque invitation lors de ma première année. Dorénavant, mes excellents vice-présidents et collègues parlementaires vont être plus actifs et me soutenir dans le «tour de Suisse» pour mobiliser l'électorat PLR.



LE BLOC NOTES

DE JEAN-YVES GABBUD



JEAN-YVES GABBUD
RÉDACTEUR
EN CHEF
ADJOINT

NATURALISATION

L'aveu de Stéphane Ganzer

«En tant que naturalisé, il m'est arrivé de ne pas respecter les limitations sur l'autoroute, d'avoir cassé une vitre à l'école primaire de Veyras en 1982 ou de parler un peu fort en rentrant du Tohu-Bohu ou de la Marche des Cépages», a avoué, avec humour, le député Stéphane Ganzer (PLR). Cette intervention est une réponse au député Grégory Logean (UDC). Ce dernier voulait que l'on fasse la différence «entre naturalisés» et «Suisse de naissance» dans les statistiques des bénéficiaires d'assurances sociales, de la population carcérale et de la criminalité. Une demande balayée par le Parlement cantonal. Chose extrêmement rare, Stéphane Ganzer a vu son intervention fortement applaudie par le Grand Conseil. Le libéral-radical a déclaré: «Il n'y aura jamais un fonctionnaire de l'Etat qui pourra, avec honnêteté et rigueur intellectuelle, prétendre mesurer notre politique d'intégration en comptant le nombre de naturalisés au chômage ou en prison. Car à ce moment-là, un autre fonctionnaire lui rétorquera qu'il a déniché des naturalisés managers, médecins, artistes, députés ou, pire encore, plus patriotes et fiers de leur passeport qu'un Waldstätten ou qu'un Hérensard homophobe!»

FOOT

Les Verts veulent que le FC Sion paie pour la sécurité

«Les Verts demandent que les frais occasionnés par les mesures de sécurité à mettre en place autour des matches du FC Sion en Valais soient facturés au club», réclament la députée Marylène Volpi Fournier et ses collègues verts dans un postulat. Pour elle, c'est une question d'égalité de

traitement avec les autres organisateurs de manifestations sportives.

Renseignements pris, les mesures de sécurité pour les dix-huit matches de championnat coûtent 2,2 millions, dont 1,7 million sont actuellement pris en charge par les contribuables...

PROTECTION DES DONNÉES

Le poste de préposé remis au concours

La bataille autour des frais pour le(la) préposé(e) à la protection des données est en passe de prendre fin. Le Grand Conseil a (re)mis le poste au concours.

Le Parlement estime que la fonction peut être remplie sur une base de 100 000 francs par an. La préposée Ursula Sury a facturé 311 000 francs en 2012.

INTERACTION +



Réagissez en donnant votre avis sur ces sujet

<http://politique.blogs.lenouvelliste.ch/>

8 GRAND CONSEIL

REPRÉSENTATIVITÉ Le PDC a perdu la majorité au Parlement. Il la conserve toutefois, provisoirement, au Bureau. Par un postulat, le groupe PLR veut faire changer cela.

La première bataille des minoritaires

JEAN-YVES GABBUD

La représentation des forces politiques au Bureau du Grand Conseil pourrait changer. Le groupe PLR a réussi à faire passer un postulat allant dans ce sens. De justesse.

Représentatif des forces

«Le Bureau n'est plus représentatif des forces en présence au Grand Conseil», estime Philippe Nantermod, l'auteur du postulat. Il explique qu'au sein du Bureau, le poids du chef du groupe PLR, un groupe disposant de 28 sièges, est le même que celui du chef du groupe chrétien-social du Haut, qui, lui, ne compte que 12 élus dans ses rangs. Le libéral-radical verrait bien un système ressemblant à celui existant dans les sociétés anonymes, avec des droits de vote proportionnels à la force des groupes.

Philippe Nantermod explique qu'il serait possible de contourner la difficulté. Par exemple, le PLR, le plus grand groupe du Parlement, pourrait, à l'image d'autres formations politiques, diviser ses troupes entre le Bas et le Centre par exemple, pour faire changer la majorité.

Le député de Morgins se défend de vouloir attaquer frontalement le PDC: «Je ne demande pas que les anciens majoritaires soient systématiquement minoritaires au Bureau, mais que chaque député ait le même poids au Bureau.»

Minoritaires contre minoritaires

La proposition du PLR contrevient aux intérêts actuels du PDC qui, bien qu'ayant perdu sa majorité absolue au Parlement la maintient au Bureau. Étonnamment, la prise de pa-



La composition du Bureau du Grand Conseil est appelée à changer à l'avenir. LE NOUVELLISTE

role pour combattre cette idée n'est pas venue des rangs du PDC, qui est resté silencieux, mais des autres minoritaires.

L'UDC Jean-Luc Addor a rétorqué que chaque parti politique est libre de former un ou plusieurs groupes.

Le Saviésan rappelle surtout que la composition actuelle du Bureau a été voulue par le Grand Conseil, puisque les anciens minoritaires n'ont pas été capables de s'unir et ont laissé deux places, sur trois, à la présidence au PDC, ce qui assure à la famille C la majorité absolue au Bureau.

Jean-Luc Addor fait référence au fait que lui-même n'a pas été



PHILIPPE NANTERMOD DÉPUTÉ PLR

«Le Bureau du Grand Conseil n'est plus représentatif des forces en présence.»

soutenu par les autres minoritaires pour pouvoir accéder cette année déjà à la deuxième vice-présidence du Parlement.

Au moment du vote, Jean-Luc Addor n'a pas été suivi par ses collègues de groupe. Ce qui ra-

mène son intervention à un coup de griffe personnel...

Autre minoritaire à s'exprimer, la Verte Marylène Volpi-Fournier. Elle s'indigne en constatant que les groupes du Grand Conseil se sont entendus pour

refuser aux Verts le droit de poser ne serait-ce qu'une seule question lors de l'heure des questions du vendredi, sous prétexte que les écologistes ne sont pas assez nombreux (moins de 5) pour former un groupe. «Majoritaires et minoritaires font les mêmes salades dans ce Parlement», lance-t-elle.

Le postulat du PLR a été accepté par 60 oui contre 55 non et 7 abstentions...

Le Bureau du Grand Conseil est donc prié «de proposer une modification du règlement du Grand Conseil prévoyant que les voix seront distribuées au prorata de la force réelle des partis».

LOI SUR LE TOURISME

Le calendrier est connu

«Le 28 juin dernier s'est tenu le 3e Sommet du tourisme consacré aux propositions du groupe de travail «Structures & Financement». Les communes et les milieux touristiques attendent maintenant avec impatience les bases légales, notamment pour la mise en place de nouveaux outils financiers», constate le groupe PDC du Centre qui souhaite maintenant connaître la suite qui sera donnée à ce dossier.

Le conseiller d'Etat Jacques Melly a annoncé qu'une consultation par voie électronique a été réalisée auprès des participants au dernier Sommet du tourisme.

La préparation de la modification de la loi du tourisme est actuellement en cours. Elle devrait être achevée à la fin de ce mois. Le dossier passera ensuite en mains du Grand Conseil. Le plénum du Parlement cantonal devrait se pencher sur ce dossier délicat comprenant la fameuse «boîte à outils» de taxes à disposition des communes lors de la session de décembre 2013 pour la première lecture. La loi modifiée pourrait ensuite entrer en vigueur en novembre 2014. A moins qu'un référendum ne soit lancé. ● JVG

FORMATION ET SÉCURITÉ

Freysinger sous le feu des questions

Lors de la traditionnelle heure des questions du vendredi matin, le conseiller d'Etat Oskar Freysinger a été particulièrement sollicité.

Slobodan Despot

Le PDC du Haut a demandé si Slobodan «Despot est un artiste indépendant aux frais de l'Etat?» Oskar Freysinger a répondu que son chargé de communication est citoyen suisse depuis 1988 et qu'il a accompli son service militaire. Il a encore déclaré que «la conclusion de contrat des prestations dépend du seul chef de département, dans la limite du budget.»

Consultation des enseignants

L'Alliance de gauche se demande si «l'enquête auprès des enseignants a été faite dans les règles de l'art.» Le chef du département répond qu'il n'a pas voulu «solliciter un institut de sondage ce qui aurait coûté cher à l'Etat», mais a préféré être en contact direct avec les enseignants.

Oskar Freysinger annonce que le retour à ce questionnaire a été très grand, puisque 3262 questionnaires ont été retournés, en provenance de l'ensemble du canton. «C'est énorme, cela montre que les en-

seignants avaient envie qu'on les entende au moins une fois.» Les députés ont encore appris que les réponses sont en cours d'analyse et que les résultats devraient être connus à la fin novembre 2013 et qu'ils seront publiés.

Affaires Carlos et Marie

«Est-ce que les conditions de détention des mineurs en Valais sont correctes ou y a-t-il des traitements engendrant des disproportions scandaleuses par rapport à des conditions carcérales «acceptables»?», demande le PDC du Bas. Oskar Freysinger déclare que 14 mineurs se trouvent à Pramont, pour 18 places disponibles. «Pour les mineurs, le concept d'externat n'existe pas en Valais.» Un seul mineur, un Genevois, est au bénéfice d'une situation particulière, dont le coût s'élève à 1400 francs par mois. Ce montant est à charge du canton placeur, en l'occurrence Genève.

Le PLR s'inquiète de savoir «combien d'auteurs de crimes condamnés pour des infractions graves contre l'intégrité physique purgent-ils actuellement leur peine en dehors de la prison». En Valais, 30 personnes n'exécutent pas leur peine en milieu fermés, dont 7 en milieu ouvert et 23 en



Le ministre de la justice rappelle qu'il n'y a pas de bracelet électronique en Valais. SABINE PAPILOUOD

liberté conditionnelle, alors que deux autres se trouvent en semi-liberté. Le ministre de la justice rappelle qu'il n'y a pas de bracelet électronique en Valais, mais que les criminels très dangereux sont incarcérés à l'extérieur du canton, dans des établissements de haute sécurité. ● JVG



SANTÉ

Des actions pour la médecine de base

Le PDC du Bas a demandé si le Conseil d'Etat est prêt à soutenir la création des centres médicaux régionaux, au moment où plusieurs projets sont en cours d'élaboration.

La conseillère d'Etat Esther Waeber-Kalbermatten a répondu que la loi sur l'assurance-maladie ne donne à l'Etat aucune possibilité de planifier la médecine ambulatoire. Un groupe de travail a tout de même été mis en place pour trouver une solution pour que tous les Valaisans aient un accès aux soins.

Un projet pour offrir un stage aux médecins-assistants a été mis en place. Il a pour but de permettre aux jeunes praticiens de se former auprès d'un médecin valaisan durant quelques mois. Cette formation est subventionnée à 60% par l'Etat. Autre implication du canton: une structure d'urgences sera mise en place à proximité de l'hôpital de Viège, ce qui permettra de prendre en charge les patients en dehors des heures d'ouverture des cabinets médicaux.

GENS DU VOYAGE

Pas d'augmentation de criminalité

Questionné par le groupe UDC, le conseiller d'Etat Jacques Melly a déclaré: «Non, dans les faits, la présence des gens du voyage n'augmente pas la criminalité.» Par contre, cette présence donne plus de travail à la police pour régler les questions d'utilisation des places d'arrêt.

RHÔNE

Collonges

et les pieds dans l'eau

«Depuis une décennie, le bas de la commune de Collonges a régulièrement les pieds dans l'eau, dont trois fois depuis juillet 2012. Le canal ne peut plus se déverser dans le Rhône lorsque ce dernier est en crue, même faible», déplore le groupe PDC du Bas.

Le conseiller d'Etat Jacques Melly a expliqué que deux mesures anticipées ont été prévues. La première, la baisse du cours du Rhône, sera effectuée durant cet hiver. Une intervention sur le canal est également prévue. Pour cela, deux options sont à l'étude. La solution définitive sera arrêtée d'ici à la fin de l'année, promet le ministre de l'environnement. Jacques Melly a toutefois dû avertir les députés qu'en l'état, le budget 2014 ne permettra pas de réaliser toutes les mesures anticipées pour sécuriser les abords du Rhône.

GRÊLE

Un petit soutien étatique possible

Le canton peut accorder des prêts sans intérêts aux exploitations agricoles touchées par un épisode de grêle comme celui survenu à Saxon, a répondu Jacques Melly au groupe PLR. L'Etat peut aussi accorder un surtit sur un crédit déjà accordé. ● JVG

Politik | SVP-Grossrat Franz Ruppen über seine Krankheit, Freysingers Doppelmandat – und das Verhältnis zum Unterwallis

«Es sind grosse Spannungen da – aller Sonntagsreden zum Trotz»

NATERS | SVPO-Grossrat Franz Ruppen hat in der letzten Woche an der Session wieder aktiv in die Politik eingegriffen. Nach achtmonatiger, schwerer Krankheit fühlt er sich gesundheitlich wieder besser – und ist schon wieder voller Tatendrang.

Wann haben Sie die ersten Anzeichen Ihrer Krankheit wahrgenommen?

«Im vergangenen Dezember. Ich fühlte mich sehr müde. Ich führte das aber auf die Gemeinderatswahlen, die Parteiarbeit und die berufliche Belastung zurück. Das sind halt stressige Phasen. Ich war überzeugt, dass ich mich über die Jahreswende erholen würde.»

Was dann nicht der Fall war.

«Obwohl ich zwei Wochen praktisch nur zu Hause war und viel schlief, blieb die Müdigkeit. Da wurde mir klar, dass etwas nicht mehr stimmte. Im ersten Moment dachte ich an ein Burn-out. Ich wollte dennoch zur Arbeit, denn im Büro stapelten sich Berge von Akten. Der Arzt sagte mir dann, dass es sicher kein Burn-out sei, sonst würde ich nicht mehr zur Arbeit gehen wollen. Nach ersten Abklärungen Mitte Januar bestand der Verdacht auf Leukämie. Das war niederschmetternd. Bereits am nächsten Tag musste ich nach Bern ins Inselspital. Es blieb kaum Zeit, um die Gemeinde, die Partei- und Berufskollegen zu informieren.»

Was sagten Sie ihnen?

«Ich sei einen Moment weg. Ich rechnete damals mit zwei Wochen, geworden sind es dann zwei Monate. Zehn Tage gabs in Bern weitere Abklärungen. Diese Unsicherheit war sehr belastend. Dann kam eine erste Entwarnung: Leukämie war es nicht. Bei späteren Untersuchungen sah man einen Tumor auf der Milz, der sofort operiert werden musste. Weitere Abklärungen ergaben dann die Diagnose Lymphdrüsen-Krebs. Ich litt am sogenannten Non-Hodgkin-Lymphom.»

«Ich habe nie im Internet nach meiner Krankheit gegoogelt»

Wie haben Sie reagiert?

«Der Arzt kam in mein Zimmer, setzte sich an mein Bett, teilte mir die Diagnose mit. Er sagte mir aber auch sofort, dass die Heilungschancen bei 95 Prozent lägen. Wenn er eine Krebserkrankung auslesen müsste, würde er diese nehmen. Das war ein Wechselbad der Gefühle. Persönlich habe ich nie im Internet nach meiner Krankheit gegoogelt.»

Warum nicht?

«Da holt man sich so viele Informationen, dass man am Ende nicht mehr weiss, was los ist.

Man verunsichert sich selber nur unnötig, macht sich nur «verrückt». Was ich wissen wollte, haben mir die Ärzte gesagt. Das hat mir genügt – und mich auch beruhigt. Wichtig sind eine gute Moral, Gottvertrauen und Vertrauen in die Ärzte. Es gab natürlich viele Momente und Tage, an denen es mir richtig schlecht ging.»

Was hat Ihnen am meisten geholfen?

«Sicher ein intaktes Umfeld, die Familie und die Kollegen. Ich will aber auch betonen, dass ich überall, ob in Bern oder in Brig, eine hervorragende ärztliche Betreuung und eine gute Pflege erfahren durfte.»

Das GNW wird ja von der Politik nicht immer nur gelobt?

«Gut, wenn man dann halt selber betroffen ist, sieht man es von einer anderen Warte aus. Kritik von der Politik gab es aber ja primär gegen die Strukturen und nicht gegen das Personal.»

Sie sind wieder Feuer und Flamme für die Politik. Haben Sie eine «Sicherung» eingebaut, dass Sie nicht wieder übertreiben?

«Ich achte auf die Signale des Körpers. Ich muss natürlich gewisse Lehren ziehen. Ich werde mich zurücknehmen müssen. Ein derartiges Pensum wie vorher will ich nicht mehr absolvieren. Ich muss mehr Sorge zu mir tragen. Ich bin mir aber auch bewusst, dass ich irgendwann wieder im Alltagstrott sein werde.»

Politisch hat Ihre Partei Ihre Abwesenheit gut überlebt. Wie haben Sie das erlebt?

«Ich habe bereits den Grossteil des Wahlkampfes nicht mehr aktiv mitgestaltet. Einzig meinen Flyer habe ich noch redigiert. Sonst habe ich mich auf die Lektüre des «Walliser Boten» und des «Nouvelliste» beschränkt. Ich hatte auch mein Natel immer ausgeschaltet. Auch jetzt noch. Das ist übrigens sehr wohltuend. Natürlich werde ich mit zunehmenden Arbeitspensum das wieder ändern müssen.»

Hat Ihnen die Politik in den letzten Monaten gefehlt?

«Ich betreibe Politik mit einer grossen Passion. Im letzten halben Jahr hatte für mich aber die Gesundheit oberste Priorität. Alles andere zählte nicht, dafür hatte ich auch keine Kraft. Die Energie brauchte ich zum (Über-)Leben. Einzig den Wahltag habe im Krankenbett intensiv am iPhone mitverfolgt.»

Wäre es mit Ihnen noch besser gelaufen?

«Solche Überlegungen sind müssig. Gut, mit meinem persönlichen Resultat war ich natürlich sehr zufrieden. Es war sicher primär der Lohn dafür, dass ich in den acht Jahren in Sitten gute Arbeit geleistet habe. Ich habe als SVPO-Präsident einen gewissen Bekanntheits-

grad. Ich hätte vielleicht ausserhalb des Bezirks Brig noch mehr machen können. Aber insgesamt haben wir die Erwartungen erfüllt.»

Freysingers Wahl war keine Überraschung. Das Resultat aber schon.

«Das ist auch für mich unerklärlich. Das konnte niemand so voraussehen oder gar erwarten. Gut, das Volk wollte wohl einen Wechsel. Freysinger ist bekannt, medial präsent, ein guter Kommunikator, der auch einmal auf den Tisch schlagen kann. Er ist auch einer, der provoziert. Das gefällt den Wallisern. Er wohnt im Unterwallis, spricht aber unseren Dialekt. Das gefällt den Oberwallisern.»

«Ich bin bereit für das Nationalratsmandat»

Dem Walliser Volk gefällt offenbar auch Freysingers Art als Exekutivpolitiker. Muss man aber auch als Staatsrat stets provozieren?

«Das entspricht seinem Charakter. Vieles wird aber gerade auch von den Medien und den politischen Gegnern aufgebauscht. Aber er hat in der kurzen Zeit als Regierungsrat doch bereits einiges umgesetzt. Er hat Pflöcke eingeschlagen.»

Und er hat Dienstchef François Lovey abgesetzt.

«Der Chef ist der Staatsrat. Das war im Bildungsdepartement vielleicht in den letzten Jahren nicht immer so. Wenn man es mit den engsten Mitarbeitern nicht kann, ist eine Trennung nicht mehr als konsequent. Für seine Auftritte in der Öffentlichkeit etwa bei der Matura- oder Lehrabschlussfeier gabs ja viel Lob. Es gab ja reihenweise junge Leute, die sich mit ihm fotografieren lassen wollten.»

Freysinger ist der Popstar der Walliser Politik. Er kann machen, was er will. Er erhält vom Volk immer Zustimmung. Da reichen schon ein paar trübe Sprüche an Lehrabschlussfeiern.

«Das gefällt eben. Letztlich wird aber auch Freysinger an seiner Arbeit gemessen.»

Freysinger ist auch noch Nationalrat. Er will offenbar nur zurücktreten, wenn Sie sein Nachfolger werden wollen.

«Ich habe von mir aus keine Gespräche geführt. Ich hatte in den letzten Monaten andere Prioritäten.»

Freysinger spielt(e) auf Zeit für Sie?

«Diejenigen, die als Erste nachrücken könnten, müssen entscheiden.»

Es gibt also doch Gespräche?

«Nein. Ich habe nie Druck gemacht, werde es auch nicht tun. Ich kann das auch nicht. Die Entscheidung liegt wie gesagt



Zurück im Parlament und in der Politik. Franz Ruppen ist nach mehrmonatiger, krankheitsbedingter Abwesenheit wieder mit Leidenschaft dabei.

FOTO WB

nicht bei mir.»

Im Oktober ist erst Halbzeit im Nationalrat. Eine Konzentration auf ein Mandat würde auch für Freysinger Sinn machen.

«Jean-René Fournier hatte auch ein Doppelamt. Das war kaum ein Thema.»

Er hatte die Doppelbelastung ein gutes Jahr, von Dezember 2007 bis Frühjahr 2009.

«Es ist auch uns allen klar, dass Freysingers Pensum auf Dauer nicht machbar ist.»

Aktiv werben Sie also nicht um das Mandat, aber Sie würden es übernehmen, wenn man an Sie herankäme?

«Selbstverständlich bin ich bereit. Dafür habe ich ja 2011 kandidiert. Natürlich immer unter der Voraussetzung, dass es mir gesundheitlich weiter gut geht. Es wäre sicher auch gut für das Oberwallis, wenn wir einen zweiten Sitz hätten. Einer von sieben ist zu wenig. In Dossiers wie der Raumplanung oder der Zweitwohnungsinitiative wäre das sicher nicht von Nachteil. Ich habe auch gute Beziehungen zur Partei- und Fraktionsführung der SVP Schweiz.»

Sie wirken wieder sehr motiviert. Wo sagen die «Sicherungen», die Sie einbauen wollen, dann Stopp?

«Ich würde sicher in der Kanzlei mein Pensum reduzieren. Ich werde auch die Last(en) in der SVPO-Parteileitung besser verteilen.»

«Es ist gut, dass keine Partei die absolute Mehrheit hat»

Wie haben Sie die erste Sessionswoche erlebt?

«Es war sehr spannend. Wir stehen vor grossen Herausforderungen. Die Minderheiten haben doch die eine oder andere Sache durchgebracht. Am Donnerstag wars der Gegenvorschlag zur Initiative «Jede Stimme zählt», am Freitag das Postulat zur Zusammensetzung des Ratsbüros. Da konnten wir uns doch gegen die C-Parteien durchsetzen.»

Wenn es aber um konkrete Politik geht, bleibt das Parlament klar bürgerlich.

«Das ist so. Die CVP hat zwar die Mehrheit nicht mehr. Das führt etwa bei institutionellen Fragen zu Änderungen. In der Wirtschafts-, Finanz- oder auch der Steuerpolitik sind wir Bürgerlichen ja nicht so weit auseinander. Aber es ist gut, dass keine Partei eine absolute Mehrheit hat. So sind alle gezwungen, die Argumente

der ändern aufzunehmen, zu diskutieren und Koalitionen zu suchen. Das macht die Politik interessanter – und man findet bessere Lösungen.»

Immer öfter fühlt sich das Oberwallis vom Unterwallis übergangen.

«Das Verhältnis des Ober- zum Unterwallis bereitet mir tatsächlich Sorgen. Ich will nicht von einer Spaltung reden. Aber es sind grosse Spannungen da – trotz aller Sonntagsreden. Das Oberwallis kommt immer öfter unter die Räder. Die Verhältnisse sind klar. Mit 92 gegen 38 Mandate sind wir chancenlos.»

Was gibt es für Lösungen?

«Es gibt nur einen Weg. Man muss in der eigenen Partei die Kollegen aus dem Unterwallis mit Argumenten überzeugen. Das gelingt uns in der SVP glaube ich manchmal besser als den anderen Parteien. Die Unterwalliser C-Fraktionen stimmen oft gegen die Interessen des Oberwallis. Die Linksallianz auch. Die SPO stimmt ja selbst bei Oberwalliser Themen wie dem Zusatz für eine Höhere Fachschule für Pflege im Oberwallis im Projekt Campus gegen das Oberwallis. Die FDP/Liberalen sind ja seit dem Donnerstag eine kantonale Partei – am Freitag in der ersten Abstimmung wetteten sie gegen das Oberwallis...»

Interview: Herold Bieler

GROSSRAT KOMPAKT

Neuer
Staatsanwalt

Nach dem Rückzug von Sarah Salamin als Kandidatin für den Posten der Staatsanwältin war die Wahl von Grégoire Comtesse gestern Morgen eine Formsache. Die Juristin hat eine Aufgabe beim Bundesamt für Verkehr (BAV) übernommen. Comtesse war von der Justizkommission vorgeschlagen worden. Serge Métrailler (CVPM), Präsident der Justizkommission, reagierte leicht genervt, dass der Rückzug von Salamin am Wahltag bereits im «Nouvelliste» und im «Walliser Boten» vermeldet wurde und er vom Verzicht Salamins aus den Zeitungen erfuhr...

Handbremse
beim Heimfall?

German Eyer (Linksallianz) wollte wissen, ob man aufgrund der Überkapazitäten auf dem internationalen Strommarkt das Moratorium in Bezug auf den Heimfall der Wasserkraft nicht um zwei Jahre verlängern könne. Das entsprechende Dekret trat am 7. März 2012 in Kraft und dauert drei Jahre. Laut Staatsrat Melly, der Energieminister Cina vertrat, kläre man das ab. Falls notwendig, sei eine Verlängerung möglich.

Ohne Nach-
forderungen

Die Aufteilung der Finanzierung der Pflegeheime wurde für 2012 gemäss dem neuen Gesetz angepasst. Doch das Gesetz ist wegen des Referendums immer noch nicht in Kraft. Im November wird das Parlament über die Gültigkeit des Referendums entscheiden müssen. Die Finanzierung der Pflegeheime ging für die letzten drei Jahre zulasten des Kantons. Die FDP/Liberalen wollten wissen, ob die Gemeinden mit Nachbelastungen rechnen müssen. Staatsrätin Esther Waeber-Kalbermatten bestätigte, dass die Altersheime und die Gemeinden rückwirkend nicht belastet würden.

Die Sorgen der
Lehrerschaft

Im Monat August haben die Lehrkräfte vom Departementsvorsteher für Bildung und Sicherheit einen Fragebogen erhalten. Andreas Zenklusen (CVPO) wollte wissen, ob der Fragebogen den Standards einer wissenschaftlich fundierten Mitarbeiterbefragung standhalte. Laut Staatsrat Freysinger war der Fragebogen rein politischer Natur. Aus Kostengründen habe man auf ein professionelles Befragen verzichtet. Insgesamt gingen 3262 Rückmeldungen ein. Die Antworten werden ausgewertet und Ende November publiziert. «Dann kennen wir die Sorgen und Nöte der Lehrer und Schuldirektionen», gab sich Freysinger überzeugt.

Grosser Rat | Bekommt das Oberwallis vom GNW nicht, was man versprochen hat?

«Alle drei Regionen
gleich behandeln»

SITTEN | Wie beim Campus Valais Wallis fühlt sich das Oberwallis auch beim GNW nicht korrekt behandelt. Versprochene Leistungen seien nicht ins Oberwallis verschoben worden.

Dass der Graben im Parlament zwischen dem Ober- und Unterwallis nicht kleiner wird, zeigten diverse Interventionen am gestrigen letzten Sessionstag, insbesondere auch im Gesundheitsbereich. So forderte die CVPO-Fraktion in einem Postulat «GNW – regionale Wirtschaftlichkeit unter der Lupe» eine Offenlegung der Wirtschaftlichkeit innerhalb der verschiedenen Regionen. Der Staatsrat empfahl die Annahme. Die Ausgangslage hat sich inzwischen auch verändert. Ab dem 1. Januar 2014 wird das GNW ausweisen, wie wirtschaftlich die einzelnen Spitalstandorte im Wallis arbeiten.

Im Oberwallis
ist nichts geplant

In einem Postulat fragten Philipp Matthias Bregy (CVPO), Patrick Hildbrand (SVPO) und Niklaus Furger (CVPO) an, wo das Oberwallis bei den standortübergreifenden Leistungen bleibe. Der Staatsrat habe im Juni 2012 dem GNW den Auftrag erteilt, in Martinach eine Sterilisationszentrale zu bauen, die dem gesamten Gesundheitsnetz Wallis und dem künftigen Spital Riviera-Chablais (HRC) zur Verfügung stehen wird. Im Weiteren hätten im Rahmen der Gespräche mit den Gemeinden Brig, Naters und Visp die Verantwortlichen vom Spital Wallis über die zur Diskussion



Dauerthema. Gesundheitsministerin Esther Waeber-Kalbermatten musste wie ihr Vorgänger Maurice Tornay zu einer Reihe von Vorstössen zu den Themen GNW und Ärzte Stellung nehmen.

FOTO WB

stehende Ansiedlung von administrativen Aufgaben nach Siders informiert. Zudem werden im Spital Sitten die zentralisierten medizinischen Disziplinen angeboten. «Auf Nachfrage informierten die Verantwortlichen vom Spital Wallis am 30. April 2013, dass für die Region Oberwallis noch keine standortübergreifenden Dienstleistungen vorgesehen sind. Das ist inakzeptabel. Man muss alle drei Regionen gleich behandeln», begründeten die Postulanten.

Philippe Nantermod (FDP/Liberale) bekämpfte das Postulat. Nicht regionale, sondern wirtschaftliche Überlegungen seien massgebend. Auch Jean-Henri Dumont (Linksallianz) konnte das Postulat nicht unterstützen. Das Oberwallis treibe es mit dem Regionalismus zu weit: «Die Politik kann sich nicht in den Betrieb des Spitals einmischen.» Philipp Matthias Bregy (CVPO) warf den Gegnern Scheinheiligkeit vor. Mit 52 Ja gegen 57 Nein und fünf Enthaltungen wurde das Postulat abgelehnt.

Die CVP Mittelwallis wollte wissen, wie man den Ärztemangel in den Bergregionen bekämpfen will. Laut Staatsrätin Esther Waeber-Kalbermatten sind Gesundheitszentren eine Antwort auf die Probleme bei den Hausärzten. Es gibt parallel dazu das Projekt der Assistenz bei einem Hausarzt. Der Staatsrat wird demnächst über ein Pilotprojekt im Oberwallis informieren. Es ist derzeit das einzige Projekt im Kanton. **hbi**

Nur eine
Dringlichkeit

In der Juni-Session übertrumpften sich die Abgeordneten gegenseitig mit Dringlichkeiten. Diesmal stand nur eine auf der Traktandenliste. Und da ging es um einen Hackerangriff im Genfer E-Voting-System. Der Kanton Wallis will das gleiche System anschaffen. Noch ist aber laut Maurice Tornay nichts unterschrieben.

Dass nur ein dringlicher Vorstoss zur Debatte stand, hatte seine Gründe. Man hat die Kriterien für die Zulassung, also Aktualität des Ereignisses, Unvorhersehbarkeit und Notwendigkeit einer umgehenden Reaktion, rigoros angewandt. 16 Dringlichkeiten schafften es damit zum Ärger fast aller Fraktionen nicht auf die Liste.

Schliessung
der Menrad AG

Die Menrad Schweiz AG schliesst per Ende dieses Jahres ihre Produktionsstätte in Agarn. Die CSPO-Abgeordneten German Gruber und Philipp Schnyder wollten von der Regierung Auskunft. Der Staatsrat hat von der Schliessung über die Medien erfahren. Ziel sei es, eine Lösung für jeden Angestellten zu finden. Acht Mitarbeiter sind betroffen. Es gibt keinen Sozialplan, weil es keine Massenentlassung ist. Die Direktion hilft aktiv bei der Lösung mit. Melly bedauerte, dass die Schliessung dadurch beschleunigt wird, weil die Schweizer Armee ihre Kampfbrillen im Ausland beschafft.

Ja zur PdG

Marcel Zenhäusern (CVPO) bereitet das künftige Armeebudget Sorge. Damit ist auch die Durchführung der Patrouille des Glaciers gefährdet. Staatsrat Oskar Freysinger bekräftigte, dass man hinter dem Anlass stehe und mit dem VBS über finanzielle Möglichkeiten diskutiere. **hbi**

Grossratsbüro | Die Parteien sollen aufgrund ihrer effektiven Stärke im Ratsbüro vertreten sein

Ein Radikaler Angriff auf die CVP

SITTEN | Die CVP soll die Mehrheit im Grossratsbüro abgeben. Ein entsprechendes Postulat der Radikalen wurde vom Parlament gestern überwiesen.

Darin verlangte Philippe Nantermod (FDP/Liberale) «ein repräsentatives Grossratsbüro». Die Wahlen vom 3. März 2013 hätten tiefe Spuren in der Walliser Politiklandschaft hinterlassen: «Es ist das Ende der absoluten Mehrheit für eine politische Familie. Es gibt ein neues politisches Gleichgewicht im Grossen Rat.»

Die Aufteilung der Stimmen im Büro des Grossen Rates entspreche aber leider nicht dieser neuen Realität und die Taktik zur Aufteilung der Fraktionen zwischen Unter-, Mittel- und Oberwallis trage dazu bei, gewissen politischen Gruppierungen künstlich mehr Gewicht zu verleihen. Der Vorwurf richtete sich an die CVP, die vier Fraktionen im Parlament bildet. Im Grossratsbüro sind alle acht Fraktionen und die drei Präsidenten vertreten.

Damit hat die CVP derzeit mit sechs von elf Mandaten die Mehrheit.

Im Bestreben, eine ausgewogene Vertretung innerhalb des Büros des Grossen Rates zu gewährleisten, schlug Nantermod eine Gewichtung der Stimmen der Mitglieder des Büros im Verhältnis zur tatsächlichen Parteistärke vor. «Jede Stimme soll eben gleich viel zählen», forderte Nantermod. Die heutige Zusammensetzung des Büros sei vom Parlament beschlossen, entgegnete Jean-Luc Addor (SVPU). Marylène Volpi Fournier (Grüne) kritisierte, dass die Mehr- und die Minderheiten immer nur auf die eigenen Bedürfnisse Rücksicht nehmen. Die Grünen sind gar nicht vertreten im Büro, da sie nicht Fraktionsstärke haben.

Nantermod habe recht, betonte German Eyer (Linksallianz). Die Zusammensetzung entspreche nicht mehr der Parteistärke. Vielleicht, so Eyer, müsste man aber noch nach intelligenteren Lösungen suchen. Dies wird nun Aufgabe des Grossratsbüros sein. Denn mit 60 Ja gegen 55 Nein und bei sie-



Angriff auf die CVP. Philippe Nantermod (FDP/Liberale) kam mit seiner Motion, der CVP die Mehrheit im Ratsbüro zu nehmen, knapp durch.

FOTO WB

ben Enthaltungen wurde das Postulat akzeptiert.

Auch über die
Resolutionen diskutieren

Die Linksallianz, die CVP Mittelwallis und die FDP/Liberalen setzten sich in einer Motion für «demokratischere Resolutionen» ein. Die Motionäre ver-

langten, dass immer, wenn eine Resolution im Grossen Rat bekämpft wird, eine allgemeine Diskussion eröffnet wird, wie das für eine Motion oder ein Postulat der Fall ist. Das Büro des Grossen Rates pflichtete den Motionären in der Antwort bei, dass das Verfahren zur Abwicklung einer Resolution un-

befriedigend ist. Es will die Resolution grundsätzlich überdenken und neu regeln. Das Büro hat deshalb beschlossen, eine Änderung des Gesetzes und des Reglements an die Hand zu nehmen. Mit 56 Nein gegen 53 Ja und drei Enthaltungen wurde die Motion, wie vom Büro empfohlen, abgelehnt. **hbi**

Das ist sehr wohl politisch

Als bekannt wurde, dass der Kanton rund 250 Millionen Franken in den Campus Valais Wallis stecken will, ging ein Rausen durch das Oberwallis. Nicht wenige befürchten, dass der sehr ähnlich gelagerte Innovationspark Raron/Turtmann das Nachsehen haben könnte. Gestern nun eine weitere bittere Pille, die im Oberwallis geschluckt werden muss. Dieses Mal im Gesundheitsbereich. Denn in einem parteiübergreifenden Postulat fragten Oberwalliser Politiker, wo denn das Oberwallis bei den standortübergreifenden Leistungen bleibe. Martinach soll eine Sterilisationszentrale, Siders eine Abteilung für administrative Aufgaben erhalten. Für das Oberwallis aber ist bei den standortübergreifenden Leistungen bisher rein gar nichts vorgesehen. Das Postulat wurde gestern knapp, aber dennoch abgewiesen. Mit der Begründung, nicht regionale, sondern wirtschaftliche Überlegungen seien massgebend. Zudem treibe es das Oberwallis mit dem Regionalismus zu weit. Das klingt wie Hohn für den oberen Kantonsteil. Denn der Gesundheitsbereich ist sehr wohl auch politischer Natur. Angesichts der Tatsache, dass das Oberwallis bei den standortübergreifenden Leistungen keine Rolle zu spielen scheint, darf man sich die Frage stellen, wie sieht es eigentlich für ein starkes Akutspital im Oberwallis aus? Ist nun zu befürchten, dass das Oberwallis auch bei der Akutmedizin marginalisiert wird? Das wäre schlicht inakzeptabel. Denn ein starkes Spital in der Nähe ist nicht nur wirtschaftlich relevant, sondern vor allem lebensrettend. **Werner Koder**

Franz Ruppen ist zurück

Mit der Vereidigung von Grossrat Franz Ruppen fand die September-Session dieser Tage einen freudigen Eingang. Die Fraktion der SVP Oberwallis schätzt sich mehr als glücklich, ihren Fraktionschef wieder bei sich zu wissen. Sodann war es Ruppen gleich selber, der sich zur Zweckmässigkeit der Revision der Kantonsverfassung R21 äusserte. Die SVPO erkennt die Notwendigkeit einer umfassenden Reform, möchte aber punktuell an Bewährtem festhalten. So wird die Verlängerung der Amtsdauer von vier auf fünf Jahre abgelehnt. Ebenfalls sollen Gemeinden mit über 5000 Einwohnern anstelle der Einführung eines Generalrates weiterhin Urversammlungen vorsehen dürfen. Die Erhöhung der Anzahl Staatsräte auf sieben würde im Proporzsystem begrüsst werden. Schliesslich befand der Gros-

se Rat die Revision R21 einhellig für zweckmässig.

Wie erwartet, stiess die Volksinitiative «Jede Stimme zählt» bei den C-Parteien auf wenig Gegenliebe. Trotz der kritischen Voten zu einem längst überfälligen neuen Wahlsystem wurde Eintreten beschlossen. In der Folge wurde der Beschlussentwurf zur Ablehnung der Initiative angenommen, jedoch konnten sich die zusammengeschlossenen Minderheiten für einen Gegenvorschlag starkmachen. Jetzt muss die Kommission für Institutionen und Familienfragen einen Gegenentwurf ausarbeiten. Die SVPO wird darauf achten, dass den Vorgaben des Bundesgerichts Genüge getan wird, wonach ein natürliches Quorum von 10 Prozent (d.h. Wahlkreise mit mindestens 9 Sitzen) erforderlich ist, um den Proporzgedanken zu respektieren. Die SVPO erachtet die Errichtung

des universitären Campus Valais Wallis als visionäres Projekt, das aber in Bezug auf die Finanzierung mit Risiken verbunden ist. Auch die Schaffung einer Konkurrenzsituation zum Innovationspark im Oberwallis wird moniert. Der alleinigen Konzentrierung in Sitten steht man skeptisch gegenüber. Überdies fehlt die Integration einer zweisprachigen spital-assoziierten höheren Fachschulbildung im Oberwallis, ähnlich wie dies in der 4. Etappe für den unteren Kantonsteil geplant ist. Trotz des akuten Mangels an Pflegefachpersonen der tertiären Stufe fand die Verankerung einer diesbezüglichen Oberwalliser Ausbildungsmöglichkeit (HF) keinen Anklang im Parlament. Selbst die löbliche Tatsache, dass die SVPO ihre Kollegen der UDC (SVP Unterwallis) für das Anliegen der Oberwalliser Bürgerlichen gewinnen konnte,

änderte leider nichts mehr daran. Nun wird man auf Anraten des Staatsrates via eine Motion versuchen, das Ungleichgewicht im Pflegebereich zu beseitigen. Wegen Vorbehalten enthielt sich die Fraktion beim Beschluss über die Schaffung des Campus Valais Wallis letztlich der Stimme, wohingegen dem Objektkredit für dessen 1. Etappe genehmigt wurde.

Mit einem parteiübergreifenden Postulat verlangte die SVPO, dass für die Ansiedlung von standortübergreifenden Spitalleistungen nicht nur das Unter- und das Mittelwallis, sondern auch das Oberwallis berücksichtigt werden soll. Das Parlament lehnte dieses Ansinnen knapp ab. Ausgerechnet die 4 Stimmen der SPO richteten sich beim Stand von 52 Ja zu 55 Nein gegen die Interessen des Oberwallis.

**Für die SVPO-Fraktion:
Sandro Fux, Suppleant**

Alt Staatsrat Burgener hilft beim SPO-Angriff aufs Oberwallis

Die September-Session hat illustriert, wie wichtig die Forderung der CVPO zum Schutz der regionalen und sprachlichen Minderheiten ist. Sie hat aber auch gezeigt, dass sich SP und FDP nicht für den Schutz der Bergregionen und des Oberwallis interessieren.

Alt Staatsrat Thomas Burgener diskreditierte den Minderheitenschutz als «Flennerie», die SP-Fraktion stimmte konsequent gegen die Interessen des Oberwallis und die FDP – notabene zwischenzeitlich eine gesamtantonale Partei – stellte klar, dass im Oberwallis keine neuen Arbeitsplätze im Spitalbereich angesiedelt werden. Und dies nachdem das Oberwallis dem Neubau des Spitals Riviera-Chablais (Baukosten ca. 300 Mio. Franken) zustimmte und nachdem in Martinach (Zentralsterilisation) und in Siders (Zentraladministration) neue Investitionen und Arbeitsplätze geschaffen wurden.

Schutz der Minderheiten

Die Revision der Kantonsverfassung ist die wichtigste Aufgabe, der sich das Walliser Parlament in den nächsten paar Jahren widmen darf. Für die CVPO ist der Schutz der regionalen und sprachlichen Minderheiten es-

senziell. Der Schutz des Berggebiets als regionale und des Oberwallis als sprachliche Minderheit ist gleichbedeutend. Die von SP und FDP vorgenommene Reduktion auf die Interessen des Oberwallis beruht entweder auf Unkenntnis oder auf bewusste Fälschung. Dabei zeigt gerade die reale Entwicklung (wie z. B. beim NFA II oder bei der Spitalpolitik), wie dringend dieser Schutz ist. Die CVPO setzt sich als grösste und stärkste Partei des Oberwallis konsequent für die Interessen des Oberwallis ein, auch wenn dies nicht nur Freunde schafft.

Angriff aufs Oberwallis

Dies im Gegensatz zur SPO, welche sich einzig für persönliche und allenfalls ideologische Fragen interessiert. Anders ist es nicht erklärbar, warum die SPO sowohl bei der Ansiedlung der Höheren Fachschule für Pflege als auch derjenigen von transversalen Leistungen im Spitalzentrum Oberwallis gegen die Interessen des Oberwallis gestimmt hat. Zumal sogar die wenigen Stimmen der SPO ausgereicht hätten, um das Resultat zugunsten des Oberwallis ausfallen zu lassen. Die SPO verirrt sich im blauen Dunst der kanto-

nen Einheit, ohne zu realisieren, dass das Oberwallis dadurch stetig mehr verliert.

Nein zu «Jede Stimme zählt»

Die CVPO hat sich in der September-Session zudem klar gegen die Volksinitiative «Jede Stimme zählt» wie auch den Gegenvorschlag gewehrt. Mit der Volksinitiative wird ein Wahlsystem implementiert, welches kompliziert und unverständlich ist. SP und SVP betreiben damit eine knallharte Machtpolitik. Dies, obwohl dieselben Parteien aus basisdemokratischen Überlegungen heraus dieses Wahlsystem im Kanton Bern verworfen haben. Die FDP andererseits gefährdet mit dem Gegenentwurf die Revision der Kantonsverfassung (R21). Für die CVPO ist klar: Den politischen Minderheiten geht es einzig um ihre eigenen Interessen. Für die CVPO ist der Schutz der regionalen und sprachlichen Minderheiten nicht verhandelbar. Dies im Gegensatz zu alt Staatsrat Burgener, der als Präsident der Kommission R21 nur eigene parteipolitische Interessen verfolgt hat, während die «Minderheitsparteien» gerade dabei sind, das Spitalzentrum Oberwallis zu schwächen.



Les policiers ont veillé au grain à distance, hier, pour encadrer les supporters des deux camps, de la gare au stade. KESTONE/O. MAIRE

FC SION

Les députés scrutent le dispositif policier mis en place

CHRISTINE SAVIOZ

«Les dernières informations que nous avons est qu'ils sont 340 supporters dans le train spécial, dont 120 à risque.» A trois heures du match Sion - Bâle hier, le service policier chargé de la sécurité a fait un dernier pointage avant d'accueillir les supporters du FC Bâle à la gare de Sion à 14 h 38.

En tout, 130 policiers étaient sur pied de guerre pour cette rencontre qualifiée de «rouge», soit de rencontre à hauts risques. «Nous avons également des matches «jaunes» qui comportent moins de risques», a expliqué Christian Varone, le commandant de la police cantonale, aux députés de la commission de justice exceptionnellement présents hier. «Nous avons eu envie de découvrir comment cela se passait en coulisses car nous avons été interpellés par la population après les incidents du match Sion-Servette», souligne Serge Métrailler, le président de la commission de justice. Des députés ensuite rejoints par Oskar Freysinger, le chef du Département de la sécurité, pour le match à 16 heures.

1,5 million de francs par an

L'occasion pour tous de découvrir la grande charge qu'implique chaque match pour la police cantonale. «Cela coûte plus de 1,5 million de francs par an environ», précise Christian Varone. Si les policiers cantonaux et communaux assurent la sécurité de la gare au stade, ils ne sont pas responsables de la sécurité dans le stade et aux alentours. Ce périmètre-là est du ressort du FC

Sion qui engage, à chaque rencontre, 75 agents de sécurité. «Pour l'instant, il n'y a pas eu de débordements graves au stade et nous n'avons pas eu à intervenir. Mais, si un jour les agents de sécu-

«**Nous avons été interpellés après les incidents de Sion-Servette.**»



SERGE MÉTRAILLER
PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DE JUSTICE DU GRAND CONSEIL

rité sont débordés par les hooligans, nous devons intervenir aussi!», ajoute Christian Varone.

La police doit également veiller à maintenir les personnes interdites de périmètres loin de la foule des supporters. «Du côté des Valaisans, nous savons qui ils sont, mais pour les supporters de l'équipe adverse, il nous faut l'aide de policiers du canton concerné.» Une cellule d'enquête judiciaire est par ailleurs au stade – le procureur général Nicolas Dubuis et la procureure Catherine Seppey étaient par exemple présents hier. «Nous pouvons ainsi réagir vite en cas de problème», note Catherine Seppey. ●



LE BLOC NOTES

DE JEAN-YVES GABBUD



**JEAN-YVES
GABBUD**
RÉDACTEUR
EN CHEF
ADJOINT

PDC DU VALAIS ROMAND Il fonctionnera sans président

Sauf changement de tactique de dernière heure, le PDC du Valais romand n'aura plus de président à l'issue de son congrès de mardi soir au Châble. Le président sortant, Michel Rothen ne sollicitera pas un nouveau mandat. Le vice-président, Serge Métrailler, ne deviendra pas président. Même pas ad interim. Il restera vice-président et, conformément aux statuts, remplacera à ce titre le président absent.

CONSEIL D'ÉTAT 2017 Léonard Bender ne dit pas non

Interviewé sur La Première mercredi dernier, Léonard Bender, le candidat malheureux du PLR lors du deuxième tour de l'élection au Conseil d'Etat cette année, n'a pas dit non lorsque son interlocutrice lui a demandé s'il était partant pour l'élection de 2017. Bien au contraire...

TAXE SUR LES RÉSIDENCES SECONDAIRES Une motion pour limiter les montants perçus

Les députés Edmond Perruchoud (UDC), Bernard Rey (PLR) et Franz Ruppen (UDC) ont déposé une motion pour revoir la pratique en matière de taxe sur les résidences secondaires, introduites par de plus en plus de communes valaisannes. Les motionnaires estiment que cette taxe «*donne une image peu séduisante de notre tourisme*». Ils pensent également que sa perception repose actuellement sur une base

légitime peu solide. Ils demandent donc au canton d'établir une base légale claire et de poser une limite aux montants perçus.

IGNACE REY – STÉPHANE RIANDE Le prix du bénévolat: 270 000 francs

Me Stéphane Riand, le conseiller général socialiste sédunois, laisse entendre qu'il défend gratuitement Ignace Rey, l'ancien député PDC, aujourd'hui en prison. «*Il y a encore des avocats, en Valais et ailleurs, qui assument leur rôle sans honoraires. Et le Valais, je pèse ici mes mots, devrait leur en être infiniment reconnaissant*», déclare-t-il sur son blog. Bénévolat?

Le 10 novembre 2008, Me Stéphane Riand adressait à son client Ignace Rey, au titre de note d'honoraires pour son affaire, un commandement de payer d'un montant de 270 000 francs. Tout rond. ●

INTERACTION+



Réagissez en donnant
votre avis sur ces sujet

[.http://politique.blogs.lenouvelliste.ch/](http://politique.blogs.lenouvelliste.ch/)



LA TRIBUNE DES POLITIQUES



**MARYLÈNE
VOLPI**
DÉPUTÉE
LES VERTS

Tous en même ligue: FC Sion compris

Trop c'est trop. Lorsque même la commission de justice du Grand Conseil doit s'en mêler, c'est que c'est trop. Consternation du public et des supporters lors de débordements, moyens très importants des forces de police pour assurer la sécurité, engagement conséquent d'argent du contribuable (1,7 mio par an) pour assurer la sécurité, questionnement et agacement du politique face à la dérive du hooliganisme, demande d'un concordat inter cantonal sur le

hooliganisme, etc. Que se passe-t-il lors d'un match de foot? Ici, point de soi-disant théorie psychosociologique un peu fumeuse pour comprendre les mouvements de foule, les motivations de chaque groupe de supporters et la manière qu'à le foot de concentrer tous les espoirs, les pulsions ou les frustrations de chacun d'entre eux. Pas non plus d'exposé exhaustif du dispositif impressionnant et incroyablement efficace que mettent en place la police et le club pour éviter tout débordement lors d'un match. Surtout ceux à haut risque. C'est quand même entre 150 et 200 personnes sur le pied de guerre pour éviter tout débordement. D'ailleurs merci beaucoup. Non, juste une question simple: pourquoi les contribuables valaisans doivent assumer les frais de sécurité du FC Sion? Pour quelle raison les organisateurs d'une manifestation sportive quelconque doivent assumer eux-mêmes dans leur budget les frais relatifs à la sécurité et pas un club comme le FC Sion? Pour quelles raisons, à l'exemple très récent de Neuchâtel, le politique ne demande pas au club valaisan d'assumer les frais de sécurité qu'occasionnent les matchs? Et puis deux autres questions: est-ce que la commission de justice rendra publiques ses conclusions et comment le gouvernement les prendra en compte? Là, juste une suggestion. Il ne faudrait pas trop dire publiquement le nombre de policiers qu'il reste sur le terrain les soirs de match. Question de ne pas signaler les jours où on peut organiser cambriolages et délits en tout genre en Valais, parce que les forces de l'ordre sont en partie réquisitionnées! ●

Walliser Rat der zweisprachigen Interessen

WALLIS | Der Blick von Unterwalliser Grossräten auf den oberen Kantonsteil fällt grundsätzlich positiv aus. Es gibt aber kritische Töne.

SEBASTIAN GLENZ

Der Historiker Philippe Bender brachte es vergangene Woche in dieser Zeitung deutlich auf den Punkt: «Die Zeit spielt demografisch gesehen gegen das Oberwallis.» Die Aussage lässt sich mit Zahlen untermauern. Die Bezirke St-Maurice und Martinach wiesen im letzten Jahr im Kanton das grösste Bevölkerungswachstum auf.

Théoduloz: «Gutes Verhältnis, aber...»

Das kommt nicht von ungefähr: Aufgrund seiner Nähe zur Metropolregion Genf-Lausanne ist das Unterwallis als Wohnort attraktiv. Es ist auch die einzige Region, in der die jüngere Bevölkerung signifikant zunimmt. Das wird früher oder später politische Auswirkungen haben. Denn der Vorwurf, dass das Oberwallis in politischen Ämtern übervertreten sei, kursiert im Unterwallis nicht erst seit gestern.

Umso wichtiger wird es sein, dass sich das Oberwallis künftig behaupten kann. Was es dazu braucht, ist eigentlich klar: Gespräche und Beziehungen mit den Kollegen aus dem unteren Kantonsteil. Doch wie nehmen diese das Oberwallis überhaupt wahr? «Sehr gut», behauptet David Théoduloz, Fraktionschef der CVP Mittelwallis. «Ich verstehe mich im Grossen Rat mit den Oberwallisern bestens und arbeite auch gut mit ihnen zusammen.»

Aber auch im Grossen Rat gibt es teilweise unterschiedliche Ansichten – auch innerhalb der C-Familie. Beispielsweise beim Campus in Sitten. Da brauche es halt Diskussionen, so Théoduloz. Das Projekt sei aber eine Chance für den ganzen Kanton und nicht ein reines Sittener Projekt, das müsse man sich bewusst sein. «Auch das Reformwerk R21 unterstützt die CVP Mittelwallis. Eventuell wird man noch andere Varianten zum Doppelproporz ausarbeiten müssen, aber grundsätzlich handelt es sich um ein ambitioniertes Reformwerk. Ich verstehe die kritischen Stimmen aus dem Oberwallis. Aber nicht nur das Oberwallis ist eine Minderheit.» Dass das Chablais politisch untervertreten sei, «ist eine Tatsache», so Théoduloz. «Der Souverän hat ent-



Sichtweisen. Im Grossen Rat gehen die Meinungen auseinander. Gerade deshalb muss das Oberwallis seine Interessen intelligent verteidigen.

FOTOS WB

schieden, wer im Staatsrat sitzt. Und es liegt auch an den Parteien, die geeigneten Leute aufzustellen, um Erfolg zu haben. Klar ist aber: Die Situation wird längerfristig nicht so bleiben.»

Nantermod: «Oberwallis wird nicht bevormundet»

Das sieht auch FDP-Grossrat Philippe Nantermod so. «Ich habe den Eindruck, dass das Chablais ein wenig vernachlässigt wird. Das Oberwallis ist eine Minderheit, aber politisch sehr gut vertreten.»

Er selber schätze den oberen Kantonsteil sehr. Für den Tourismus beispielsweise spiele das Oberwallis eine eminent wichtige Rolle. «Es ist aber schade, dass das Verhältnis zwischen den beiden Kantonsteilen nicht besser ist. Die Idee der Oberwalliser, dass sie immer von den Romands bevormundet werden, entspricht nicht der Realität.» Blicke man auf die Verwaltung in Sitten, stelle man fest, dass das Oberwallis im Verhältnis zur Unterwalliser Region rund um Monthey sehr gut vertreten ist, so Nantermod.

Die FDP leckt derweil noch ihre Wunden. Die Partei erlitt mit der Kandidatur Varones bei den letzten Staatsratswahlen Schiffbruch. Im Oberwallis ist sie praktisch eine Randerscheinung. «Deshalb ist es wichtig, dass wir im oberen Kantonsteil wieder Fuss fassen», so Nantermod. «Liberale

Politik findet auch im Oberwallis Anklang.» Die Fusion mit der Oberwalliser FDP soll dabei helfen. «Wir wollen bei den nächsten Nationalratswahlen auch mit einem Oberwalliser Kandidaten starten.»

Bourgeois: «Oberwallis ist sehr gut vertreten»

Seitens des Präsidenten der SP Unterwallis, Gaël Bourgeois, hört es sich ähnlich an wie bei den anderen Unterwalliser Politikern. Auch er betont das gute Verhältnis zu den Oberwalliser Parlamentariern und auch er findet, dass das Oberwallis Gewicht und Einfluss hat.

Gebetsmühlenartig wiederholt er aber wie seine Vorgänger, dass der obere Kantonsteil politisch sehr gut vertreten ist. «Ein Campus und die R21 sind wichtige Projekte für unseren Kanton, von denen beide Kantonsteile profitieren werden», so Bourgeois. Er bedaure es deshalb, dass solche Projekte einzig aus lokalem Denken heraus kritisiert werden würden. «Denn schliesslich gewinnt jeder, wenn wir Projekte wie den Campus umsetzen werden.»

Addor: «Oberwallis verteidigt seine Interessen»

SVP-Grossrat Jean-Luc Addor bringt noch einen zusätzlichen Punkt ins Spiel. «Die CVP hat im Grossen Rat ihre Mehrheit verloren. Das hat Auswirkungen. Das Spiel ist offener gewor-

den und verkompliziert das Geschehen für das Oberwallis.» Seit dem Erstarken der SVP hätte sich einiges geändert. Innerhalb der Partei sei der Austausch mit dem Oberwallis immer gut gewesen. Aber mit den neuen Parteienstärken hätten sich auch die Gewohnheiten im Rat geändert. Es gebe Abstimmungen, bei denen es beispielsweise innerhalb der CVP keine Einheit mehr gebe.

«Die Oberwalliser Politiker setzen sich dabei für ihre Region ein. Das ist legitim und zu respektieren.» Die Oberwalliser hätten eine starke Identität und wüssten diese zu verteidigen. «Manchmal zeigt sich eine gewisse Sturheit, ich sehe das aber als Qualität.» Wenn das Oberwallis auch in Zukunft seine Pfründe intelligent verteidigt, mache er sich diesbezüglich auch keine grossen Sorgen, so Addor.

Standfestigkeit gefragt

Sicher ist, ohne regelmässigen Austausch und Diskussionen wird es für die Oberwalliser Politiker zukünftig in Sitten nicht einfacher, ihre Interessen durchzubringen. Vielleicht hilft ja der weise Spruch eines Oberwalliser Grossrats. Der fasst das Erfolgsrezept in kurzen Worten zusammen: «Natürlich braucht es ein gutes Lobbying, aber auch eine starke Leber. Denn Allianzen schmiedet man nicht erst im Grossen Rat.»



David Théoduloz, CVP



Philippe Nantermod, FDP



Gaël Bourgeois, SP



Jean-Luc Addor, SVP

Zersplitterung der Kräfte verändert die Ausgangslage

WALLIS | Was ist dran, an den Grabenkämpfen zwischen Ober- und Unterwalliser Grossräten? Eine gewisse Verhärtung ist spürbar, so der allgemeine Tenor.

SEBASTIAN GLENZ

Das Spiel ist offener geworden, sagte gestern SVP-Grossrat Jean-Luc Addor in dieser Zeitung. Die CVP habe ihre Mehrheit im Grossen Rat verloren, das verkompliziere auch das Geschehen fürs Oberwallis.

Einen Punkt, den auch CVP-Grossrat Philipp Matthias Bregy so wahrnimmt: «Die CVP trug als Mehrheit jahrzehntelang die Verantwortung für den ganzen Kanton. Der Ausgleich lief besser und man hat mehr Rücksicht auf die regionalen und lokalen Bedürfnisse genommen. Mit der Zersplitterung der Kräfte hat sich dies geändert. Die Parteivertreter der Regionen schauen primär für sich.» Die Folge sei, dass besonders das Oberwallis und die Bergregionen unter Druck geraten würden.

Bregy: «Wird es wichtig, verliert das Oberwallis»

Das sehe man besonders an einer Tatsache, so Bregy: «Da, wo es um die Wurst geht, wie bei Investitionen, ist das Oberwallis im Vergleich zum Welschwallis konsequent untervertreten.» Grosse Projekte werden im Unterwallis realisiert. Wenn das Wallis aber eine Zukunft haben wolle, müsse man der regionalen und sprachlichen Minderheit Sorge tragen.

«Die Bergregionen und die sprachlichen Minderheiten müssen Garantien bekommen.» Ansonsten gerieten diese zu sehr unter Druck. «Besonders auch für die Bergregionen und die Seitentäler wird es hart. Das betrifft den ganzen Kanton. Die meisten Grossräte leben im Talgrund. Die kleinen Bergdörfer sind nicht mehr gut vertreten.» Es brauche also die nötige Sensibilität, auch seitens der Unterwalliser, damit der Graben nicht tiefer werde.

Clausen: «Klima ist rauer geworden»

Einen solchen nimmt auch CSP-Grossrat Diego Clausen wahr. «Dass die C-Parteien auf dem Papier zwar nicht mehr die absolute Mehrheit hat, macht das Politisieren interessanter, das Klima ist aber rauer geworden. Clausen nennt vor allem vier Punkten, die ihm in letzter Zeit



Interessenpolitik. Das Ende der C-Mehrheit hat die Rahmenbedingungen im Grossen Rat verändert.

FOTOS WB



Reinhold Schnyder, SP



Michael Graber, SVP



Philipp Matthias Bregy, CVP



Diego Clausen, CSP

aufgefallen sind. «Die Initiative [jede Stimme zählt] ist rein parteipolitisch motiviert.» Da trete die Sachpolitik in den Hintergrund. «Die [Minderheitsparteien] wollen einfach nur, das aus ihrer Sicht erfolgsversprechendste Wahlsystem einführen. Ob das auch gut ist, bezweifle ich.»

Zweitens stelle er fest, dass es tabuisierte Grossprojekte gäbe. «Nehmen wir den Campus. Die CSPO übte Kritik am millionenschweren Grossprojekt und wird dann insbesondere von Unterwalliser Seite getadelt. Das kann doch nicht sein.» Da gehe es nicht um lokales Gartendenken, sondern um enorme Investitionen, die man kritisch begleiten müsse. Drittens stelle er eine Tendenz zur Zentralisierung fest. «Ob das gut für die sprachliche Minderheit, also das Oberwallis ist, stelle ich infrage. Wir dürfen uns nicht überrollen lassen. Aber auch das scheint Kritik unerwünscht.»

Im letzten Punkt behandelt Clausen noch das Thema FDP. «Im Grossrat ist die FDP ei-

ne grosse Gruppe, in der kein einziger Oberwalliser vertreten ist. Das ist eigentlich schade. Die Probleme des Oberwallis kommen in dieser Partei überhaupt nicht zur Sprache.»

Graber: «Französisch ist ein Muss»

Die Sprache ist auch für SVP-Grossrat Michael Graber ein wichtiges Element. Wenn auch anders umgemünzt. «Will man in den Kommissionssitzungen überzeugen, muss man Französisch reden.» Denn in diesen Sitzungen könne man die Leute partei- und regionübergreifend mit Argumenten überzeugen. «Es ist aber so: Man muss als Oberwalliser mehr machen, um wahrgenommen zu werden», ist Graber überzeugt.

«Bei den Abstimmungen gibt es oft einen Graben zwischen den beiden Kantonsteilen. Da zeigt sich, dass die Oberwalliser Parteien oft einen schlechten Job machen und es nicht schaffen, ihre Parteikollegen zu überzeugen.» Der SVP gelinge das noch am besten, so

Graber. Da helfe die Rolle Freysingers. Er fasst es so zusammen: «Wer aufrechtgehen will, braucht in beiden Kantonsteilen ein Standbein.» Punktuell könne aber der Eindruck entstehen, dass man als Oberwalliser zwar wahrgenommen, aber doch nur eher geduldet ist, so Graber. «Dass die Oberwalliser C-Parteien mit Blick auf das Reformwerk R21 aber das Argument des Minderheitenschutz einbringen, ist ein Witz.»

Da gehe es um reine Machtpolitik. Die R21 sei eine wichtige Reform. Interessanter wäre es in diesem Zusammenhang eher, wenn man jedem Sprachteil einen Ständeratssitz zusichern würde, meint Graber.

Schnyder: «Gewisse Verhärtung ist spürbar»

Eine gewisse Verhärtung zwischen den beiden Kantonsteilen ist auch SP-Grossrat Reinhold Schnyder aufgefallen. «Die Oberwalliser sind im Wallis eine Minderheit, die Romands in der Schweiz.» Wäre man sich dessen bewusst, könnte man auf ei-

ner erfolgreicherer Basis zusammenarbeiten. Parteienübergreifend gebe es aber sowohl im Ober- wie auch im Unterwallis Grossräte, die stur nur für ihre Region arbeiten würden. Die SP habe eine gemeinsame Fraktion mit den Unterwallisern. Da funktioniere der Austausch gut. «Bei reinen Oberwalliser Fraktionen fällt schon auf, dass diese oft nur unter einander diskutieren würden.» Das führe zu einem grösseren Graben.

«Auch macht sich bei einigen Oberwalliser Vertretern aus demografischen und wirtschaftlichen Gründen eine Angst breit, dass sie vom Unterwallis überfahren werden. Das führt dazu, dass man schon beim kleinsten Verdacht, das Oberwallis könnte benachteiligt werden, mit aller Kraft zurückschlägt. Mit dieser Taktik fährt man aber nicht unbedingt gut. Oftmals trägt man dabei nichts zum Gelingen eines guten Themas bei, wie beispielsweise beim Campus, von dem eigentlich der ganze Kanton profitiert.»



Austausch. Die Walliser Regierung mit Botschafter Michel Duclos.

FOTO ZVG

Regierung | Französischer Botschafter in der Schweiz

Zu Besuch im Wallis

SITTEN | Der französische Botschafter in der Schweiz, S.E. Michel Duclos, wurde am Dienstag offiziell von der Walliser Regierung empfangen.

Staatsratspräsident Maurice Tornay und Staatskanzler Philipp Spörri vertraten die Walliser Exekutive.

In seiner Begrüssungsrede zeigte sich der Präsident der Walliser Regierung überzeugt von der Wichtigkeit solcher freundschaftlichen Begegnungen, die dem gegenseitigen Verständnis dienen. Er hob Zusammenarbeitsprojekte zwi-

schen der Schweiz und Hochsavoyen hervor, wie etwa die Verbindungsstrasse «Transchablensienne» zwischen Frankreich und der Schweiz.

Maurice Tornay wies auf die Gemeinsamkeiten zwischen dem Wallis und Frankreich hin, erwähnte aber auch ohne Umschweife die starken Differenzen im Zusammenhang mit dem Erbschaftssteuerabkommen. In seinen Augen stellt dieses Abkommen einen schwerwiegenden Einbruch in die Hoheit und Autonomie der Schweizer Kantone dar. Er hofft, dass die starken Bande zwischen der

Schweiz und Frankreich eine Lösung ermöglichen. Auch der französische Botschafter sprach die schwierigen Dossiers an, wobei er auf die gemeinsame Erarbeitung des Abkommens hinwies.

Er komme sehr gerne ins Wallis, betonte Botschafter Duclos. In der Schweiz seien die Entscheidungsträger nicht nur in der Hauptstadt anzutreffen. Eine Tatsache, die man auch in Frankreich zur Kenntnis nehmen. Auch in Frankreich würden die Regionen an Bedeutung gewinnen, was allerdings mit einem grossen Mehraufwand verbunden sei. | I-VS

Les mêmes débats qu'en 1926



Faut-il faire rembourser l'aide sociale obtenue par un assisté revenu à meilleure fortune? Oui, pensaient les députés de 1926... comme ceux qui ont rédigé la loi actuelle. Les étudiants de la Haute Ecole de travail social sont partagés sur la question. LE NOUVELLISTE

JEAN-YVES GABBUD

Le Grand Conseil valaisan a connu hier une journée de session particulière, puisqu'il a vécu, ou plutôt revécu, une séance de... 1926. Les étudiants de la Haute Ecole de travail social ont revisité les débats du siècle dernier sous la présidence d'un vrai député, Grégoire Dussex, le vice-président du Parlement de 2013, qui a joué le rôle de Marc Morand, président de l'époque.

Une décision toujours en vigueur

En 1926, le Parlement cantonal débattait de la loi sur l'assistance. A l'époque, les députés Jules Couchepin, Charles Dellberg et leurs collègues se sont longuement disputés autour de la nécessité de faire rembourser l'aide reçue par un assisté. Un député de l'époque s'in-



YANN LAMBIEL
IMITATEUR ET RÉD EN CHEF D'UN JOUR

Prenant la voix de Pascal Couchepin: «La session de 1926? Ils sont tous d'Ecône ou

bien? Quoique, pour eux, 1926 c'est trop récent. Ce qui vient après l'an 1000...»

surgeait de constater que celui qui obtenait une subvention pour son bétail n'était pas contraint de la rembourser s'il devenait riche. Malgré cette objection, le Grand Conseil a suivi le conseiller d'Etat Maurice Troillet et a inscrit dans la loi le remboursement de l'aide perçue par un assisté. En 1926, cette obligation de remboursement s'étend même aux héritiers.

Cette question du remboursement de l'aide sociale est actuelle. Aujourd'hui, la loi en vi-

gueur, qui date, elle de 1996, prévoit toujours cette obligation de remboursement pour l'assisté venu à meilleure fortune.

Après avoir revécu les débats d'hier, les étudiants d'aujourd'hui se sont prononcés sur cette loi de 1926 et son obligation de remboursement. Pour la petite histoire, ils l'ont refusée par 59 voix contre 58...

Distinguer le vrai du faux pauvre

Simon Darioli, le chef du

Service de l'action sociale est venu présenter sa vision de la problématique: «La politique débat souvent autour de questions très théoriques. Dans la réalité, il n'y a pratiquement pas de remboursement. On est dans la même problématique depuis le XVIIIe siècle. On veut se prémunir contre l'abus. On veut pouvoir faire la distinction entre le vrai et le faux chômeur, entre le vrai et le faux réfugié.»

Hier comme aujourd'hui, les députés craignent que l'aide sociale soit trop coûteuse pour les caisses publiques. Selon Simon Darioli, son coût réel est minime. Actuellement, il s'élève à 30 millions par an en Valais, ce qui est peu par rapport à ce que coûtent les autres prestations sociales. En 1926, le député Charles Dellberg, le seul élu socialiste parmi les 109 parlementaires, proposait que l'Etat aide à ce que les personnes dans le besoin puissent bénéficier d'une formation à la charge de l'Etat. Cette problématique est toujours d'actualité, comme le rappelle Simon Darioli. Aujourd'hui 58% des bénéficiaires de l'aide sociale n'ont pas une formation équivalente au CFC. «Le manque de formation est la cause première de la pauvreté.» Si les lois de 1926 et de 1996 sur l'aide sociale présentent des similitudes, elles diffèrent sur un point fondamental: l'aide sociale est devenue un droit, sujet à recours. Il y en a 70 par année. ○

PUBLICITÉ



FORTUNE NON DÉCLARÉE?
NOUS VOUS AIDONS À RÉGULARISER VOTRE SITUATION.

CONFORT
DISCRÉTION
SÉRÉNITÉ

Nous effectuons pour vous une simulation de rattrapage d'impôt, une démarche anonyme auprès du fisc et vous conseillons dans vos choix en vue d'un arrangement fiscal très favorable.

MBV GESTION

Martin Berner Vuilleumier & Cie SA
1950 Sion | 027 327 65 50/52 | www.mbvgestion.ch

Die erste Datenschützerin wirft das Handtuch

SITTEN | Ursula Sury kandidiert nicht für eine erneute Amtszeit. Der Grund sind die fehlenden finanziellen Mittel.

Der Rücktritt der Datenschutzbeauftragten ist die Folge der ständigen Diskussionen um das Budget. Ende 2012 hat das Walliser Parlament das Budget für den Datenschutz für das Jahr 2013 von 300 000 auf 100 000 Franken gekürzt. Dies hatte zur Konsequenz, dass die Beauftragte ihre Arbeitsweise ändern und ihre Tätigkeitsgebiete massiv einschränken musste.

Nachdem das Parlament im Juni 2013 eine Erhöhung der Mittel um 150 000 Franken ablehnte, zieht die Datenschutz- und Öffentlichkeitsbeauftragte des Kantons Wallis nun die Konsequenzen. Sie verzichtet auf eine Neukandidatur im kommenden Juni. Bis dahin will sie noch im Amt bleiben. Mit dem Inkrafttreten des GIDA wurde im Kanton Wallis 2011 auch die Datenschutzbehörde geschaffen. Die Aufgaben sind zahlreich: die Beantwortung von Gesuchen und Kurzanfragen, die Re-

cherche zu spezialgesetzlichen Themenfeldern inklusive anschließender Abgabe einer Handlungsempfehlung, die Durchführung von Audits und Beratungsgesprächen sowie die Schulung in datenschutzrelevanten Themen zu Prävention und Sensibilisierung der Behörde und Privatpersonen im Umgang mit Datenschutz.

Geldmangel gefährdet Unabhängigkeit

Die amtierende Datenschutzbeauftragte wies gestern in einer Mitteilung auch auf die Gefährdung der Unabhängigkeit hin: «Die faktische Unabhängigkeit bemisst sich auch daran, ob die personellen und finanziellen Ressourcen in ausreichendem Mass zur Verfügung gestellt werden, um überhaupt unabhängig handeln zu können.» Es bleibe klar festzuhalten, dass das Budget sehr knapp bemessen sei, was auch der Vergleich mit den Datenschutzbeauftragten anderer Kantone deutlich zeige. Deren Budget betrage ein Vielfaches dessen, was sich der Kanton Wallis leiste. Man habe in den letzten Jahren immer

wieder auf die Problematik hingewiesen, dass mit den zur Verfügung stehenden Ressourcen dem Leistungsauftrag nicht entsprochen werden könne. Dasselbe stellte auch das kantonale Finanzinspektorat fest. Die Erhöhung des Budgets für 2012 auf 300 000 brachte vorübergehend Abhilfe. Die erneute Kürzung des Budgets veranlasste die Datenschutzkommission (DSÖK) bereits Anfang 2013 geschlossen zurückzutreten.

«So nicht zu verantworten»

Die Auswahl der Tätigkeitsschwerpunkte musste sich 2013 nach den vorhandenen Mitteln richten, der Leistungsauftrag konnte unter diesen Umständen nicht im vorgegebenen Umfang wahrgenommen werden und führte zu einem Vollzugsnotstand des GIDA und der Schengen/Dublin-Richtlinien. «Dieser Entscheid ist mir nicht leichtgefallen», schrieb Ursula Sury gestern: «Gerne hätte ich die Tätigkeit als Datenschutzbeauftragte weitergeführt, mein Engagement und Interesse für den Daten- und Öff-



Genug. Ursula Sury will ab Juni 2014 nicht mehr Datenschutzbeauftragte sein.

FOTO WB

entlichkeitsschutz sind ungebroschen. Aus meinen Erfahrungen, die ich in den vergangenen dreieinhalb Jahren als Datenschutz- und Öffentlichkeitsbe-

auftragte des Kantons Wallis gewonnen habe, musste ich aber die Konsequenz ziehen.» Letztendlich sei ihre Entscheidung weniger eine Wahl, sondern die

notwendige Folge, weil sie die Fortführung des Amtes, so wie es zurzeit strukturell ausgestaltet sei, nicht länger verantworten könne.

hbi

Oui à la base aérienne de Sion

La base aérienne de Sion est menacée de fermeture! Le Valais après l'acceptation de la Lex Weber et après l'acceptation de la modification de la loi sur l'aménagement du territoire n'a pas besoin d'un tel coup de massue.

Si cette fermeture devait se confirmer, elle serait une catastrophe pour le Valais: une catastrophe, car 156 emplois sont en jeu; une catastrophe, car un centre de formation avec 43 apprentis est en jeu; une catastrophe, car l'aéroport civil est en péril, avec



COURRIER DES LECTEURS

ses 30 000 passagers annuels cette entreprise n'est pas viable sans les installations militaires; une catastrophe, car 20 millions d'investissements annuels sont perdus pour le Valais ; une catas-

trophe, car les investissements prévus sur quatre ans de 37 millions ne verront pas le jour, à noter que sont prévus dans ces investissements l'assainissement des tarmacs en très mauvais état actuellement. Le 10 septembre dernier un airbus A-320 a pu atterrir grâce à un système d'approche par satellite, pas sûr que ce projet puisse se développer si les tarmacs ne sont pas assainis.

Depuis 1982, où les mouvements de jet étaient aux nombres de 10 000/an, des efforts considérables ont été faits pour réduire les nuisances sonores: écolage sur PC21; entraînement

en simulateurs; entraînement à l'étranger; interdiction de vols en juillet et août. Ces mesures ont permis de réduire les mouvements de jets à 4000/an.

De plus la disparition de la base ne signifie pas la disparition des nuisances sonores, car l'espace aérien ne nous appartient pas, le Valais fait partie des secteurs d'entraînement suisses et les jets qui se sont fait entendre cet été du côté du val d'Anniviers, de la vallée de Sanetsch et de la vallée de Conches n'ont en aucun cas décollé de la base de Sion.

Anne Luyet, Savièse,
députée-suppléante UDC

6 FORUM

ANALYSE



**JEAN-YVES
GABBUD**
RÉDACTEUR
EN CHEF ADJOINT

Le Valais divisé comme jamais

La fin de la majorité démocrate-chrétienne met en lumière la multiplication des divisions qui existent au Grand Conseil. La dernière session, celle de septembre, en a été la parfaite illustration.

► La première fracture qui saute aux yeux est celle qui sépare le Bas du Haut-Valais. Elle n'est pas nouvelle, mais elle devient criante. Le projet de campus EPFL l'a mise en exergue. Les représentants des partis du Haut se sont levés les uns après les autres pour se plaindre du fait que le Valais qu'ils appellent supérieur n'aurait pas sa part de gâteau. Chacun a dû prendre la parole pour être bien sûr que les médias relayeraient leur défense héroïque de la minorité germanophone. Pour bien marquer le coup, les jaunes sont même allés jusqu'à refuser d'entrer en matière sur cet objet.

► Autre division classique: l'opposition gauche-droite. En période de restriction budgétaire, elle prend de l'ampleur. Quand la droite parle de la nécessité pour le canton d'être attractif fiscalement, la gauche parle de cadeau aux riches et d'inégalités. Quand la gauche met le doigt sur des besoins qui ne sont pas couverts par l'Etat, la droite évoque la

nécessaire rigueur budgétaire pour éviter la dérive que connaissent bon nombre de pays européens.

► Bien qu'elle ait placé l'un des siens au Conseil d'Etat, l'UDC n'est pas (pas encore?) devenue totalement gouverno-compatible. Sur les questions ayant trait aux gitans, aux étrangers, aux délinquants, l'UDC a l'art de présenter les choses de manière si abrupte qu'elle se retrouve systématiquement isolée.

► Un autre front préexistant s'est déplacé: celui qui oppose l'ex-parti majoritaire aux anciens minoritaires. Ces dernières années, les escarmouches dans cette configuration étaient relativement peu nombreuses. En septembre, par contre, le feu a été plus nourri. Le PDC, qui a conservé la majorité au Bureau, a bloqué de nombreuses urgences, dont celle ayant trait à l'affaire Bettschart. Les ex-minoritaires se sont vengés en faisant passer un postulat demandant de revoir la composition du Bureau pour lui donner une meilleure représentativité. Les ex-minoritaires ont aussi imposé leurs vues en ce qui concerne la révision du mode de scrutin pour l'élection du Parlement cantonal,

avec le lancement d'un contre-projet, idée du PLR, à l'initiative «Chaque voix compte» lancée par la gauche et l'UDC.

★

Le Parlement n'a pas encore trouvé son cap. Il n'a pas, ou plus, de ligne de conduite.

L'exemple de la Réforme des institutions du XXI^e siècle (le projet R21) en est un bon exemple. La gauche et l'UDC lancent ensemble une initiative «Chaque voix compte», qui propose une solution sur un des points contenus dans R21.

Le PLR et le PDC n'en veulent pas. Par contre, le PLR propose un contre-projet à l'initiative dans l'espoir de mettre la pression sur le PDC pour faire avancer R21. La gauche et l'UDC sou-

tiennent alors l'idée de ce contre-projet... qui est en fait un concurrent à leur propre initiative.

Si ce genre de petit jeu de poker menteur se multiplie, le Valais est mal parti pour affronter les grands défis qui l'attendent, comme la révision de la loi sur le tourisme, pour n'en citer qu'un. ◉

Le Parlement n'a pas, ou plus, de ligne de conduite.

Non à la base aérienne de Sion

Dans le «Nouvelliste» du 2 octobre dernier, Mme Anne Luyet de l'UDC fait l'apologie de la base aérienne de Sion en évoquant toutes les catastrophes qui toucheraient notre canton sans sa présence. Ne lui en déplaise, si l'on regarde autrement que par le petit bout de la petite lorgnette, c'est exactement le contraire.

Les jets militaires sont un non-sens pour les habitants; tout le Valais central pâtit de leur bruit assourdissant, en particulier nos écoliers, étudiants et apprentis, les nombreux résidents de nos hôpitaux, cliniques, EMS et de diverses institutions, les clients et employés de moult commerces, bureaux, entreprises et structures sportives et de loisirs juste au-dessous.

Ils sont un non-sens pour le tourisme; nos hôtes viennent chercher la quiétude et non le vacarme. Un non-sens pour l'environnement; pour chaque (en)-vol, plusieurs tonnes de kérosène sont pulvérisées sur nos têtes, nos cultures et nos forêts. Un non-sens pour notre sécurité; un crash est toujours possible (Montana 1998) et, en cas de conflit, un aéroport «de guerre» est la première cible. Et puis, pour dénicher des cybercriminels et stopper des hooligans, ils ne servent à rien.

Un non-sens pour l'emploi; imaginons combien de campus, d'entreprises et de start-up on pourrait implanter sur tout ou partie d'une telle superficie. Un non-sens financier; les coûts d'infrastructu-



COURRIER DES LECTEURS

res sont disproportionnés par rapport à leur (in)utilité, et la moins-value pour les terrains alentours est estimée à 400 millions de francs! En outre, plusieurs études démontrent qu'un aéroport civil n'est de toute façon pas viable. Et pour 80% des touristes venus par le ciel qui prennent ensuite un autre moyen de transport pour le Haut-Valais, le changement est possible à Genève ou ailleurs.

Enfin, un non-sens militaire (c'est le comble!); entourée de pays amis, la Suisse n'a plus été inquiétée depuis bientôt 500 ans (bataille de Marignan, 1515). Il est donc temps de leur créer un musée pour les nostalgiques du siècle passé et de se protéger contre les réelles menaces de notre époque. En bref, la fermeture programmée de la base aérienne de Sion est une réjouissance, une belle opportunité de développer différemment toute une région qui le mérite bien, de créer des centaines de nouveaux emplois dans des domaines novateurs, utiles et respectueux du cœur de notre canton.

Didier Fournier,
député socialiste, Nendaz



«Ce petit changement de nom nous permet de clarifier nos positions sans renier notre identité», explique Raymond Borgeat, président du PCS.

LE NOUVELLISTE

UNIVERSITÉ D'AUTOMNE DU PCS

LE PCS se rajoute l'étiquette centre-gauche

Le PCS VR a tenu son Université d'automne samedi 12 octobre à Fully. Si le nom donné à ce rassemblement peut paraître prétentieux, le président Raymond Borgeat affirme que cette journée de débats et de réflexions fait sens et que la fréquentation et l'intérêt des membres le confirme. Au menu de cette Université d'automne, des thèmes d'actualité comme le campus Valais Wallis, la réforme R21 ainsi qu'un changement de nom pour le parti.

Redéfinir le centre

La séance de l'après-midi a été consacrée à l'Assemblée générale ordinaire qui a vu les membres accepter l'adaptation du nom proposé au niveau suisse: «Centre-gauche PC-S». Nous avons demandé à Raymond Borgeat si l'étiquette chrétienne était difficile à porter. «Ce terme est aujourd'hui plus difficile à comprendre, en particulier pour le public plus large et les personnes plus jeunes; il peut même porter à confusion en ce qui concerne le positionnement politique du parti. Ce petit changement de nom nous permet de clarifier nos positions sans renier notre identité. Nous sommes conscients qu'il faut sauvegarder notre culture chrétienne, mais nous voulons la renforcer avant de combattre celle des autres.»

Qui voulez-vous courtiser avec le rajout du terme centre-gauche? «Aujourd'hui en Valais, le PDC est clairement un parti de droite. Entre la gauche et le PDC, il y a un no man's land à conquérir. L'idée CS qui est réellement une idée centriste mérite d'être clairement définie et

défendue. Nous voulons nous focaliser sur la définition des intérêts du centre. La doctrine chrétienne-sociale se veut ouverte au peuple en général, elle met l'individu au cœur de ses préoccupations.» Quelle différence alors avec le PS? «Le PS est plus centralisateur, plus focalisé sur l'ouvrier, il défend les droits des travailleurs. Notre position centrale nous permet de faire l'intermédiaire entre les socialistes et ceux qui défendent l'économie à tout prix. Prenez l'exemple de la LAT ou de la lex Weber, la droite cherche à contourner ces lois, nous en prôtons l'application mais en trouvant les meilleures mesures d'accompagnements possibles.»

Oui au campus et à la R21

Les deux conférences thématiques, la première animée par Marc-André Berclaz, directeur opérationnel du Pôle EPFL Valais Wallis et la seconde par Thomas Burgener, ancien Conseiller d'Etat, président de la Commission extraparlamentaire R21, ont séduit les membres du PCS. Aux yeux du PCS VR, le Campus Valais Wallis «permettra d'encourager les processus d'innovation, de transfert de technologies et d'échanges entre la recherche et les entreprises, ainsi que de créer des réseaux de compétences et de coopération hors des frontières cantonales».

Quant à la réforme R21, «elle est nécessaire pour faire entrer le canton du Valais dans le XXI^e siècle. Et elle permettrait de garantir une juste représentation démocratique de la population, comme le propose l'initiative «Chaque voix compte». ● FRANCE MASSY

DROIT DES PERSONNES HANDICAPÉES

Résolution au Grand Conseil

«Je comprends cet acte symbolique», a noté mardi Marcelle Monnet-Terrettaz, en recevant une résolution signée par une centaine de personnes pour inciter la Suisse à signer la convention de l'ONU sur les droits des personnes handicapées. Cette résolution sera déposée officiellement par le député Olivier Salamin, également président de Forum Handicap Valais, lors de la prochaine session du Grand Conseil.

Pour faire bouger Berne

La résolution a vu le jour suite au forum éthique organisé le mois dernier par la commission cantonale du handicap, Forum Handicap Valais et le département de psychiatrie et psychothérapie du Centre hospitalier du Valais romand de l'Hôpital du Valais. «Nous sommes surpris que les élus sous la coupole tardent à ratifier la convention de l'ONU et nous voulions faire un geste pour sensibiliser les politiques à cette problématique», a expliqué



La résolution a été remise à la présidente du Grand Conseil, Marcelle Monnet-Terrettaz (à droite), par Georgie Lamon, président de la commission cantonale du handicap, Olivier Salamin, président de Forum Handicap Valais et Maud Théler, assistante sociale. LE NOUVELLISTE

Georgie Lamon, le président de la commission cantonale du handicap.

Un geste que les associations de personnes handicapées attendent depuis plus de huit ans; la convention de l'ONU, datant de 2006, est entrée en vigueur en

2008. Elle a déjà été ratifiée par huitante Etats aujourd'hui. «Nous voudrions que nos autorités cantonales fassent tout ce qui est en leur pouvoir pour inciter les autorités fédérales à ratifier la convention», a conclu Georgie Lamon. ● CHRISTINE SAVIOZ

Die Lektionen der Schüler sollen auf jene der Lehrer reduziert werden

WALLIS | Kann das neue Primarschulgesetz kostenneutral umgesetzt werden? Staatsrat Oskar Freysinger sagt Nein. Die CVPO präsentiert Vorschläge durch eine Reduktion der Lektionen für die Primarschüler.

THOMAS RIEDER

Das Kantonsparlament arbeitet derzeit am neuen Primarschulgesetz. Es soll per 2015/2016 wirksam werden. Bei der ersten Lesung im Frühjahr 2013 wurde der Entwurf vom Grossen Rat mit einer Flut von Abänderungsanträgen zerpflegt. Eine der wesentlichen Forderungen: Die Mehrkosten des neuen Gesetzes von zehn Millionen Franken sind einzusparen. Nun zeigt der Entwurf für die zweite Lesung, dass dieser Forderung, namentlich seitens der CVPO, nicht Rechnung getragen wird. Scheinbar konnte kein Sparpotenzial ausgemacht werden. Die Fraktion der Oberwalliser Christlichdemokraten will das nicht hinnehmen und lanciert deshalb einen Vorschlag, der das Budget für die Walliser Primarschule um 7,5 Millionen Franken reduzieren liesse.

Die Grossräte Philipp Matthias Bregy (Naters), Martin Löttscher (Leuk) und Francesco Walter (Ernen) bringen es auf den Punkt: Die Lektionenzahl der Schüler wird jenen der Lehrer (nach unten) angepasst.

30 statt 32 Lektionen pro Woche auch für die Schulkinder

Laut dem neuen Gesetz über die «Besoldung des Personals der obligatorischen Schulzeit und der allgemeinen Mittelschule und der Berufsfachschule» vom 14. September 2011 wird das Vollpensum der Primarlehrer von 33 auf 30 Wochenlektionen (à 45 Minuten) reduziert. Dies bei gleichbleibendem Lohn. Wirksam soll dieser Artikel (29) bei Inkrafttreten des neuen Primar-

schulgesetzes werden. Im Vergleich dazu sollen laut Botschaft des neuen Gesetzes die Primarschüler für 32 Lektionen (bisher 33 Lektionen) wöchentlich zur Schule gehen. Für die drei CVPO-Grossräte, die sich zuletzt alle mit der Thematik näher befassten, ist im Grundsatz klar: «Schüler sollen nicht mehr zur Schule gehen als Lehrer.» Konkret bedeutet das:

Für die 1. und 2. Primarklasse wird das Wochenpensum von 28 auf 26 Lektionen reduziert, für die 5./6. Klasse sowie 7. und 8. Primarklasse hat eine Reduktion von 32 auf 30 Lektionen zu erfolgen. Einzig in der 3./4. Klasse bliebe der Stundenplan mit 28 Lektionen unverändert. «7./8. Primarklasse» deshalb, weil die Stufen neu definiert werden. Künftig gilt der Kindergarten als 1./2. Primarklasse, womit sich die 5./6. Klasse zur 7./8. Klasse verschiebt.

«Der Qualität der Schule würde durch eine Reduktion der Lektionen nicht geschadet»

Philipp Matthias Bregy
Martin Löttscher
Grossräte CVPO

Gehen Schüler nicht länger zur Schule als ihre Lehrer, bedeutet das, dass nicht für jede Klasse mindestens zwei Lehrpersonen verfügbar sein müssen – in welcher Anstellungsform auch immer. Das ergäbe entsprechende Einsparungen und würde erst noch dem Lehrermangel entgegenwirken. Laut Schätzungen der CVPO liessen sich so für den Staat jährlich fünf Millionen Franken einsparen. Aufgrund der Kostenbeteiligung der Gemeinden an den Lehrergehältern (30 Prozent) würden sich auch

die Aufwände der Gemeinden um gesamthaft rund 2,2 Millionen Franken reduzieren lassen.

«Der Qualität der Schule würde durch eine Reduktion der Lektionen nicht geschadet», sind Bregy wie Löttscher überzeugt. Denn die Walliser Schüler gehören mit 7139 Lektionen pro Jahr zu jenen Kindern, die mit am längsten im Schulzimmer sitzen. Trotz der vorgeschlagenen Lektionen-Reduktion würde sich der Kanton Wallis weiterhin über der Lektionen-Richtzahl gemäss Lehrplan 21 sowie des PER (plan d'études romand) befinden. Und es hätte auch weiterhin Platz für Lektionen wie den Religionsunterricht usw.

Sparen ohne Qualitätsverlust

«Wir sind für eine Vereinfachung der Schule und eine Entlastung der Schüler», halten die oben genannten Grossräte fest. Sie hätten sich mit der Situation in verschiedenen Oberwalliser Gemeinden konkret auseinandergesetzt. Die vorliegenden Ideen würden der Schule ohne Qualitätsverlust Ersparnisse ermöglichen. Bregy spricht betreffend die Gemeinde Naters mit den Schulorten Mund und Birgisch von rund 150 000 Franken, Löttscher in der Schulregion Leuk allein für die Standortgemeinde von 12 000 Franken.



Reduzieren. Martin Löttscher (links) und Philipp Matthias Bregy sind für eine Herabsetzung der Schüler-Lektionen auf das Niveau der Lehrpersonen. Die Qualität würde dadurch nicht leiden, sind sie überzeugt.

FOTO WB

Auch in der 3. OS Lektionen reduzieren

Was bei der Primarschule noch der neuen Gesetzgebung und Umsetzung harrt, ist auf der Stufe Orientierungsschule seit Beginn des laufenden Schuljahres in Kraft.

Für die 3. OS-Klasse wurde die Anzahl der wöchentlichen Lektionen im neuen Gesetz von 32 auf 34 Stunden erhöht. In der Praxis scheint sich das nun nicht zu bewähren. Die zusätzlichen Stunden werden je nach Schulort in den Abend oder auf den Mittwochnachmittag verlegt. Zumeist handelt es sich dabei nicht um Leistungsfächer. Folglich ist damit erst recht niemand glücklich. Den Schülern der 3. OS mangelt es für diese Zusatzstunden oft an der Motivation, was umso mehr verständlich ist, als 90 Prozent der anderen Schüler «Feierabend» haben.

Die CVPO fordert deshalb bereits fürs Schuljahr 2014/2015 eine Anpassung zurück auf die vorherige Lektionenzahl. Der Sinn für die zwei Zusatzlektionen ist nicht ersichtlich. Ausserdem erschweren sie in so manchem OS-Zentrum die Organisation des Schülertransports, verbunden mit erheblichen Mehrkosten.